

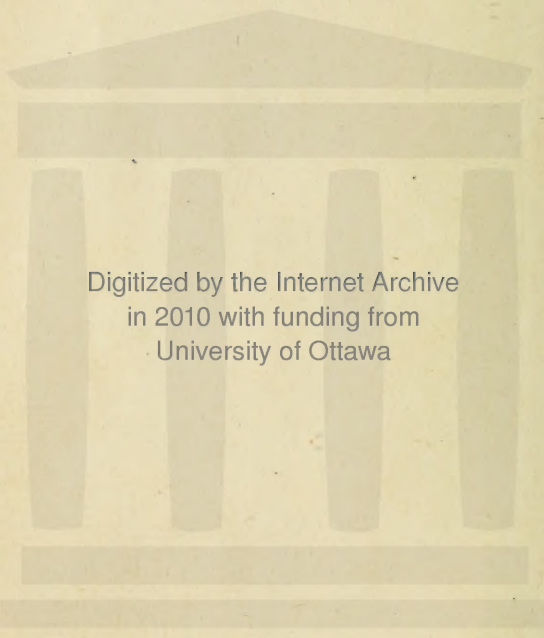
U d'of OTTAWA



39003001882744



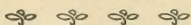
878-1A-67



Digitized by the Internet Archive
in 2010 with funding from
University of Ottawa

PAGES ACTUELLES

1914-1915



La Presse JUN 04 1973
et la Guerre

L'Action Française

Choix d'articles recueillis

PAR

Jacques BAINVILLE

Rédacteur à l'*Action Française*



PARIS

BLOUD & GAY, ÉDITEURS

7, PLACE SAINT-SULPICE, 7

1915

Tous droits réservés.



Note de l'éditeur.

Les pages suivantes rassemblent un choix d'articles qui ont paru dans l'Action Française, sous la signature de ses principaux rédacteurs, depuis les dernières journées de juillet 1914, lorsque apparut la menace de la guerre, jusqu'au mois de janvier 1915.

Ces articles sont répartis entre un certain nombre de rubriques qui, dans leur variété, témoignent que l'Action Française s'est placée à un point de vue purement national. Qu'il s'agit de politique intérieure ou de politique extérieure, l'Action Française n'a pensé qu'à la France et à l'union entre Français, face à l'ennemi. Elle a mis au service du pays tout ce qu'elle avait d'autorité. De là ses campagnes « pour le gouvernement établi », comme ses campagnes contre les tentatives de division fondées sur la question religieuse.

Le rôle que jouent les idées dans tous les grands événements humains et qu'elles n'ont pas manqué de remplir dans l'immense conflit actuel, est mis en relief par la série remarquable des études consacrées à l'état mental de l'Allemagne et aux principes directeurs de l'esprit public allemand. Les causes philosophiques et historiques de la guerre de 1915 reçoivent ainsi une explication générale du plus haut intérêt.

Par ce résumé des travaux de l'Action Française pendant la première période de la guerre, le lecteur aura une vue claire de la ligne suivie par ce journal qui a conquis, au cours de ces dernières années, une influence si considérable sur une large portion de l'opinion publique.

D
525
A3
1915

Le devoir national.

Le moral.

*La seule chose triste est de penser
à ceux qui restent.*

(Lettre d'un soldat.)

A l'heure où l'on écrit ces lignes, rien n'est moins assuré que la paix ou la guerre. La paix sourit à tous. La guerre est une charge subie, certes, par tous, mais tout l'essentiel n'est assumé que par quelques-uns. Heureux, on peut le dire aujourd'hui, heureux ceux dont les cœurs et les bras auraient le privilège de combattre, de s'exposer et de frapper ! Leur sort est particulièrement enviable pour ceux qui entrevoient, plus émouvant qu'aucune parole possible, le cortège des filles, des femmes et des mères qui, étreintes d'angoisse, donnent, peut-être avant peu de jours, les embrassements du départ ! Et c'est à elles, à celles qui se voient déjà affligées et meurtries par l'événement, que je ne saurais m'empêcher de demander quelque chose de leur pitié pour les autres, pour ceux, bons Français, qui ne partent pas, bien qu'ils fussent nés aussi pour partir.

Je pense aux vieux soldats. Je pense plus amèrement encore à ceux qu'une cause physique ou morale tient loin des champs de bataille et qui, demeurés conscients de tout ce qu'ils doivent à l'air et à la terre de la patrie, se demanderont comment faire pour payer

une équivalence du sang que leurs amis et leurs frères s'en vont verser. Pour moi, je ne puis me tenir de me voiler les yeux à la pensée de tel et de tel, et de tel encore, que j'ai vus travailler tant d'années auprès de nous et qui, un de ces jours, devront prendre congé pour la lutte suprême. Ces bons Français, ligueurs, camelots du Roi, étudiants d'Action française ou membres de nos Comités directeurs, auront longtemps étudié, approfondi auprès de nous toutes les raisons d'être du devoir envers la Patrie. Ils nous auront prêté les lumières de leur pensée. Nous leur aurons prêté, à notre tour, les nôtres. La plume et la parole auront multiplié et propagé à l'infini les éléments, les conditions, les conséquences de la vérité politique ; et tout à coup, sur un signal au canon, au clairon, ce collaborateur, cet ami, nous auront quitté, le fusil sur l'épaule ou l'épée à la main, sans qu'il nous soit possible de marcher auprès d'eux pour les suivre ou pour leur donner, dans notre mesure, humble, certes, mais effective, l'exemple et la leçon de la conformité à ce long enseignement mutuel !

Il n'y a rien de plus pénible pour les esprits chargés d'une pensée certaine, d'une volonté définie, que ce brusque arrêt imposé par la vie devant l'acte décisif qui les réalise. Il est beau de mourir pour l'idée à laquelle on se donne ; il n'est pas moins beau de vivre pour elle, quand partout notre vie atteint à ce maximum d'intensité de dévouement, de détachement, — le combat ! Ceux des nôtres qui ont connu, dans leur jeunesse ou leur maturité, le bonheur, la douceur de porter les armes en se préparant à la défense du sol sacré, ceux, moins favorisés, qui, tout enfants, se sont sentis appelés à cette existence sublime, et qu'un sort in-

flexible en a détournés, ceux-là me comprendront, car nous pouvons nous plaindre ensemble de ne pouvoir donner à la Patrie commune que ces ombres sans chair, nos paroles et nos pensées !

..

Eh bien, que du moins ces pensées et ces paroles, s'il en est encore temps, lui servent. Qu'elles dressent dans tous les esprits un autel, aussi solide, aussi durable, aussi éclatant que possible, au culte de ces armes que d'autres porteront, à la religion de cette discipline que d'autres observeront, à l'honneur du drapeau qui sera défendu, hélas ! par d'autres que nous. Si nous n'exerçons pas sur l'agresseur l'action directe désirée, développons du moins une influence utile. Il ne nous appartient plus de donner des conseils ni de tracer sa ligne de conduite à la magnifique jeunesse qui marcha avec nous contre l'ennemi de l'intérieur avant que d'aller affronter l'ennemi au dehors. Mais, comme elle aime ses anciens chefs, comme ils savent qu'elle leur est passionnément dévouée, nous pouvons bien lui dire de reporter ce dévouement et cette affection (afin qu'elle déborde, de beaucoup, le simple devoir) sur les chefs militaires que demain peut-être va leur donner. Qu'ils soient des soldats accomplis ! Je ne dis pas seulement des guerriers : le sang français y suffirait. Qu'ils s'efforcent d'être bons militaires professionnels. Que leur docilité, leur impassibilité, leur esprit d'abnégation, soient cités en modèle. Il faut des modèles partout. Que ces modèles soient donnés par l'unanimité des Camelots du Roi, des Etudiants et des Ligueurs d'Action française. Il y a des moments où une élite d'hommes peut tout emporter.

En poursuivant la même hypothèse cruelle, on me permettra de reposer aussi le regard sur ceux de nos amis qui, jeunes ou déjà anciens, iront à la frontière en qualité de chefs. Simples chefs d'escouade, meneurs de compagnie ou d'unités plus vastes encore, leur grave et sereine allégresse nous cause autant d'envie et d'admiration que l'entrain sérieux et l'enthousiasme réfléchi des jeunes soldats. En prenant les responsabilités dont le poids est proportionné à leur grade et à leur fonction, nous voyons bien qu'ils les ont prises dans la plénitude du sentiment des services sollicités et obtenus par la volonté supérieure de la patrie. Débutants, vétérans, s'ils sentent que la charge est lourde, quelle joie pour eux de sentir aussi que, du moins à quelque degré, il dépendra de leur sang-froid, de leur courage, de leur initiative et de leur science de refouler une invasion, de la refouler loin de France ! L'esprit que nous leur connaissons nous assure que ce sentiment de haute clairvoyance décuplera la vigueur de leurs facultés.

Les hommes de ma génération ont connu l'officier sceptique, le vieux militaire à la Picquart, murmurant à la cantonnade que la manœuvre ne sert de rien, que la guerre n'aura jamais lieu. D'autres concédaient la possibilité du péril, mais ils mettaient leur confiance dans les idées démocratiques ou libérales, estimant qu'elles seules pouvaient fournir les éléments moraux de l'effort populaire : elles dont l'effet le plus sûr était, au contraire, de détourner le peuple de la discipline militaire en même temps que du devoir national ! D'autres enfin, parmi les officiers de l'ancien style, allaient jusqu'au pacifisme tout net, car, disaient ils, à mettre les choses au pis et en supposant une guerre, nul sentiment que celui de la justice offensée n'était

capable de mettre debout la nation qui, alors, serait invincible... On peut parler de ces chimères au passé. Les militaires qui les professaient les ont désavouées, les uns devant l'évidence de la vérité et les autres sous la poussée des circonstances. Un moment égarés, ils ne peuvent plus s'attarder à de telles vieilleries. Depuis trois ou quatre ans, l'action les a ralliés tous. Mais ces convertis n'ont pas eu à faire la leçon à leurs nouveaux camarades, car ceux-ci étaient tout imbus du même esprit nouveau qui ressemble au souffle de la respiration d'un peuple rajeuni.

*
* *

Cet esprit militaire, grave, clairvoyant, incapable d'irréflexion et d'emportement, mais immuablement résolu, c'est celui que, depuis quinze ans, nous enseignons, pour notre part, au reste de la France. Nous n'avons pas la fatuité de soutenir que le moral du corps des officiers puisse nous devoir quelque chose, nous affirmons même l'inverse : c'est au vieil esprit militaire français que nous sommes allés demander nos leçons. C'est lui que nous avons écouté avec une attention et un respect qui n'excluaient pas la raison critique. Tous nos sentiments sur l'autorité, la continuité, la hiérarchie, la responsabilité, nous viennent en très grande partie de ce noble esprit. La corporation militaire est fille de l'histoire et de l'expérience autant que du génie et de la science. Ses décisions spéciales nous ont souvent guidés dans nos jugements généraux. Rien d'étonnant donc à ce qu'une sorte d'accord profond, de concordance spontanée ait été remarquée entre les principes de notre milice civile et les règles de l'organisation militaire. Mais nous serions très fiers si, comme

on nous l'a dit souvent, la confrontation de notre réalisme politique avec les directions supérieures de l'art de la guerre avait affermi ou développé l'esprit, la volonté, la haute confiance de ceux de nos amis qui peuvent avoir rang de chefs !

Il y a quinze ans que nous nous appliquons non seulement à donner un cerveau, un chef, un chef héréditaire, à la nation française, mais encore à lui retremper le moral. C'est à l'*Action française* que, au moment d'Agadir, un adversaire clairvoyant, M. Etienne Rey, faisait le principal honneur de ce qu'il appelait *la renaissance de l'orgueil français*. Nous avons toujours été opposés à tous les vertiges, celui de l'orgueil comme les autres, celui de l'orgueil personnel comme de l'orgueil national. Mais si, dans l'ombre et à l'écart, en un temps où nous n'étions connus encore que d'une élite, il nous était pourtant possible de servir dans cette direction, nous conservons l'espoir de pouvoir servir encore, au même grand objet. A défaut d'armes, nous nous efforcerons de rendre cette plume plus utile. Dans ce journal, où parut l'Avant Guerre, dans l'organe qui, dès avant hier, proposait à la presse parisienne la juste conception du devoir militaire et civique, nous essaierons de rendre le même service sacré si les conditions changent et que la guerre doive éclater. Sans crier : « A Berlin », sans consentir à prendre aucune responsabilité dans les décisions politiques, nous soutiendrons de notre voix ceux qui courront à la frontière, en essayant d'y mettre tout ce que nous avons de vie, d'âme et de sang !

CHARLES MAURRAS.

1^{er} août 1914.

La première classe.

Si j'avais l'honneur d'enseigner la jeunesse, professeur ou instituteur, voici ce que je dirais à mes élèves, à l'occasion de la rentrée des classes :

MES CHERS ENFANTS,

Tous vous avez des parents qui se battent, tous vous voyez dans les yeux de vos mères et de vos sœurs l'anxiété, la douleur et la fierté. Vous vous rappellerez toute votre vie ces jours d'attente et d'espérance, l'arrivée du courrier, les lettres où sont de petits drapeaux et les belles paroles courageuses que vous envoient ceux qui sont là-bas, sur la ligne de feu. Vous savez ce qu'ils font : ils exposent, ils donnent leur vie pour que vous demeuriez Français, pour que votre pays soit délivré de l'ennemi et recouvre l'Alsace et la Lorraine perdues en 1870. C'est leur grand honneur, qui durera longtemps à travers les âges, et qui se transmettra à vous, leurs héritiers, qui aurez le droit de le continuer.

Les Français, dont vous êtes, sont un peuple généreux. Ils n'ont pas voulu cette guerre. Depuis de longues années ils sont allés jusqu'au bout de la patience vis-à-vis de leurs mauvais voisins. Ils ont supporté en silence l'arrachement des provinces volées, les injures à peine dissimulées, les rapines et les menaces, ces querelles que le bon sens populaire appelle des querelles d'Allemands. Mais les Allemands, eux, voulaient la guerre. Ils la voulaient pour s'enrichir et s'étendre à nos dépens et pour toucher le prix de leur incessant effort en armements sur terre et sur mer. Leur dange

reuse fatuité leur faisait croire qu'ils viendraient facilement à bout de nous : et ils se répétaient les uns aux autres, et ils répétaient dans leurs journaux que leur invasion en France serait une promenade militaire, qu'ils prendraient aisément Paris et qu'une fois là ils nous dicteraient une paix honteuse, qui nous dépouillerait encore de plusieurs provinces. En chaque occasion et cérémonie commémorative leur empereur, qui est leur expression nationale, qui concentre et résume leurs aspirations, frappait son épée et son gantelet et parlait de sa poudre bien sèche, en roulant des yeux de croquemitaine.

S'ils avaient réussi, mes enfants, le sort qui vous était réservé eût été celui des petits Alsaciens-Lorrains et des petits Polonais. Le barbare vainqueur vous eût imposé son langage, ses mœurs grossières, ses mauvais et lourds écrivains, des tournures d'esprit qui ne sont pas les vôtres et une conception sauvage de la vie. L'Allemand est vis à-vis d'un Français comme un animal vis à-vis d'un homme. Il ignore systématiquement la noblesse d'âme et la vraie grandeur, telles que nous les enseignent tant de siècles de croyance catholique, le respect des faibles et de leurs droits et la joie de ne pas abuser de sa force. Il met la terreur au dessus de tout. Il verse avec plaisir le sang innocent. Non seulement il n'a pas cette culture profonde qui tient d'abord à la prière, à l'examen de conscience et au sentiment de la dignité, mais encore il tire gloire de ses excès et du déchainement des pires instincts. C'est pourquoi il fait la guerre à quatre pattes comme une bête féroce, au lieu de la mener avec noblesse, à la façon de la France et de ses alliées. C'est d'ailleurs ce qui causera sa défaite, avec le génie de nos généraux

et l'incomparable valeur de nos soldats, joints à nos amis russes et anglais.

Vous connaîtrez, nous connaissons plus tard tous les détails de cette guerre et de nos victoires. Ceux qui reviendront auront de beaux faits d'armes à vous raconter. La gloire de ceux qui ne reviendront pas planera au-dessus de ces récits. Vous remercerez Dieu, qui, dans sa radieuse et souveraine justice, a voulu le salut des nations nobles et l'abaissement des nations perverses, lesquelles tendent vers la brute au lieu de s'élever. Vous pleurerez de gratitude et d'orgueil en songeant que tant de sacrifices vous auront fait l'existence plus facile et plus belle dans une France régénérée. Vous vous rappellerez aussi que ce qui est le plus précieux doit être défendu avec le plus de zèle et de vigilance, et qu'une guerre même victorieuse ne ferme point, hélas ! le cycle des guerres. Ceux qui ont si bien défendu la France au prix de leur sang vous lèguent l'obligation de la défendre à votre tour, de la maintenir en tête des nations, de faire en sorte que le barbare hésite à l'attaquer dans l'avenir. En inculquant à vos enfants ce que nous vous disons aujourd'hui, avec toute l'énergie dont nous sommes capables, vous transmettez l'amour de la Patrie, la sauvegarde du langage et du sol natal.

La paix dans l'union est le plus grand des biens. Mais ce bien souverain, on le mérite, mes enfants, par un long et continu effort, en revenant à la règle des aïeux dans son cœur comme dans la cité, en faisant tous les sacrifices nécessaires à la continuation de la France éternelle.

LÉON DAUDET.

3 octobre 1914.

Les âmes cornéliennes.

Les lettres des combattants, publiées un peu partout, illustrent pour toutes nos provinces un magnifique, un identique état d'esprit. La guerre a rétabli soudain cette grande communion nationale, cette unité que compromettent si gravement de mauvaises institutions. Mais il est d'autres lettres, impubliables celles-là, qui montrent, autour de l'héroïsme en action, une couronne ardente d'héroïsme latent, uniquement moral, celui des aïeules, des mères, des jeunes frères, des sœurs, des épouses, des fiancées, qu'un deuil glorieux frappe sans les abattre. Jamais plus noble cœur n'a retenti, entre les berceaux et les armées, en l'honneur de la France éternelle. Jamais foi plus sublime n'a rayonné dans la certitude de la victoire finale. Cette foi complète l'élan militaire et la sage prévision des chefs. Elle contribuera au succès, car elle soutient ceux qui versent sans faiblir le sang le plus généreux.

Brisant la gangue politicienne qui l'enserrait, la France s'est fait une âme cornélienne; ou, pour parler plus dignement, elle a retrouvé son âme cornélienne.

La soumission de l'individu à la cité, voilà ce qu'a chanté, d'un accent incomparable, le vieux tragique Normand, voilà ce qui rend son œuvre immortelle. *Horace, le Cid, Polyucte, Rodogune, la Clémence d'Auguste*, gravent les annales de la Patrie dans un alliage de bronze et d'or qui ne se retrouve en aucune autre littérature moderne. C'est le legs de la latinité à la Gaule. Toutes les formes de dévouements à la chose publique, de sacrifice national, en opposition avec les passions de l'esprit et des sens, avec la fidélité filiale et

conjugale, avec l'amitié, avec l'amour, les seconds termes étant immolés aux premiers, toutes ces soumissions du secondaire à l'essentiel sont frappées dans les vers de Corneille. Ils sont bien moins la création d'un poète de génie que l'immense rumeur des ancêtres devenue soudain distincte et proverbiale. Chargés du passé le plus noble, ils sont ainsi moteurs d'énergie. C'est là, beaucoup plus que dans les rapports innombrables de ses espions, que l'Allemagne, si elle n'était point brute, eût dû chercher l'image vraie de Celle qu'elle allait combattre et les limites de sa résistance intérieure.

Deux siècles trois quarts environ nous séparent de Corneille. Qu'est-ce que cela dans la vie d'un grand peuple, et pourquoi ce peuple, reflété par ce devin, aurait-il changé ? A l'appel du risque des armes, non seulement les guerriers ont répondu, de cette voix unanime qu'ont saluée César et Tacite, connaisseurs d'hommes un peu plus chouettes que Mommsen, Treitschke et von Kluck. Mais aussi les compagnes des héros, et leurs mères et leurs filles et leurs sœurs ont récupéré la vaillance ancestrale, donné à leurs adieux, momentanés ou éternels, ce tour ethnique et ferme qu'exprime le mot de « cornélien ». J'ai lu de ces lettres venant de tous les milieux, les plus cultivés comme les plus simples, quelques-unes sans orthographe, mais du français le plus beau et le plus pur. Un souffle identique les soulève. Elles sont d'un même style. On y relève des termes, déchirants et contenus, exactement semblables. On croit voir, sur tous ces visages de jeunes filles, de femmes et d'aïeules, passer et courir la grande flamme héréditaire qu'a su fixer le seul auteur du *Cid*, holocauste étincelant à la Providence. La force qui émane de la faiblesse est plus invincible encore, n'est-ce pas.

que la force qui vient de la force. Le divin Créateur, avant d'animer un monde nouveau par son supplice volontaire et d'avoir sa Mère aux pieds de sa croix, nous est représenté dans les bras de sa Mère.

Que ces Germains brutaux et sans dignité le sachent bien. Derrière ce peuple de lions qu'a soulevés leur agression par convoitise, il y a le peuple des lionnes. J'ai lu avec bonheur la lettre souillée par laquelle une de leurs femelles incitait son Barbare au massacre des innocents et au pillage. Voilà un degré où ne descendrait jamais la femme française. La forme sobre et presque sentencieuse de son courage exclut les passions basses de la haine. Celle qui donne la vie envoie à la mort sans trembler ce qu'elle a le plus cher, mais avec grandeur et dignité. Les silhouettes des infortunées assises sur les ruines de leur foyer et le tombeau de leur tendresse, de leur dévouement, ont la pureté de lignes de la statuaire antique, continuée par le grand Corneille. Ces paysannes du nord et de l'est, sous les obus, devant l'incendie, dans le deuil, la pluie et le froid, tiennent les propos de Pauline, de Cornélie, de Chimène et d'Émilie. Leur voile tragique a les mêmes plis dans la tempête.

Cela, en vérité, est exemplaire. Le dernier mot sur la boue sanglante qui sert de cœur à la Germanie a été dit, je crois, par Criton, samedi, quand il l'a montrée issue de l'individualisme marécageusement étendu à toute une nation. En possession de cette grande clé, vous pouvez ouvrir tous les compartiments de la vile-rie intellectuelle et de la férocité allemandes. Au pôle contraire, se tient l'âme cornélienne, qui immole perpétuellement l'individuel au national, l'un ou l'isolé à la famille et la famille à la cité, qui proportionne ses élans

à l'ampleur du sacrifice nécessaire. Cette supériorité morale en notre faveur ne dispense ni d'armées bien conduites ni de leur préparation à la guerre. Mais elle met dans nos rangs toutes les forces transmises d'un passé incomparable, grâce auquel la France s'est formée et a duré.

LÉON DAUDET.

23 octobre 1914.

Notre jour des morts.

La fête des Morts a été célébrée hier avec décence par le Gouvernement et l'administration ; elle le sera de même aujourd'hui. Surmontant toutes les forces de son principe, au rebours de toutes les pentes qui l'inclinent aux manifestations oratoires et aux pompes déclamatoires, le personnel de la République a très bien compris qu'il importait de se taire et de se recueillir. De grandes palmes fleuries ont été silencieusement déposées, au nom de l'Etat et de l'Armée, dans nos trois principaux cimetières avec l'inscription *Aux morts pour la Patrie*. Tout le monde a pu s'associer à ce digne hommage. On n'aurait supporté ni la voix des rhéteurs ni le geste des baladins. L'émotion est trop forte pour être mise en phrases et subir de lourdes figures. L'action même est trop grave pour qu'il soit permis d'accorder trop de complaisance aux signes de notre deuil.

C'est au lendemain de la victoire définitive qu'il faudra avoir soin de mêler constamment aux cris de notre joie les larmes longtemps contenues. Ces larmes, rendues plus cruelles par la pensée de tout le beau sang qu'elles représentent, couleront alors librement. Elles couleront pour couler. Elles couleront pour soulager

les poitrines, mais aussi pour faire sentir à tout le pays délivré le prix, le poids sacré, le terrible coût du bonheur de sa délivrance, la dette immense contractée envers la générosité de nos Morts. Pour tant de vies données dans l'ivresse de l'héroïsme que sauront rendre les survivants ? Quel effort d'activité, quel élan de prospérité nationale, quelle merveille de concorde, de discipline et d'amour ? Quelle France plus belle referons-nous sur des tombeaux presque aussi vénérables que des autels ? Pensons aux bienfaits à répandre sur les familles de ces officiers, sous-officiers et soldats. Pensons aux réformes sociales, à l'union des classes, à la concorde religieuse et civique, à l'organisation de la paix intérieure, de la sécurité extérieure, à la mise en valeur des forces, de toutes les forces, à la constrictioin des éléments diviseurs, à l'usage attentif, scrupuleux et juste des autres, à la suppression des éléments parasites et des exploités ! Le deuil universel sera alors entre nous le plus grand des intercesseurs et, pour chacun de nous, le meilleur, le plus noble des stimulants. Tant d'autres ayant répandu le pur sang de leurs veines pour la Patrie, qui pourra hésiter à se tuer de dévouement, de travaux et de peines pour satisfaire un jour à ce que pourront exiger ces ombres magnanimes de héros décharnés, meurtris et sanglants ? Hier, c'est au nom d'une patrie un peu abstraite que nous sollicitons les sacrifices désirés par la vigilance et la prévoyance. Le grave cortège des Morts, appuyant et motivant nos adjurations, sera irrésistible demain.

*
* *

Il ne faut pas l'évoquer prématurément. J'ose insister pour que rien ne soit fait qui risque de détendre ou

d'amollir les fibres dans ce degré de tension courageuse auquel l'âme française est revenue depuis trois mois. La vie religieuse associe merveilleusement la consolation à la plainte. Elle unit à l'attendrissement le réconfort. Les tristes formes agenouillées dans l'obscurité des églises se relèvent évidemment plus vigoureuses après avoir pleuré et prié. La vie civile ne dispose pas de telles ressources. Là, je voudrais que ceux et celles qui ont consommé le sacrifice irréparable et définitif n'entendissent parler que de leur service sublime, de l'honneur qu'il emporte, de la gloire qu'il distribue. Ce vœu n'est, d'ailleurs, pas une imagination. Bien des familles exemplaires ont donné ce spectacle de la plus ferme sérénité. La mort qui les a frappées souvent de plusieurs coups ne semble pas les avoir atteintes, tant le sort du pays et de son drapeau leur étreint le cœur. Visiblement, on y diffère l'heure des larmes, ou elle est jalousement dérobée à tous les regards : pour ces Français et ces Françaises de toutes classes et de toutes régions, mais également de l'élite, le maître souci, c'est la France. Osons désirer que tel soit le souci de tous.

Pour le maintenir intact où il est, et s'il est possible pour le généraliser encore, osons et sachons enseigner raisonnablement l'espérance. Personne n'a le droit de s'alarmer avant d'avoir reçu la certitude du trait fatal. Pour ceux qui vivent dans les transes alternatives de mortelle inquiétude et de l'espérance élancée, il faut mettre en commun l'histoire de ce jeune paysan provençal qui m'a été écrite, l'autre jour, de ma petite ville. Il était parti des premiers, et, depuis le 6 ou 7 août, sa femme n'avait plus reçu d'autres nouvelles que l'énigmatique mention de « disparu au 8 août ». Je

l'avoue, on désespérait. Et soudain, à la fin d'octobre, un feuillet de son écriture est venu annoncer qu'il était prisonnier, guéri, dans une forteresse d'Allemagne et, en même temps, démontrer que dans cette guerre semblable à celles du passé, en dépit de tous nos fameux progrès modernes, un silence de dix semaines n'emportait aucun sens plus défavorable qu'autrefois ; la somme des énergies d'un corps jeune est presque sans limites : les aventures de la guerre sont pleines de merveilles. C'est donc à l'idée du bonheur toujours possible qu'il faut vouloir se confier *quand on ne sait pas*. Il faut le vouloir tant par patriotisme que par vigueur d'esprit et droiture de cœur. Il y a du sophisme et de l'erreur dans une faiblesse trop prompte. Elle enveloppe aussi une mauvaise action. Nul de nous n'a le droit d'ajouter des tristesses gratuites au flot douloureux, ni d'ouvrir sans motif de nouvelles carrières à tant de justes afflictions !

En m'exprimant ainsi, au nom d'un bon sens assez humble, je ne crois rien écrire de contraire aux doctrines qui ont tiré de l'espérance et de la foi une vertu supérieure aux forces humaines. Ces paroles concordent avec les données de l'ordre public et de la santé de tous. Si haut que soit porté le deuil des femmes de France, ou plutôt justement parce qu'il est porté dans une sublime fierté, elles ne peuvent pas le traîner sur les terres indécises du doute. Il est sûr comme le marbre ou il n'est pas. Et s'il n'est pas, la confiance soit maîtresse ! Nous avons admiré, il y a trois mois ou trois siècles, dans l'ancienne saison qui vit les adieux du départ, la rigide beauté véritablement statuaire de celles qui restaient en voyant partir. Ni l'accent de ces lignes ni leur expression de vaillance n'ont pu varier ni

fléchir, mais l'habitude a donné une vie plus souple aux figures mystérieuses de l'attente et du bon espoir. Il semble, en outre, qu'entre des êtres ainsi soumis aux menaces du même terrible destin, circule maintenant sous les rapports divers de l'attention réciproque, de la compassion ou de la charité, une atmosphère d'amitié plus sensible et aussi plus réelle parce qu'elle est plus active. L'air de France, qui a séparé beaucoup, commence à réunir. Les distances morales se sont raccourcies. Le langage s'est unifié, les communications se sont rétablies. Des âmes vigoureuses savent tromper le trouble et dévorer les heures en s'appliquant à provoquer et à multiplier ces bienfaits qui jaillissent d'une étroite communauté dans l'épreuve, et il en résulte parfois que telles larmes suffocantes, très longtemps refoulées, ont fini par être versées sur la peine des autres : généreuses, donc adoucies !

Chers amis de l'*Action française* tombés au champ d'honneur, que disent donc vos âmes héroïques et lucides de cet aspect du paysage de la Patrie ?

*
* *

En nous rassurant, comme il le faut et comme on le doit, sur ceux qui peuvent mourir, en différant l'hommage mérité par ceux qui sont morts, nous ne pensions encore qu'aux victimes de cette guerre, mais il n'est pas possible d'oublier que le printemps de l'année funèbre a commencé de manière à nous bien avertir que la faux qui allait trancher si abondamment serait impitoyable pour les têtes les plus sacrées. Février a ravi Paul Déroulède et mars nous a enlevé Mistral. Août, Lemaitre. Après le carnage royal fait à Sarajevo et qui semble avoir voulu mettre fin à l'essor d'un

grand rêve, la douleur qui a blessé Pie X n'empêche pas la fin de ce Père de ressembler à l'agonie paisible du moissonneur dont la journée est faite, l'œuvre accomplie, et qui n'attend plus que la récompense : l'inégalité devant la mort n'a jamais été mieux montrée pour ceux qui achèvent l'acte de la vie et pour ceux qui le manquent. Depuis dix mois plus que jamais, la mort a détruit uniformément l'utile et l'inutile, ce qu'on estimait et ce qui n'était de nul prix. Nation, partis, tout a été décimé et décapité. Il n'est aucun moyen humain de prononcer un jugement sur cet ordre qui aggrave sans le changer le commun train des destinées de tous les hommes et pour tous les temps. Mais un statisticien pouvait se demander froidement, voilà quelques mois, quel changement apporterait cette aggravation du sort général. Aujourd'hui, l'épreuve est faite, la réaction déterminée, l'hypothèse d'épuisement ou de découragement se trouve tout à fait écartée pour notre France ; la vertu militaire a réouvert d'un seul coup toutes les sources de la vie, et le joyeux étonnement des premières victoires paraît bien avoir recréé dans un peuple nouveau l'ample fécondité des vieilles espérances.

CHARLES MAURRAS.

2 novembre 1914.

II

La guerre.

Alsace et Lorraine !

Quelle journée que ce dimanche d'hier ! Ni excitation ni ivresse, rien qui sortît des mesures de la grave raison. On ne rit pas, on ne chante pas à l'heure où coule un si beau sang ! Mais de tous les points de la ville, semblait monter un cri de joie qui, arrêté au fond des gorges, s'échappait des yeux et des fronts, comme un trait de lumière ardente.

Nous avons appris, la veille au soir, *Altkirch*, puis *Mulhouse* et, les débris de notre rédaction ajoutés au reste de notre équipe de linotypistes, nous avons au petit matin bu un verre de vin de France en l'honneur du retour des drapeaux en Alsace et des poteaux frontières bienheureusement arrachés. Le jour s'étant levé, un fiacre attardé nous rapatriait, Pujo et moi, dans notre quartier, quand nous sommes tombés au coin d'une rue sur un détachement assez considérable, un bataillon peut-être, de soldats qui, traversant Paris, prenaient quelques minutes de repos. Les premiers feux de la matinée tenaient déjà toutes les pentes du ciel et la bonne nouvelle faisait apparaître plus beau le jour d'aurore que reflétaient ces visages étincelants du patriotisme de la jeunesse ! Au fur et à mesure que

nous passions devant eux, nous les saluions tous, presque un par un, avec un mélange de respect profond et de confiante amitié ; et puis, comme il nous souvenait que sur la même route, quatre mois plus tôt, s'était déroulé le cortège de Jeanne d'Arc et que nous avions fait halte en ce même point pour regarder passer nos amis des grandes Ecoles, qui nous adressaient leur signe d'intelligence et de sympathie, nous eûmes la grande joie de reconnaître, dans la troupe en armes, parmi certains qui répondaient avec plus de vivacité à nos salutations chaleureuses, trois ou quatre de nos Camelots et de nos Etudiants : plusieurs noms nous vinrent aux lèvres. De quel cœur nous nous fussions arrêtés pour tenter de serrer telles et telles mains amies ! Il nous sembla meilleur de ne pas déranger la perfection matérielle, la pompe stricte et l'ordre sévère de la petite armée au repos, et non loin, la statue de Jeanne d'Arc, deux fois dorée par le baiser de la lumière, sembla nous faire signe que, en effet, mieux valait suivre notre chemin sans rien mêler qui fût d'amitié personnelle à la grande amitié française unie sous le drapeau, en marche contre l'ennemi.

La journée qui suivit ce splendide matin fut remplie tout entière des mêmes effusions, de leur ardeur soutenue, de leur plénitude exaltante. Quand elle s'acheva, comment ne pas sentir et ne pas se redire à soi-même combien une allégresse nationale apaise, réunit, réconcilie les citoyens quand, surtout, elle s'interdit par sagesse de trop se répandre au dehors !... Minuit n'a pas sonné que les clairons de l'est envoient un nouveau cri de bonheur ; le col du Bonhomme couronné par nos troupes, Sainte-Marie-aux-Mines reconquise par nos couleurs, et de cette crête des Vosges, qui domine

Colmar, les plaines de l'Alsace appelées du regard comme le champ sacré de la résurrection nationale.

CHARLES MAURRAS.

10 août 1914.

Le nœud de la guerre.

Nous touchons au moment où il faut trancher le nœud de la guerre ; et, en dépit des paniquards, il sera tranché. Dans un temps et sous un régime sans prévoyance, nos grands chefs militaires ont prévu. La perfection de la mobilisation, la perfection de l'armement, en furent deux preuves convaincantes. L'avantage dans la tactique suprême ne saurait pas ne pas en être une troisième. D'ailleurs, en dépit de défaillances civiles, tout ce qui s'opposait par les armes à l'irruption de l'ennemi a été, est et sera admirable. Donc, jusqu'au bout, cohésion et confiance ! Je rappelle, après trois semaines, le mot de départ d'un officier de nos amis, qui chante encore à nos oreilles et que tous les renseignements viennent corroborer : « *Nous arracherons la victoire.* »

« Arracher » est le terme exact. L'armée allemande est, dans les circonstances actuelles, non seulement une armée sérieuse et nombreuse, mais encore une armée désespérée. Elle sait fort bien qu'elle joue son va-tout. Je veux dire qu'elle est déterminée, devant Paris, à la même hécatombe que devant Liège, avec cette différence que, s'étirant sur l'aile marchante, elle court follement les pires risques et jusqu'à la fin. Mon avis, basé sur la simple observation de cette course à la mort, est que cette marche dramatique et incomplète d'une fusée d'armée sur notre capitale vise plus à une impres-

sion morale qu'à une offensive réelle. Les Allemands savent fort bien que Paris est un énorme morceau, surtout dans les conditions où ils l'assaillent. Mais leur commandement supérieur et l'empereur comptent le retentissement de la nouvelle européenne : l'armée allemande sous les murs de Paris... Cette avancée si hasardeuse est en quelque sorte une opération de Bourse, destinée à rendre la hausse à leurs cours — politiques et militaires — fortement compromis par la marche des Russes sur Berlin. Ils jouent leur ultime carte sur la terreur.

Leur calcul sera déjoué. Déjà ils doivent dégarnir leurs corps d'armée de Belgique afin de se porter sur la ligne de la Vistule, demain sur celle de l'Oder. Ceux qui comptent uniquement d'après le temps se trompent, attendu que pour s'opposer à l'avancée des Russes avec quelque chance de succès, il faudrait que huit à neuf cent mille Allemands fussent d'ici huit jours en ligne de bataille aux bords de l'Oder. Or cela est totalement impossible, à moins de lâcher la proie française. Il en résulte que l'empire allemand est à l'heure actuelle à la merci d'un avantage, même partiel, des Français sous les murs de Paris : avantage que nous ne pouvons pas ne pas remporter dans un délai variable, étant donné que nous n'avons subi aucun désastre. Bien mieux, d'après les communiqués officiels, nous avons refoulé l'ennemi à notre aile droite, et le fil qu'il étend sur Paris ne doit plus être bien solide.

Enfin, il ne faut jamais oublier que si l'armée allemande s'efforce de gagner Paris à toute vitesse, dans un simulacre d'investissement, l'empire allemand est lui-même investi par l'Angleterre. Il est dans la situation d'un homme, garrotté de plus en plus étroitement.

qui se dépense en détente musculaires excessives, jusqu'au moment où il ne pourra plus bouger. Nous portons le poids de ses dernières ruées, et c'est un grand honneur, mais elles nous feront moins de mal que ne l'espère la Bête barbare. Elle arrive à nous exténuée. Nos armées finiront bien par l'abattre.

J'écris ceci avec une conviction absolue, aussi absolue que celle qui nous a toujours guidés. Bainville et moi, dans nos études sur la puissance et la pénétration allemandes en temps de paix. Car, je puis bien l'avouer, nous sommes tous ici des maniaques de la visée allemande, et elle était, depuis la fondation du journal, le sujet constant de nos entretiens. C'est qu'aussi comment ne pas réfléchir au bondissement possible du fauve ramassé au centre de l'Europe, les griffes et les crocs en avant, et que ses avantages de 70-71 avaient simplement mis en appétit. On ne saurait trop s'étonner de l'insouciance et de l'aveuglement des effroyables imbéciles qui nous rapportaient, de Berlin ou de La Haye, des observations et des conclusions pacifistes ! Mais ce n'est plus le moment de récriminer. Néanmoins je serais curieux de savoir à qui sera attribué le prochain prix Nobel « pour la paix » et si Guillaume II ne posera point sa candidature.

Je répète, pour finir, que les événements de la vie, petits ou grands, ont un sens et une direction. Ce n'est pas pour rien que les forces réunies de trois grands peuples ont été déclanchées tour à tour par la folle maladresse diplomatique de l'Allemagne. Ce n'est pas pour rien que la France a réussi sa préparation à la guerre, grâce au couvert belge, et que la ville de Liège a fait cette résistance héroïque sous la direction du grand homme de guerre qu'est le général Leman.

Ce n'est pas pour rien qu'une armée incomparable, formée de la fleur de notre jeunesse et d'une élite incomparable d'officiers, oppose à l'inondation germanique une digue mouvante qui n'a encore crevé nulle part. Le nœud redoutable va être tranché. Prions Dieu pour qu'il le soit bientôt.

LÉON DAUDET.

5 septembre 1914.

Paris.

Prenez Paris ou mourez.

Paroles attribuées à Guillaume II.

Paris est une ville de la plus haute et de la plus puissante originalité et à laquelle les Allemands — même domiciliés de longue date — n'ont jamais compris absolument rien. Étant né natif de ce bel endroit et m'engorgeant de charrier dans mes veines un double filon provençal et breton, qui sont les deux provinces de France demeurées sans doute le plus autochtones, j'ai toujours constaté dans Paris une conjonction, une fusion, un amalgame des éléments les plus divers de notre nationalité, rejoints par l'incomparable continuité de l'effort politique qui fut celui de la monarchie française. L'air qu'on y respire a le goût de l'histoire, sur le plan de l'immédiat et de l'instantané. La compréhension de notre race, fine et classique, y est raccourcie de la moitié du trajet. L'ambiance y vient en aide au rêve. C'est pour cela que les hommes les plus occupés deviennent à Paris, à certains moments, des flâneurs, et que les voluptés des lazzaroni napolitains ne sont rien à côté des méditations des travailleurs de Paris :

Et le sombre Paris, en se frottant les yeux,
Empoignait ses outils, vieillard laborieux.

Je cite ces vers archiconnus de Baudelaire, parce que Baudelaire a souvent et magnifiquement chanté la cité de Villon. Mais Paris n'est pas souvent sombre, et il ne peut donner qu'aux noctambules fatigués l'impression d'être un vieillard.

La pimpante fraîcheur des quais de la Seine le préservera toujours des moindres rides, — l'antiquité n'étant pas la vieillesse, — et la ceinture d'eaux et de forêts le soustrait pittoresquement à la fauix du temps. Paul Arène prétendait que les bois de Meudon et de Viroflay lui rappelaient les maisons de Sisteron, et je soutiens que le haut Montmartre a la saveur des ruelles de Villeneuve-lès-Avignon. Quand mon père écrivait *Sapho* et parcourait en ma compagnie cette grande banlieue, de lignes si délicates, où il avait passé sa jeunesse, nous nous amusions des analogies que ces endroits privilégiés offrent avec d'autres qui nous étaient chers « là-bas, près d'Arles, où le Rhône est stagnant ». L'unité politique de la Patrie, qui n'a rien de commun avec la centralisation, a créé, dans la capitale et autour d'elle, ces merveilleux prestiges qui nous la rendent si précieuse et si chère. On ne connaît point la France sans Paris.

L'envahisseur allemand, de tout temps, avait fait de Paris son objectif. Mais l'histoire, depuis sainte Geneviève, s'il la connaissait, lui aurait appris que les difficultés d'un assaut immédiat — seule combinaison dont l'offensive russe lui laisse la possibilité — y sont infiniment plus considérables que celles de l'investissement. L'investissement, avec nos armées vigilantes et

animées d'un esprit héroïque, apparaît comme une folie. L'assaut apparaît comme une folie pire. La ville, par sa masse et l'amplitude de son camp retranché, équivaut à plusieurs corps d'armée. Elle offre, en dehors de ses travaux d'art, dont les techniciens connaissent le nombre et la résistance, une accumulation d'obstacles naturels, formés par les multiples boucles de la Seine et les hauteurs, qui n'a peut-être pas son équivalent au monde. Elle est, dans toute l'acception du terme, une place forte, en même temps qu'un point d'appui privilégié, qu'un pivot, pour la manœuvre des troupes qui la défendent. Pressés par les circonstances, les Allemands, dans leur marche désespérée, n'ont pas pesé ces difficultés insurmontables, et c'est ce qui causera leur perte.

Leur erreur apparaît nettement dans ces épouvantails naïfs que sont les lâchers de leurs « Taubes », croque-mitaines de l'air déjà usés et qui font rire les petits enfants. Quelle drôle de conception ces hommes lourds, accoutumés aux lourdes hypothèses et aux amplifications illégitimes, se font-ils donc du tempérament français ? Ils s'imaginaient que quarante-quatre ans de paix avaient énervé notre fibre nationale au point de la rendre incapable de résistance ! Ils ont déjà dû s'apercevoir, au chiffre de leurs morts et hors de combat, que cette présomption était aventureuse. Mais cette surprise n'est rien à côté de celle que leur ménage Paris.

Cependant beaucoup d'entre eux ont fait à Paris de longs séjours, y ont eu des installations, des maisons de commerce, des relations, de puissantes attaches. Ils sont allés dans les théâtres, dans les cafés, dans les cercles ; ils ont écouté et recueilli des conversations, pris des notes, mûri des plans pour le jour de la grande

affaire, dressé et transmis des rapports, reçu des subsides et des félicitations pour leurs travaux. Mais l'on voit aisément par où péchait cette besogne du temps de paix : par une méconnaissance totale de ce fond du tempérament parisien, à la fois héroïque et railleur, que fait remonter la circonstance tragique, et qui l'ennoblit en permettant de la surmonter. Les scribes de Berlin, sur la foi de leurs commis voyageurs, s'imaginaient que les Parisiens seraient saisis d'épouvante à l'approche des armées du Kaiser. que les crottes explosives tombées de leurs « taubes » jetteraient la consternation dans la grand'ville. Elle en a vu d'autres, la grand'ville. Elle n'en est pas à un Vandale ni à un Ostrogoth près. En dépit des rodomontades germaniques, elle a duré et elle durera. C'est le cas de dire qu'elle les enterrera tous.

Si vous voulez mon avis très net, la méthode d'étouffement progressif et d'expropriation calculés, que poursuivait l'Allemagne depuis dix-sept ou dix-huit ans, dans nos métiers, sur notre sol, dans notre sous-sol, était beaucoup plus dangereuse et meurtrière que la guerre et l'envahissement d'aujourd'hui. Sa marche sournoise nous menaçait davantage que sa marche militaire et avouée. Encore quelques années, et nous aurions commencé à mourir lentement sous l'étreinte, hésitant à déchaîner nous-mêmes la guerre générale que nos mauvais voisins ont si légèrement déclarée. La situation actuelle, si dramatique qu'elle soit, est de beaucoup préférable, surtout étant donnés les atouts que nous avons, par nos alliances, dans les mains. Au moins les vertus guerrières de notre race peuvent s'y donner libre carrière.

Par ailleurs, ce propos de Guillaume II, cet encouragement à ses soldats : « Prenez Paris ou mourez »,

rappelle celui du monsieur, indigné mais prudent, qui disait à son voisin de fauteuil, pendant une manifestation de « philistins » au Théâtre-Libre : « Prenez ma canne et tapez dessus. » Il est vraisemblable que les combattants du grandiloquent *Gott-mit-uns*, échappant aux tenailles de l'alternative et talonnés par les événements de la Prusse orientale, occidentale et de la Pologne allemande, préféreront tout bonnement rentrer chez eux, non sans avoir reçu une de ces leçons qui comptent dans l'histoire de la Kultur.

LÉON DAUDET.

8 septembre 1914.

La perfection.

Quel beau communiqué apporte à nos lecteurs le numéro de ce matin ! L'ami dévoué qui veut bien se rendre plusieurs fois par jour au gouvernement militaire pour y recevoir les textes officiels est un musicien distingué. Je viens de lui demander s'il y a dans le répertoire universel une phrase de mélodie qui puisse être raisonnablement comparée à ces douces paroles : « *A l'aile gauche notre succès s'accroît... Nos progrès ont continué... Les Allemands nous ont abandonné le... Nous avons pris un nouveau drapeau... Au centre, l'ennemi a cédé sur tout le front entre Sézanne et Revigny...* » Enfin ceci, qui confine à la plus haute poésie, car une vérité, demeurée triste, y est déjà transfigurée par la flamme de l'espérance : « *Dans l'Argonne les Allemands n'ont pas encore reculé.* » Notre ami musicien a dû concéder que la langue des dieux ne nous ravit pas aussi haut que le mâle souffle accouru des collines de la Victoire !

Le gouvernement a senti que des félicitations à l'armée s'imposaient. Le cœur de la nation se sentira un peu desserré de ces liens de silence qui le gonflaient. On voit avec plaisir que M. Poincaré, dans sa lettre à M. Millerand, n'oublie ni les soldats, ni les chefs, ni l'idée stratégique, ni la réalisation tactique. Nos Français ont toujours aimé le travail bien fait, l'œuvre accomplie. Ils sont fiers de considérer aujourd'hui qu'en des jours de hâte et d'angoisse, sous la menace d'un ennemi redoutable, il se soit trouvé une élite de plusieurs centaines de milliers d'entre eux pour concevoir et exécuter, chacun dans son ordre et chacun à son rang, une idée militaire dans sa perfection.

Ah ! quand nous disions que notre beau pays n'était ni mort ni mourant et n'avait nulle envie de mourir ! Il est délicieux de songer que ce sont MM. les Boches qui en font l'expérience, eux qui sous mille formes expédiaient partout notre avis de décès !

CHARLES MAURRAS.

12 septembre 1914.

Récit des temps mérovingiens.

En ce temps-là, comme de nos jours, les préfets, les édiles, représentants du pouvoir central et magistrats municipaux, se dérobaient quelquefois devant l'ennemi, cet ennemi étant barbare, ce barbare dur et cruel. Alors se levaient les évêques. Simples surveillants du clergé, organes d'un pouvoir purement spirituel, dépositaires d'une autorité que rien d'extérieur n'avait constitué, ils se révélaient cependant seuls capables de rassurer les pusillanimités inquiètes comme de rallier les bonnes

volontés sans emploi. Forts de la voix d'un peuple qui saluait en eux la certitude, le commandement, la justice, la paix, tous les biens qui manquaient, ils rétablissaient dans le troupeau assez d'ordre et de confiance pour se charger ensuite d'aller, seuls et sans armes, tenir tête à l'envahisseur.

Ce n'est ni d'aujourd'hui ni même d'hier que nous l'avions calculé : dans l'inévitable dissolution matérielle d'un pouvoir administratif sans énergie, notre clergé gallo-romain allait redevenir devant l'ennemi la tête du pays et la véritable défense de l'Etat. Mais les incidents admirables qui viennent de décerner à l'éminent successeur de Bossuet sur le siège de Meaux, le titre officiel, incontesté, incontestable, de *defensor civitatis*, ne laissent pas de nous remplir d'une admiration qui, étant pure de tout élément de surprise, n'en est que plus profonde, plus forte et plus satisfaisante pour la pensée.

Le clergé catholique n'en est plus à faire ses preuves de civisme ou d'héroïsme mais on pouvait se demander si nos populations, méthodiquement séparées de lui, trompées par une littérature philosophique courte et perfide, sauraient se retourner du côté de ses vrais amis : si d'affreux préjugés nouveau-nés ne viendraient pas s'interposer et tout rendre inutile. Des épreuves récentes, antérieures à la guerre, nous avaient tranquilisés quant à nous. Lorsque, en 1907, le cardinal de Montpellier ouvrit les églises de sa métropole aux vigneronns du Languedoc en quête d'asile nocturne, la multitude se montra par son empressement et par son respect absolument digne d'un appel aussi confiant. Quatre ans plus tard, à Aix, assistant au sacre d'un évêque enfant du pays, je vis le peuple, qui passe pour

radical, mettre tout son cœur à s'associer à cette allégresse. La tragique affaire de Meaux, donnant à l'esprit public des secousses infiniment plus vives, devait aussi rouvrir des sources plus profondes de confiance et d'abandon heureux dans le bienfait des guides spirituels, dont le nom était synonyme de conseil, de tutelle et de consolation. Ce feuillet de l'histoire de Meaux, humide de sang et de larmes, est extrêmement sombre, mais le passé qu'il nous ravive enferme un bien bel avenir !

CHARLES MAURRAS.

14 septembre 1914.

Cunctator et Gott-Mit-Uns.

Celui qui, depuis Charleroi, a mené la marche des armées françaises, du train que l'on sait, parallèlement à la marche des armées allemandes, celui-là grâce à qui, pas une seule fois, nos troupes n'ont plié, alors qu'elles sortaient de combats terribles dont on saura plus tard les conditions, celui-là qui a su reformer, de l'Oureq aux Vosges, en face du front allemand, un front qui a déjà failli envelopper l'ennemi sur deux points et qui l'a fait reculer de plus de soixante kilomètres, celui-là est un rude chef : le général Joffre a bien mérité de la patrie.

Il faut lui associer, dans notre reconnaissance profonde, notre Etat-Major général, lequel avait en face de lui les plus réputés des généraux allemands, qui depuis plusieurs années préparent cette guerre sans une minute de distraction. Quelques-uns de ces généraux allemands nous sont connus par leur réputation technique, froide et calculatrice — style de Moltke — mais redoutable. Notre Etat-Major, au moment où j'écris, est

en train de l'emporter sur ces géomètres, possédant, en plus de leur science, ce je ne sais quoi d'invention fertile qui distingue le génie français. Joignez à cet ensemble la magnifique et tenace lucidité anglaise, dont nous saluons le plus haut représentant dans la personne épique du général French. Il s'est fait, entre ce chef et nos chefs, une cohésion d'initiatives. La guerre que nous menons est une guerre d'usure, alors que celle que mène l'Allemagne est une guerre de folle dépense. Il nous faut faire « du Cunctator ». Les Anglais excellent à faire du Cunctator, ayant l'habitude de lutter, sur l'étendue du vaste monde, contre des forces parfois supérieures aux leurs, mais qui ne remplacent pas leurs pertes. C'est la grande nouveauté de cette terrible guerre, avec la déflagration simultanée de combats sur plusieurs centaines de kilomètres, qui tiennent de la bataille et de l'invasion. Les comptes rendus d'Etat-Major seront passionnants à consulter, quand sera retombé le nuage de poudre, traversé d'éclairs, qui joue le rôle ici de la nuée antique.

Donc honneur et gloire à notre haut commandement, au haut commandement de l'armée anglaise !

Honneur ensuite à nos soldats et aux soldats anglais ! Là aussi l'amalgame s'est fait instantanément. Là aussi le tempérament anglais a puissamment soutenu les intentions du Cunctator. C'est un lieu commun que de constater l'allant extraordinaire, même excessif, du soldat français. Mais il est tellement souple que le jeu différent, qui consiste à user l'ennemi, peut devenir pour lui un attrait, du jour où on lui en a montré le puissant instinct et la beauté. Car le résultat final, qui est la victoire, est le même. Des nombreuses lettres de soldats, combattant actuellement de Maubeuge à Verdun,

qui me sont passées sous les yeux, il ressort qu'après un léger étonnement lié à la première dépense de leur fougue, ils ont aujourd'hui compris à merveille la tactique qu'on exigeait d'eux. Ils s'y plient avec une grande aisance, avec cette subtilité naturelle qui se rend aux démonstrations justes.

Maurras a bien raison de dire qu'il faut toujours faire appel à la raison et à la compréhension des Français. En temps de guerre, cette raison et cette compréhension sont encore multipliées par le risque. J'ai vu des lettres surprenantes à la fois de jugement, d'entrain et d'acceptation joyeuse du sacrifice, des lettres qui font à bon droit pleurer de fierté les père et mère de ces braves si pleins de bon sens. J'ai vu des lettres de Parisiens, de Bretons, de Provençaux, de Tourangeaux, de Lorrains. Pour les traits de sublime dans le simple, *elles se ressemblent toutes*. La fusion incomparable de la France se montre là dans son auguste nudité : un seul corps. — mais quel corps ! — protégeant celui de la Patrie et recevant sans sourciller les coups de feu, de mitrailleuses et la pluie des shrapnells. Ce ne sont pas, certes, de jeunes fous, selon la conception romantique ou la ballade des Cadets de Gascogne, qui sourient ainsi à la mort. Ce sont de jeunes sages, parfaitement fixés sur les nécessités de l'heure et l'étendue du sacrifice nécessaire. Ces héros ont les yeux grands ouverts en se lançant dans la fournaise.

Du côté allemand, chefs et soldats, on ne dut rien y comprendre du tout. Ils sont entrés en campagne, avec les dents longues, une perspective de bouteilles de champagne, de poulets rôtis et de pièces de cent sous, convaincus, sur la foi de leurs entraîneurs et de leurs espions, qu'ils allaient pénétrer chez nous comme dans

du beurre. Les carnets de notes trouvés sur leurs morts portent témoignage de cet état d'esprit. L'Allemand est grave et lourd, voire solennel, mais il est bête, naturellement et sincèrement bête, d'une bêtise qui ne revient pas sur ses erreurs. Je suis persuadé que, dans cette direction, les généraux von Kluck, von Heeringen, von Bülow, l'enfant des Wurtemberg et la brute féroce au long nez d'oiseau malade qui porte le nom de Kronprinz partageaient les illusions ethniques du dernier de leurs troupiers. Ils doivent, depuis quelques semaines, trouver le bouillon diantrement amer. La Garde, la fameuse Garde, dont l'allure de parade est peut-être la plus ancienne et la plus solide des institutions prussiennes, la Garde elle-même, à Guise notamment, a reçu de ces leçons sanglantes qui comptent dans l'histoire de la Kultur à cheval, à pied et en automobile. Ces formidables armées battent en retraite, et si Guillaume Gott-mit-uns, aux moustaches défrisées, assistait à ce spectacle dramatique, sans doute ferait-il une mine encore plus sombre que celle qu'il fit au-dessus de Nancy. Car la dislocation de ces troupes d'élite, si elle se produisait, serait la dislocation de l'Empire, la fin de l'hégémonie prussienne. Gott-mit-uns ne peut pas avoir une minute d'hésitation là-dessus.

Je pense bien, j'espère de toute mon âme que ces magnifiques succès vont se continuer. D'abord parce que, dans l'art militaire, comme au jeu, « plus une main passe, plus elle passera ». Ensuite, parce que la loi du temps fait que les forces allemandes et leurs munitions ne sont pas remplacées à mesure de leur dépense, au lieu que les nôtres le sont. Le système Cunctator permet à lord Kitchener de reconstituer ses cadres avec une régularité chronométrique, qu'autorise la

maitrise parfaite de la mer. Nous recomplétons les nôtres de la même façon. Quand notre canon de 75 a couché trois ou quatre mille Gott-mit-uns dans les plaines de la Champagne, cette réduction d'effectifs est définitive. C'est là qu'apparaît la supériorité de notre guerre d'usure sur leur guerre de dépense, de Cunctator sur Gott-mit-uns. Plus les heures marchent au cadran des batailles, et plus nous compensons une différence numérique à laquelle il semble bien que le grand Etat-Major allemand avait attaché trop de valeur dans ses calculs.

Il ne faut cesser de le répéter : les Allemands sont incapables de modifier des dispositions ainsi prises. Ils avaient ce plan dans la tête : violation de la Belgique, entrée par l'Oise, jonction de l'armée de Lorraine, prise de Paris au bout de trois semaines, en sacrifiant au besoin quatre cent mille hommes. Ils sont bien près d'avoir sacrifié les quatre cent mille hommes, mais voilà, au bout de six semaines, qui commencent à battre en retraite. Aussi von Kluck, von Heeringen, Wurtemberg, von Bulow et le Kronprinz doivent-ils commencer à se gratter furieusement la tête. J'attends avec impatience le suicide promis du vieux von Haescler, qui devait dîner à Paris, sinon souper chez Pluton, le 3 septembre.

LÉON DAUDET.

16 septembre 1914.

Pourquoi la guerre est longue.

« Quatre longs mois de guerre qui en laissent entrevoir d'autres : la Belgique presque tout entière et une

large portion du territoire français encore envahies ; les armées russes ne faisant que commencer à mordre sur la Prusse orientale et sur l'Autriche-Hongrie ; la flotte allemande sérieusement touchée pour la première fois cette semaine dans la rencontre des îles Falkland... Nous n'en sommes donc que là ?... »

Voilà le bilan que dressent tous les jours les broyeurs de noir, les pessimistes. Et ce sont souvent les mêmes qui, au mois d'août, concevaient des espérances excessives, voyaient l'Allemagne terrassée en quelques semaines par la coalition anglo-franco-russe. Que ceux-là soient pris d'une lassitude et d'un doute, c'est naturel. Quand on analyse mieux la nature des éléments en présence, on se rassure, on prend confiance au contraire, à proportion même des illusions qu'on n'avait pas. Voir les choses dans leur vérité, c'est moins flatteur pour l'imagination, mais c'est beaucoup plus hygiénique.

Les déceptions d'aujourd'hui ont une origine ancienne. Elles sont nées d'une connaissance superficielle et d'une appréciation inexacte des forces qui sont aux prises.

Reportez vous par le souvenir à une année en arrière. Qu'un grand conflit européen fût proche, on en avait le sentiment dans tous les milieux un peu éclairés. Les « avertissements » du *Livre jauni* se lisaient, jour par jour, à travers les nouvelles, en lettres de feu, et il fallait être aveugle pour ne point les voir. La Triple-Entente était inexorablement poussée vers un choc violent contre ce que nous ne cessions d'appeler ici le bloc austro-allemand. L'impression qu'on en avait ne cessait de grandir. Les conditions dans lesquelles se ferait la guerre se précisaient. Et l'on voyait au total trois grandes puissances en lutte avec deux autres États

qui disposaient d'une grande force militaire sans doute, mais beaucoup moins riches en hommes, en or, en ressources de toutes sortes. La France, la Russie, l'Empire britannique, avaient, à elles trois, sur l'Allemagne et sur l'Autriche, toutes les supériorités du nombre, toutes, sans exception. Les statistiques étaient incontestables. Que l'on joignît aux statistiques les phénomènes certains d'embarras, de malaise qui apparaissaient en Allemagne et en Autriche, et la supériorité de la Triple Entente prenait, pour une foule d'esprits, le caractère de l'évidence, des victoires foudroyantes étaient escomptées.

Les victoires sont venues, mais elles se sont fait attendre. Elles n'ont pas été décisives et elles ont été achetées chèrement. Il y a donc du côté de l'Allemagne quelque chose qui résiste avec force à tout ce que ses ennemis mettent en ligne. Et les alliés ne mettent pas seulement en ligne la puissance du nombre, de l'argent, des moyens matériels, mais encore les plus hautes qualités de l'espèce humaine, l'héroïsme, l'intelligence, l'esprit d'entreprise et d'invention. Ce quelque chose qui, chez les Allemands, a réussi à tenir en échec l'élite de l'humanité, qu'est-ce que c'est ? A quoi peut-il tenir ?

Oh ! sur ce point, il n'y a pas de mystère. Et nos petits-neveux se représenteront peut-être les événements plus clairement que nous ne nous les figurons nous-mêmes. Ils verront le peuple français et le peuple anglais, durant les années qui ont précédé la guerre, absorbés dans leur ménage intérieur, tout occupés aux travaux de la démocratie, tandis que la Russie était de son côté en mal de Douma et de Constitution. Opu- lentes, la France et la Grande-Bretagne ne songeaient

plus guère, en somme, qu'à jouir de leur richesse acquise, à opérer la distribution de la fortune nationale entre tous les citoyens. Elles ne s'apercevaient pas que cette richesse même ne pouvait manquer de devenir un objet d'envie pour des peuples moins bien partagés. Elles ne comptaient pas avec l'appétit de l'Allemagne. La démocratie française s'appliquait, comme la démocratie anglaise, aux problèmes de fiscalité dont elle pensait que la solution apporterait à chacun le bonheur. L'une et l'autre démocratie pensaient mal, pensaient peu ou ne pensaient que par instants à mettre à l'abri des voleurs les biens dont elles disposaient. Les élus du Palais-Bourbon et de la Chambre des Communes construisaient un joli cottage pour chacun de leurs électeurs. Ils ne soupçonnaient pas que ces cottages excitaient la tentation d'un Etat conquérant dont les forces, dont l'organisation, étaient tendues vers la guerre, vers l'appropriation brutale du bien d'autrui.

Voyons les choses comme elles sont : les démocraties elles-mêmes se personnifient. Elles s'incarnent en des hommes. Et c'est M. Viviani, c'est M. Lloyd George qui se sont trouvés en présence d'une guerre provoquée par un Etat dont la grande pensée était la préparation à la guerre, un Etat où, depuis l'empereur et le chancelier jusqu'au dernier garde champêtre, tout le monde est militaire et militairement dressé. C'est un Allemand, c'est leur Clausewitz, qui a dit, et ses paroles respirent une sorte d'ironie germanique : « Une certaine entente des choses de la guerre est indispensable aux personnes qui ont la charge de conduire les grands Etats. » Comment se dissimuler que la direction de la politique allemande est éminemment conforme à l'axiome de Clausewitz ?

La préparation de l'Allemagne, — fruit de son organisation politique, — voilà ce qui tient en échec tous les avantages, tous les éléments de supériorité dont la Triple Entente dispose. Et voilà ce dont il faut que la Triple-Entente vienne à bout. On parle d'une guerre d'usure : voilà ce qu'il s'agit d'user. C'est difficile ? C'est long ? Ce sera long et difficile encore...

Et comme cela aurait pu être court !

JACQUES BAINVILLE.

12 décembre 1914.

La politique française.

L'embusqué.

Il est partout question de nommer de nouveaux ministres, sans éliminer les anciens. Des noms sont prononcés : Millerand, Delcassé, Briand. On a imprimé aussi le nom de Marcel Sembat. Et Clemenceau ?

M. Clemenceau veut-il en être ? Ou se réserve-t-il ? Cela ne regarde que lui. En doit-il être ? Cela nous regarde, nous. Pour répondre à ceci, il faudrait savoir où M. Clemenceau sera le plus dangereux : dans le ministère ou dehors ?

N'ayant pas fait partie du ministère Clemenceau, ni d'aucune combinaison politique, littéraire, scientifique ou mondaine à laquelle M. Clemenceau ait été mêlé, j'ignore ce qu'il vaut comme collègue ni s'il a mérité sa réputation de mauvais coucheur. Ce qui est certain, c'est que sa profession de journaliste et la faculté qui lui est laissée, *malgré l'état de siège*, de dire à tort et à travers tout ce qu'il peut savoir comme homme public, fait de lui un danger public éclatant. Aucun devoir qui le limite ne lui est supportable. Il y a des fictions qui peuvent être d'intérêt national : incapable de s'y plier lorsque son caprice est en jeu, il répandra à pleine gorge toutes les fables qu'il lui conviendra d'imaginer. Grâce à lui, on peut dire que les conseils de la défense se tiennent en plein vent.

Son article d'hier est particulièrement inouï. On y trouve d'abord toutes les sages invitations au calme, toutes les justes recommandations de faire confiance au gouvernement quel qu'il soit : bons conseils qui traînent partout. Mais, ailleurs, ceux qui les donnent, commencent par se faire un devoir de les suivre. Cet homme vraiment libre ne s'embarrasse point de ses propres principes ! Il écrit : « Forte ou faible, quelle que soit l'action gouvernementale, nous ne pouvons commettre de plus grande faute que de la contrarier. » Il recommande « la légalité, l'ordre, le calme comme nos meilleurs points d'appui ». Cela dit, s'estimant couvert par ces protestations, M. Clemenceau fait ce qu'il peut pour troubler l'ordre, ébranler la confiance, critiquer le gouvernement « dans la mesure où il le rend nécessaire », qui n'est autre que la mesure du bon plaisir de M. Clemenceau.

Il délivre au généralissime (qu'il n'était pas chargé d'apprécier) un brevet de satisfaction, mais « pour la défensive » seulement ; il fait savoir de cette sorte aux Français et aux étrangers, aux amis et aux ennemis, que la question du généralissime a pu être posée en haut lieu. Et ce premier paquet lâché, il renouvelle le conseil de « patience » et de « tranquillité ». Tout aussitôt, l'agitation de M. Clemenceau recommence.

Contre le ministère de la guerre cette fois ! « Sous prétexte de concentration », on s'en est remis « de tous les services les plus importants » à ce ministère qui est déclaré « hors d'état de les diriger et de les contrôler ». Tous ses « directeurs abandonnés à eux-mêmes ont eu pour première occupation de s'octroyer la plume blanche ». Enfin, les communications dudit ministère à la presse ont besoin d'être « contrôlées ». Par

qui ? Par la presse elle-même, particulièrement par la presse de Londres.

C'est une opinion. Peut-être vraie ! Peut-être fausse ! Mais elle contredit l'opinion des autorités responsables et elle correspond aux passions du public, à ses nerfs, à ce que M. de Mun appelle éloquemment les perfides conseils de la fiévreuse curiosité et les tentations de la critique ignorante.

L'article de M. Clemenceau, intitulé *la Volonté*, annonçait de bonnes recettes pour discipliner les réflexes du public : il ne tend qu'à les libérer jusqu'à la folie.

Si je publiais les mêmes renseignements, si j'émettais les mêmes affirmations, si je me permettais, chétif, de critiquer bureaux, ministres, président, d'abord on ne laisserait pas passer cette prose et l'on aurait raison. Mais, à supposer qu'elle parût et circulât, le beau malheur ! On sait que les sphères d'informations des écrivains d'opposition sont toujours suspectes aux officiels. Il serait trop facile de maintenir par tous les organes de l'État la vérité gouvernementale audacieusement contestée ! Mais, avec M. Clemenceau, c'est une autre paire de manches. Que répondre à l'homme qui écrit : « Ayant reçu la visite de M. Viviani le lendemain, je lui parlais de cette affaire... » Qu'objecter au sénateur qui ose écrire : « Je m'inscris en faux contre le démenti de M. Messimy qui est bien placé pour savoir de qui je tiens une information accompagnée de cette remarque, etc. »

Notez que les points abordés par M. Clemenceau ne sont pas en cause. Que faut-il penser de l'interdiction, puis de l'admission, puis de la nouvelle interdiction du journal le *Times* ? Ou encore du récit de M. Gervais sur l'abominable incident du 15^e corps, du démenti

que M. Gervais a reçu du gouvernement et du démenti que M. Clemenceau donne au démenti gouvernemental ? Sujets particuliers ! Sujets dont on discuterait indéfiniment en une heure où la discussion est pire que tout ! Mais sur l'indiscrétion avec laquelle M. Clemenceau se mêle de faire juger ces divers incidents, il n'y a pas de doute possible : et le désordre ainsi provoqué peut avoir des conséquences épouvantables, non seulement pour la patrie, mais pour chacun des membres de la patrie, pour vous qui me lisez, pour votre enfant ou votre frère qui est à l'armée, pour le toit sous lequel s'abrite votre paix douteuse... Les nécessités de l'ordre sont aujourd'hui vitales et les désordres sont mortels. Si pareille situation devait s'éterniser, l'histoire de France dirait qu'une somme effroyable de catastrophes collectives et de deuils personnels porte pour signature la parole légère et l'intempérant journalisme d'un parlementaire fameux.

Que faire donc de cet homme libre, trop libre ? A la place de M. Poincaré, disent quelques uns, nous donnerions à M. Clemenceau le choix entre un siège au Conseil des ministres ou le passage en conseil de guerre. Mais M. Poincaré a sans doute des objections... Elles peuvent tenir à ce petit fait que, du printemps à l'automne 1906, il fut le collègue de M. Clemenceau dans le cabinet Sarrien : ce n'était pas drôle ! dit-on. D'autre part, M. Clemenceau peut trouver que l'autorité sans la responsabilité a des charmes et qu'il est doux de tout pouvoir sans avoir à répondre de rien.

Alors, quoi ?

Alors le ministère est remanié, paraît-il. A l'heure où j'écris, on annonce que M. Clemenceau, qui a rendu

le service d'écarter M. Caillaux, ne sera pourtant pas de la combinaison.

M. Clemenceau va donc continuer avec son journal à former un gouvernement *à côté*, ou, pour mieux dire, un gouvernement *au-dessus*, qui s'arrogera le droit de contrôler, de critiquer et de censurer le gouvernement nominal : tirillant à sa guise, en franc-tireur, gênant les opérations de cette troupe gouvernementale régulière dont nous acceptons la discipline, nous ses adversaires !

Il faudrait pourtant que M. Clemenceau prît ses responsabilités directes ou qu'il se tût ; chef ou soldat, il n'y a plus à chercher entre ces deux postes un lieu d'intrigues où s'embusquer !

CHARLES MAURRAS.

27 août 1914.

Vers l'unité française.

L'Action française n'a pas d'opinion sur la censure, dont toute la presse dispute.

L'Action française n'a pas d'opinion sur le différend de M. Lavissee et de M. Hanotaux.

L'Action française n'a même pas reproduit l'article où M. Hanotaux se vantait d'être allé organiser la victoire en province, ni l'article où M. Lavissee a si fortement secoué son collègue académicien.

L'Action française s'est, en revanche, associée de tout son cœur au deuil de M. Lavissee dont la petite maison natale de Nouvion-en-Thiérache, pleine de souvenirs, pleine d'œuvres et de pensées, a été ruinée par les obus allemands et dans laquelle l'Allemagne cam-

paît hier si elle n'y campe aujourd'hui encore. Il n'est pas un Français de la classe moyenne française, si sa tête a dormi sous le toit paternel, qui ne veuille ajouter ses regrets douloureux à ceux que l'Académie vient d'exprimer solennellement à M. Lavisse.

L'Action française adressera seulement les mêmes sympathies profondes et les mêmes regrets respectueux à l'adresse de Mgr le duc de Guise s'il est confirmé, comme le bruit en a couru, que l'habitation de ce prince du sang, cousin germain de Monseigneur le Duc d'Orléans, a souffert au Nouvion-en-Thiérache des dommages pareils et d'égales profanations. M. Lavisse est du petit nombre de ceux qui ont aimé, senti, raconté l'Histoire de France. S. A. R. le duc de Guise est du petit nombre de ceux dont le nom incarne la continuité de cette belle Histoire. Ah ! si ces deux élites, celle du sang et celle de la pensée pouvaient enfin se comprendre et se rencontrer !

L'Action française n'en a point désespéré. Elle poursuit avec une indomptable ténacité son dessein, déjà vieux de quinze ans et toujours en progrès, de réunir en un même effort national cette Maison de France, qui, toujours florissante, représente chez nous les Pères de la Patrie, et la Race des patriotes qui ne sont désireux que de servir la France, de la maintenir, de l'affermir, de l'étendre et de la glorifier à jamais.

Notre dessein n'est que d'amener aux premiers serviteurs de la Patrie, aux Princes, une foule sans cesse accrue de patriotes prêts à la servir avec eux. Et si nous pressons les patriotes d'acclamer ces Princes et de mettre à leur tête le Chef de la Maison de France, c'est que nous sommes en mesure de leur montrer que c'est la condition première du bon et utile service de notre Patrie.

Ah ! sans doute, nous pouvons nous tromper. Mais nos longues années de discussions, d'études, d'expérience sont là pour montrer que les chances d'erreur sont, de notre côté, infimes et, du côté de l'adversaire, effroyables. Nous n'en triomphons pas. Nous disons à l'adversaire, s'il est Français : — Ami Français, asseyez-vous à cette table ou dans cette chaire, et montrez que nous nous trompons, et si vous ne le montrez pas, nous essaierons de faire voir que la raison est véritablement avec nous, afin que vous la suiviez comme nous faisons.

Mais voici qu'un article de M. Edouard Vaillant, qui paraît à l'*Humanité* ce matin, nous annonce que les délégués des anciens combattants de la Commune sont allés faire visite au groupe socialiste de la Chambre pour se plaindre des menées réactionnaires. Et pour preuve de ces menées, M. Vaillant cite un article de M. Reinach et un article de M. Arthur Meyer. Sans vouloir remonter aux auteurs de ces deux articles et sans leur demander quelle sorte de jeu ils jouent, je prie M. Vaillant de vouloir bien penser à nos menées à nous. Elles se font à ciel ouvert. Elles consistent à prier les bons citoyens, quels qu'ils soient, de songer à notre plus grand intérêt politique commun, qui est la vie de la France et la connaissance des conditions de son salut.

M. Vaillant croit que ses adversaires escomptent la défaite. Il se trompe bien tristement ! Nous ne rêvons que la victoire. Afin que la victoire soit, nous ne cessons de demander, pour les civils et les militaires qui sont chargés de veiller à nous la procurer, le maximum de liberté, c'est-à-dire d'autorité. Nous faisons ce qu'on nous demande. Nous évitons de faire ce que l'on nous

prie d'éviter. Et nous tâchons d'épargner non seulement à nos amis, mais aux citoyens des partis opposés aux nôtres, les erreurs de jugement aussi bien que les erreurs de fait, car les unes et les autres les empoisonneraient tous.

Comment ce progrès des lumières pourrait-il inquiéter des *républicains* ?

CHARLES MAURRAS.

26 septembre 1914.

Les Doctrines écroulées.

Avez vous entendu parler d'un homme d'Etat italien socialiste ou radicalisant convaincu, pacifiste jusqu'à la rage, et que le désespoir a réduit à se brûler la cervelle dans l'île d'Homère, à Chio, pendant un voyage d'agrément et d'étude, quand on lui annonça la déclaration de guerre ? Le cas de cet infortuné prolonge à son extrême limite logique l'aventure d'un certain nombre d'esprits, souvent fort beaux, mais à qui leur flamme intérieure cachait la réalité du dehors ! Il n'y a plus moyen de se dissimuler ce qui est : ils vivent donc depuis neuf semaines dans les affres de leur déception amère. Encore ceux qui guerroient ont-ils quelque chance de n'y plus penser. Mais les autres, les rêveurs purs et les chimériques sincères ! J'en sais et j'en devine qui envient le silence et le repos des morts. D'autres, plus exaltés encore, et plus souffrants, ruminent en secret le blasphème baudelairien contre « un monde où l'action n'est pas la sœur du rêve », ou bien ils accommodent à la situation de 1914 ce poème, terrible dans la mélancolie de son indignation, que Louis Ménard forgeait au lendemain du coup d'Etat de 1851 :

*Dans un autre siècle il m'eût fallu naître.
Il n'est point ici de place pour moi.*

*L'idéal qu'avait rêvé ma jeunesse,
L'étoile où montaient mes espoirs perdus,
Ce n'étaient pas l'art, l'amour, la richesse.
C'était la justice ; et je n'y crois plus...*

*Le présent est plein d'odieuses choses,
L'avenir est morne et désespéré :
Si l'on peut choisir ses métempsycoses,
Ce n'est pas ici que je renâtrai.*

*Quand la mort, brisant la dernière fibre,
Au limon natal viendra m'arracher,
S'il est quelque part un astre encore libre,
Là-haut, dans l'éther, je l'irai chercher.*

Il importe de comprendre profondément ces états d'esprit accablés. Devant l'Europe à feu, ce ne sont pas seulement des tours, des beffrois, des remparts et des cathédrales qui s'effondrent, ce sont aussi des systèmes d'idées. Justement parce que nous en avons prédit la ruine pendant vingt ans, nous ne pouvons être insensibles à leurs catastrophes intérieures. Nous en ressentons si vivement l'intime pitié que nous voudrions que les victimes pussent en être sauvées d'elles-mêmes. Le coup de pistolet de Chio n'a rien résolu. Et ce n'est rien résoudre non plus que de relever la chimère mise en morceaux et d'en prédire l'avènement pour plus tard. Un mauvais calcul constaté doit au moins conduire à calculer juste !

La grande faute des hommes de 1851 est de n'avoir pas appris grand'chose durant les vingt ans qui sui-

virent, de n'avoir rien vu des événements décisifs qui remplirent l'Europe de Sébastopol à Solférino, de Villafranca à Sadowa, si bien que Sedan et la Commune purent les surprendre comme des enfants endormis. Les deux guerres de 1870-1871, l'extérieure et l'autre, portèrent un peu plus de fruits. — non pas beaucoup plus ! Nous n'avons pas refait l'Empire, nous n'avons pas recommencé l'erreur plébiscitaire, mais, par le fléau de l'élection au Parlement, l'humanitarisme, le pacifisme, le germanisme, le cosmopolitisme, nous ont longuement aveuglés.

Voilà les yeux rouverts. Voilà les réalités réparées. Quelque mal que puisse causer la lumière pure, si âpre et si rude que soit la révélation du vrai méconnu, il est permis de dire aux désillusionnés que la raison aussi a sa beauté, la vérité son charme, la vue exacte des événements politiques son intérêt poignant. Nous en avons connu ici l'enthousiasme et la joie. Si seulement ils voulaient s'y mettre ! S'ils essayaient ! Si à l'école de l'expérience politique ils consentaient à examiner, à analyser avec nous les conditions des biens sociaux qui sont possibles, les éléments de cette grande et fructueuse paix relative dont la notion est accessible à tout esprit politique sensé, dont les réalités sont promises, offertes, tendues même à notre nation renaissante !

CHARLES MAURRAS.

12 octobre 1914.

*Un entretien avec Monseigneur le duc d'Orléans.***La France et la guerre.**

Les perturbations de la guerre ont à peu près rompu, depuis quatre mois, les communications habituelles de Monseigneur le duc d'Orléans avec la France. La plupart de ses amis étaient mobilisés ou, selon ses propres vœux, étaient accourus prendre volontairement du service. Ne pouvant supporter cette privation de toutes nouvelles directes de sa patrie, le Prince a voulu nous entendre parler de la situation du pays dont le sort, à cette heure émouvante, est l'objet unique de Sa pensée.

Nous avons fait bien des voyages à l'étranger auprès de l'Exilé. C'est à ce voyage-ci peut-être que l'impression a été plus poignante. Au-dessus de Londres, immense et peuplé, dont la guerre n'arrête pas la vie grouillante, devant la Tamise à demi noyée de brouillards sur lesquels s'épuisait un pâle soleil, dans un étroit salon d'un vaste caravansérail fréquenté de toutes les races, nous avons mieux senti combien l'état de guerre rendait plus douloureuse la condition du Chef de la Maison de France. Celui qui, aux premiers jours d'août, avait frémi à la déclaration de guerre, Celui qui nous avait dit, écrit, fait dire de mille façons qu'il ne fallait songer qu'à la France et qui nous avait si hautement félicités d'avoir spontanément aidé à la réconciliation nationale, nous Le retrouvions toujours banni, et sa solitude paraissait plus triste encore à l'heure de l'« union sacrée ».

Aux Morts pour la Patrie.

L'accueil si cordial du Prince, qui touche et conquiert tous ses visiteurs, frémit cette fois d'une émotion significative ; dès les premiers mots, Il veut bien nous témoigner quelle a été sa hâte de nous revoir pour avoir des nouvelles de ce qui lui tient à cœur. On sent qu'Il vit dans la fièvre de l'impatience et que ce soldat né rongé cruellement le frein de l'inaction qui lui est imposée.

Tout de suite Il nous accable de questions. C'est une conversation à bâtons rompus sur le sort des armes françaises, sur les hauts faits de nos soldats, sur ceux qui tombent glorieusement chaque jour, sur l'espérance nationale qui plane au-dessus de tant d'épreuves ! Jusque dans l'aspect extérieur du Prince, un petit détail marque la direction constante de Sa pensée. Il a remplacé la fleur de lys de sa cravate par une épingle en forme de drapeau tricolore, qui voisine avec la seule décoration que l'héritier de nos Rois porte dans la vie courante : une rosette de chevalier de Saint-Louis, le vieil ordre réservé aux soldats sous la Monarchie.

— « Ah ! oui, dit-il, répondant aux sentiments que nous venons d'exprimer, l'exil est dur dans tous les temps, mais la peine est doublée pendant la guerre. Quand mes amis se battent, être réduit à l'immobilité ! »

Un nuage passe dans les yeux si clairs du Prince au souvenir de tant de ses fidèles qui ont été fauchés depuis moins de quatre mois. Il nous parle avec émotion de Noël Trouvé, de René d'Aubeigné, ancien secrétaire général des Etudiants d'A. F., de Pierre Gilbert, du lieutenant de vaisseau Alfred de la Barre de Nanteuil, de nos présidents de sections : Paul de Clerck, le baron

de l'Espinose, René de Frémont, de l'héroïque maire M. Rillart de Verneuil, et, parmi les représentants de cette jeunesse magnifique que Sa cause avait enthousiasmée, l'un des derniers tombés, Gabriel Plateau, frère de Marius Plateau, secrétaire général des Camelots du Roi, lui-même si gravement blessé au passage de l'Aisne. Énumération glorieuse et lugubre : Il sait que c'est par centaines et par centaines que nous comptons nos morts ; dans telle famille dévouée au Prince, les Bazin-Monnier, par exemple, on compte jusqu'à cinq tués au champ d'honneur !

Mais le Prince ne veut pas s'attarder dans le cimetière privé de ses affections. Il porte ses regards plus loin :

— « Pourquoi, continue-t-il, pourquoi distinguer ? Les Français y sont tous ! Toutes nos familles françaises : paysans, bourgeois, ouvriers, gentilshommes, paient le même tribut et montrent le même courage ; je vois se répandre un merveilleux trésor de sang français que je n'ai pu empêcher de couler, mais auquel je voudrais au moins mêler le mien. »

Pour servir la France.

Nous ayant appelés pour avoir des nouvelles de France, Monseigneur le Duc d'Orléans voudrait s'en tenir là. Lorsque nous lui demandons à notre tour de nous permettre de rapporter à ses fidèles et au public français les pensées et les sentiments qui le remplissent dans ce moment tragique, Il répugne à l'idée d'occuper l'opinion de Sa personne. Il voudrait que rien ne fût soustrait à l'attention exclusive que réclame la France. Il nous était difficile de sentir là-dessus comme Monseigneur. Nous nous sommes permis d'insister.

C'est à nos prières que le Prince s'est rendu, en nous autorisant à communiquer le récit qu'Il nous a fait de ses longues démarches à la poursuite d'un enrôlement que jusqu'ici Il n'a pu obtenir.

— « J'étais à Wiesbaden, achevant ma cure annuelle. Aux premiers bruits de guerre, je me suis mis en route pour regagner la Belgique, mais à Francfort ma voiture a été retenue. Comme je demandais à continuer mon voyage, l'autorité allemande me fit dire de me présenter chez le général commandant la place le lendemain matin. Connaissant les façons allemandes, ne me souciant ni d'être retenu prisonnier ni d'avoir à implorer ma liberté, je sautai au milieu de la nuit dans un train ramenant des Américains vers Flessingue. Trajet d'ailleurs fort pittoresque, accompli sous les baïonnettes avec défense de mettre le nez à la portière.

« A peine arrivé à Bruxelles, je m'acquittai de ce que j'estimais être un devoir de patriotisme en renvoyant à l'Empereur d'Autriche le collier de la Toison d'or que j'avais autrefois reçu de lui. Puis j'adressai au ministre de la guerre, qui était alors M. Messimy, le télégramme par lequel je revendiquais le droit et l'honneur de servir pendant la durée des hostilités : je demandais en même temps ses instructions pour partir.

« Vous vous rappelez la réponse qui a été également publiée à l'époque. M. Viviani, président du conseil, m'opposait l'état de la législation qui interdit aux membres de la Maison de France de servir sous le drapeau français. Je n'ai pas été plus heureux qu'en 1890 quand, à vingt ans, je venais chercher mon numéro de conscrit. Mais on était en pleine paix. C'est aujourd'hui la plus redoutable des guerres. Dans sa dépêche,

d'ailleurs courtoise. M. Viviani m'engageait à m' enrôler dans les armées amies et alliées qui combattent à nos côtés.

« Le président du conseil pouvait-il prévoir la réponse qui devait m'être faite ?

« Je me hâtai de télégraphier mon offre de service à S. M. Georges V, avec qui j'entretiens les rapports les plus affectueux. Ancien élève de Sandhurst (c'est en Angleterre l'équivalent de l'Ecole de Saint-Cyr à laquelle je me préparais avant l'exil), officier du Kings Royal Rifle (qui correspond ici à ce que nous entendons par chasseurs à pied), officier de l'état-major, ayant fait campagne aux Indes sous lord Roberts, j'avais quelques titres à servir dans l'armée anglaise. Mais les considérations politiques continuaient à s'opposer à mon désir. Une chaleureuse et cordiale dépêche du Roi d'Angleterre m'annonçait la visite de son ministre à Bruxelles, chargé de m'exposer la situation : les troupes anglaises opéraient en France, il n'était pas possible à celles-ci d'y violer la loi qui me bannit du territoire.

« Je me tournai alors vers mon cousin affectionné Albert I^{er} qui venait de commencer la résistance valeureuse qui l'immortalisera lui et son noble peuple. Vous devinez comment je me suis heurté à des difficultés du même ordre, sinon territorial, au moins diplomatique, et que je devais fatalement retrouver chez tous nos alliés.

Le roi Albert et la défense belge.

« En vérité, si quelque chose eût pu me faire oublier un instant mon chagrin de ne pouvoir servir dans l'une de ces admirables armées, c'était bien le spectacle

sublime du petit peuple à l'âme si grande, levé tout entier contre l'envahisseur. J'ai vu les soldats belges à l'œuvre : je les ai vus, harassés et cependant infatigables dans la marche et dans le combat, défendant leur pays pied à pied pendant que, derrière eux, se faisait l'exode lamentable des populations désarmées. Quant au Roi, digne descendant de nos ancêtres communs, il a fièrement restauré pour l'Europe et le monde la figure traditionnelle du Roi accompli, menant ses sujets à la guerre et leur montrant toujours le chemin de l'honneur, celui de l'héroïsme qui, dans les circonstances actuelles, étaient la voie du salut.

« J'ai vu cela de très près, d'aussi près que je l'ai pu. Pendant que j'organisais une ambulance dans ma résidence de Putdaël, on entendait constamment le bruit du canon qui se rapprochait. Les uhlands arrivaient précisément de notre côté par la forêt de Soignes. A Bruxelles, mon ami Max, le vaillant bourgmestre, attendait l'ennemi de pied ferme ; le sang-froid, la présence d'esprit et l'énergie qu'il montra par la suite, pendant l'occupation allemande, n'étonnèrent pas ceux qui le connaissaient comme je le connais.

« Pourtant des mesures de prévoyance étaient prises pour l'évacuation : les ministères, les ambassadeurs, la cour avaient déjà gagné Anvers. Plus libre que les autres, je ne voulus partir, après en avoir reçu l'ordre à trois reprises, que lorsque les Allemands ont été devant la ville. Le train que j'ai pris à huit heures, avec mon beau frère le duc de Guise, était le dernier. Après son départ, la gare a été fermée. L'ennemi a fait son entrée à dix heures.

Avec l'armée anglaise.

« Suivre l'armée belge dans sa campagne était désormais chimérique. Mais, en Angleterre, où je me rendis par Ostende, j'entrevois un autre espoir. Cette armée où j'avais servi ne pouvait m'admettre comme officier : ne pouvais-je y servir comme simple soldat, en usant d'une ruse innocente ? Je me suis présenté dans un bureau de recrutement. Là, j'ai dû constater l'impossibilité absolue de passer incognito. On demandait des renseignements trop précis.

« En 1870, mon oncle le duc de Chartres eut la chance d'être moins facilement reconnu quand il put s'engager sous le nom de Robert le Fort.

« De guerre lasse, me trouvant, à Ascot, le voisin du maréchal lord Roberts, je proposai à mon ancien chef mes services à l'arrivée des troupes hindoues. J'ai servi aux Indes : je parle l'hindoustani couramment ; j'ai fréquenté les Gourkhas, les Sikhs, les lanciers du Bengale, très belles troupes dont j'aurais été heureux d'être le compagnon. Ne fût-ce qu'en qualité d'interprète, j'aurais toujours servi ma patrie à leurs côtés.

« Lord Roberts, qui fut toujours charmant pour moi, fut obligé de me répondre qu'il voudrait de tout cœur tout ce qui serait possible : que pouvait-il contre des considérations internationales ? »

Nous écoutions avec un serrement de cœur le douloureux récit des instances du fils de nos Rois pour être admis, dans la foule des auxiliaires de toutes nations, au plus obscur des rangs, à continuer l'œuvre de protection du sol assurée si glorieusement par ses ancêtres à Bouvines, à Cocherel, à Patay, à Rocroi, à Denain, à Fontenoy. Le petit fils et l'héritier des héros de Jem-

mapes, de Constantine et des Portes de Fer, réduit à se voir refuser le fusil de soldat de deuxième classe !

Le Prince sourit amèrement :

« Ce n'est pas tout, dit-il, j'ai essayé aussi de partir avec Agha-Khan, le chef des Musulmans de l'Inde, qui passait à Londres pour aller organiser les ambulances sur le front. J'avais eu les meilleurs rapports avec Agha-Khan : nos relations continuent comme par le passé... Lui non plus, il ne pouvait rien.

« Je vis à la campagne. Il me serait insupportable d'avoir devant moi le spectacle d'une grande ville comme Londres et de son animation régulière que redouble matin et soir le passage des troupes qui rejoignent le front ou des détachements de volontaires qui partent pour le camp d'exercices. Je m'occupe du moins des réfugiés belges dont le sort est digne de tant d'intérêt ! »

La France martyre. — La réponse du cardinal Luçon.

La physionomie expressive du Prince a la mobilité de notre ciel français, où les plus lourds nuages passent si vite ; elle a, osons le dire, la vivacité, le ressort de l'esprit national qui, toujours réveillé à l'heure où il semble abattu, fait soudain reparaitre l'espoir, la confiance, la victorieuse énergie.

Brusquement, le Prince s'écrie :

— « Ne parlons plus de moi, parlons de la France ! »

La colère brilla dans les yeux du Prince.

— « Puis-je me plaindre de quelque chose devant ce que la France a souffert, devant ce qu'elle souffre encore : l'invasion, l'occupation, le passage de ces hordes brutales et stupides sur sa civilisation, sur sa beauté, dont

le souvenir ne quitte pas mon cœur d'exilé. Ces horreurs infligées à des innocents, à des pierres même, avilissent à jamais une nation, une armée, une monarchie : les princes et les chefs de l'Allemagne sont en train de se déshonorer et de déshonorer la guerre, qui fut jadis la grande école de l'honneur. Ils mettent leur orgueil à d'ignobles atrocités.

« Mais, du fond de tous ces malheurs, comme la France est belle ! Elle ne fut jamais plus belle qu'aujourd'hui. Les plus directement frappés sont les plus résistants. Tenez, j'ai là une lettre admirable qui vient de la plus offensée et de la plus meurtrie de toutes nos villes martyres, de Reims. En réponse aux sentiments si naturels que je lui exprimais pour le vandalisme souffert par la cathédrale du sacre, le vénérable cardinal-archevêque de Reims m'a adressé des pages qui ne sont qu'un cri de douleur. Eh bien, il en ressort une invincible espérance. »

La Lettre de Mgr Luçon.

Et Monseigneur le Duc d'Orléans tire d'un portefeuille la lettre du prince de l'Eglise qu'il veut bien nous permettre de publier :

ARCHEVÊCHÉ
DE
REIMS

Reims, le 30 octobre 1914.

Monseigneur,

C'est avec une profonde émotion que le Successeur de saint Remi a lu la noble lettre qu'a daigné lui écrire l'héritier des Rois sacrés par ses prédécesseurs dans la

cathédrale de Reims. Les sentiments de douleur et d'indignation que Votre Altesse m'exprime, je les avais éprouvés de mon côté, Monseigneur, en contemplant le désastre de notre auguste Basilique et les statues de nos Rois jadis couronnés ici, qui assistèrent, témoins muets, du haut de leur galerie, à l'incendie du Sanctuaire vénérable où ils avaient reçu l'onction royale et la couronne.

En même temps, en effet, qu'un attentat sacrilège contre la maison de Dieu, qui devait rester en dehors de nos tristes lutttes humaines, l'incendie de la Cathédrale de Reims est une insulte à nos souvenirs nationaux les plus sacrés.

Cette cathédrale où Clovis fut baptisé avec ses Francs, où Jeanne d'Arc tint à l'honneur l'étendard qu'elle avait porté si souvent à la peine, où tant de nos Rois sont venus faire hommage à Dieu de leur autorité, en recevant leur couronne des mains de son représentant spirituel, et en mettant leur épée à son service pour la défense de la Religion et du Droit, il s'est trouvé des hommes qui ont osé lancer sur elle leurs bombes incendiaires.

A côté de la Cathédrale, s'élevaient deux autres monuments, qui étaient, eux aussi, de vénérables témoins du passé illustre de notre ville et de la patrie : le Palais où résidaient les Rois de France, vos aïeux, Monseigneur, quand ils venaient à Reims recevoir la couronne, et l'Archevêché, demeure traditionnelle des successeurs de saint Remi, qui leur conféraient l'onction royale : ils sont devenus l'un et l'autre la proie des flammes.

De la douleur inconsolable que je ressens du désastre de la Cathédrale, je ne puis séparer le chagrin profond que me cause la destruction complète de ces deux monuments, si intimement unis à notre sanctuaire national. Quelles que soient, en effet, les vicissitudes politiques

d'un pays, il ne doit jamais renier ses ancêtres, et c'est pour les Français du vingtième siècle un devoir de justice de rendre hommage à ce qu'il y a eu de grand et de beau dans les siècles qui ont précédé le nôtre, et dont l'histoire est celle même de notre vie nationale.

Du Palais des Rois et de la demeure des Archevêques, Monseigneur, la perte paraît irréparable. La Cathédrale, elle se relèvera de ses ruines, j'en ai la ferme espérance. Les blessures qu'elle a reçues, et dont elle gardera les traces ineffaçables, la rendront plus chère encore à nos cœurs de catholiques et de Français ; et, honorée de ces nobles cicatrices, elle restera à travers les siècles à venir le digne monument de notre Foi et de nos plus pures gloires nationales.

Daignez agréer, Monseigneur, l'hommage de mes sentiments les plus respectueux.

LOUIS-JOSEPH CARDINAL LUÇON,

Archevêque de Reims.

La résistance nationale.

« Le cardinal a raison. Et il en sera de la France comme de la cathédrale de Reims. Elle restera, grâce précisément aux vertus inouïes qui se sont manifestées à cette heure dans tous les rangs, dans toutes les classes de la population. Allez ! ne croyez pas que je sois injuste : non, je ne ferme pas les yeux à la rude besogne administrative, militaire ou civile qui a été faite par de bons serviteurs de l'Etat : qu'ils soient républicains ou qu'ils ne le soient pas, ils ont su penser à la France d'abord, à la France avant tout !

« Elle a été sauvée par la résistance de son armée : tout ce qui a aidé et servi cette résistance, ministres,

préfets, instituteurs, évêques, maires ou curés, ont mérité de la patrie dans le même ordre que les généraux, officiers, sous-officiers et soldats que nous appelons tous, et justement, nos sauveurs.

« Dans mon long exil, j'avais pu observer la formidable organisation allemande. Elle avait aussi des points faibles, mais elle se trouvait puissamment rassemblée et concentrée aux mains d'un gouvernement fort. J'en ai prévenu mes amis : eux aussi, ils ont souvent averti la France. Mais avant l'épreuve formelle, de quoi servaient les avertissements ? Voyez l'admirable *Avant-Guerre*...

« Seulement, malgré sa préparation, l'ennemi a compté sans le long travail silencieux de notre état-major, sans le canon de 75, chef-d'œuvre du génie inventif de la France, adopté il y a vingt ans par une décision prévoyante de mon ami le général Mercier, alors ministre de la guerre. L'ennemi a compté surtout sans l'étonnant labeur continu de plusieurs générations d'officiers qui n'ont cessé de perfectionner leur matériel et leurs méthodes de guerre. Les Allemands, — c'est là leur pire bévue, — n'avaient pas compté davantage sur les vertus militaires de notre grande race. On savait le Français un soldat d'élite : on n'imaginait pas, surtout à notre époque, avec quelle aisance ses qualités pourraient se développer, se compléter, en engendrer d'imprévues, de toutes neuves : ténacité, patience, et l'héroïsme n'y perd rien ! La lecture des épisodes de cette guerre me fait dire à chaque instant que les plus beaux moments de notre histoire sont égalés ou surpassés. Tantôt dans les journaux, que je consulte avidement, tantôt dans les lettres d'amis qui m'arrivent du front, il y a lieu de saluer des actes dignes des Roland, des Bayard, des chevalier d'Assas.

« Voilà trente ans que je parcours l'Europe et que j'entends avec impatience diffamer la France, non dans ses institutions, qu'on flattait au contraire, mais dans sa nature, dans son esprit et dans sa chair à qui l'on attribuait les faiblesses de son régime. Ah ! cette prétendue décadence française, l'étranger la voit maintenant ! L'Allemagne s'y est frottée. Elle est en train d'y laisser la réputation de son pédantisme militaire, ses armées, ses canons, j'espère aussi sa peau.

« Elle s'aperçoit qu'il y a, comme dit Barrès, une « France éternelle » dont la valeur militaire et les ressources morales sont intactes. »

Nous n'avons pu nous empêcher d'exprimer ici au Prince combien nous étions sensibles à cet éloge de la France moderne, fait par Celui dont la charge historique est de relier le présent de la Patrie à son passé.

Une pensée royale.

Mais Il reprend :

— « Cette France nouvelle, si digne de l'ancienne, je vous confie qu'il m'était venu le désir de lui faire un présent tiré des richesses de son histoire. »

Et le Prince ajoute en montrant à sa boutonnière la rosette de chevalier de Saint-Louis :

— « Etant le seul dépositaire du vieil ordre royal que l'hérédité monarchique a sauvé des révolutions, je me demandais s'il ne me serait pas possible de le mettre à la disposition du gouvernement, afin que cette décoration devienne comme autrefois le signe, tout à fait exclusif, de l'honneur militaire, des services purement guerriers rendus au pays. Pourvu que cette condition fût respectée, j'aurais fait naturellement entre

les mains de l'Etat français actuel un abandon public de tous mes droits personnels sur la Croix de Saint-Louis. En conformité avec ces principes d'autonomie professionnelle dont le réveil est si sensible aujourd'hui, l'armée française aurait eu ainsi l'avantage de posséder un ordre *qui n'eût appartenu qu'à elle* (le Prince insiste sur ces mots), et c'eût été le même ordre qui, depuis Louis le Grand, orna la poitrine de tous les braves de France.

« Puis, à la réflexion, j'ai craint d'être la cause involontaire d'un froissement pour tant de héros qui déjà ont gagné vaillamment sur les champs de bataille leur croix de la Légion d'honneur, insigne glorieux porté par plusieurs générations d'officiers des armées de terre et de mer entre lesquels je suis fier de compter de nombreux officiers généraux et supérieurs de l'armée française qui sont des Princes de mon sang. »

Le Prince sourit de nouveau tristement :

— « Vous le voyez, je ne puis même pas faire cet hommage à la France ! »

« N'importe ! Tout ce que j'ai d'influence sur mes amis sera employé à les prier de ne songer en ce moment qu'à la cause de la Patrie. C'est le mot d'ordre que j'ai donné dès le premier jour : mes amis l'avaient d'eux-mêmes devancé. Une chose est essentielle, c'est la victoire, et c'est ensuite que les fruits de la victoire soient complètement obtenus. C'est qu'une paix sérieuse rende à la France l'Alsace et la Lorraine, acquises par les armes ou la diplomatie de Henri II, de Louis XIV et de Louis XV. C'est que la France soit aussi dédommée de tant d'efforts et de tant de ruines, non seulement par de justes indemnités financières, mais aussi par des garanties territoriales et autres qui puissent servir de

défense et de protection à l'avenir contre les réveils incessants de brutalité germanique. C'est enfin que la grande politique traditionnelle de la patrie puisse être reprise en Europe contre l'unité allemande, qui vient de se montrer si menaçante pour la civilisation de l'humanité tout entière. J'ai confiance dans la coopération des armées de la puissante Russie et du vaste empire britannique avec les armées de la France, dans cette union féconde de sept peuples coalisés contre les oppresseurs. Dans ce mouvement de prospérité générale, puisse la France, qui va enfin relever la tête, sentir ce qu'elle vaut pour établir solidement, avec l'aide de Dieu, les bases de sa force, de sa prospérité et de sa grandeur! »

Il est à peine utile d'exprimer à des Français qui vivent avec nous ces heures cruelles et glorieuses, avec quelle émotion nous avons accueilli ces paroles du petit-fils d'Henri IV et de saint Louis.

En recevant l'adieu du Prince et sa chaleureuse accolade, nous nous promettons de les rapporter fidèlement.

CHARLES MAURRAS.

MAURICE PUJO.

29 novembre 1914.

Le salut du pays.

I. — *Notre programme de guerre.*

Sommes-nous en République ou en Monarchie ? Je n'en sais rien. Le gouvernement est-il la Démocratie, l'Ochlocratie, la Tyrannie, la Satrapie, l'Oligarchie ou la Démagogie, je n'en veux rien savoir non plus. Vivons-nous sous le parlement, sous les adversaires du

parlement, je l'ignore et tiens aussi à l'ignorer. Il n'y a qu'une chose que je n'ignore pas, l'existence d'un gouvernement, quel que soit son nom, et ma volonté énergique d'être avec lui. Qui le compose ? Je ne serais pas capable de réciter correctement la liste des ministres et secrétaires d'Etat avec ou sans portefeuille. Et cependant, à moins que ne soit administrée la preuve patente et flagrante de la trahison de l'un de ces messieurs ou de tous ensemble, je suis résolu à les défendre et à les couvrir de mon mieux.

Ma raison ? Elle peut déplaire aux anarchistes de gauche, tels que M. Clemenceau, à qui pourtant, après ses frasques d'août, nous laissons libéralement le choix entre le Conseil des ministres et le conseil de guerre. Elle déplaira non moins vraisemblablement à ces anarchistes de droite qui n'ont pas encore compris l'insanité morbide de leur murmure inopérant et la nécessité de savoir ce qu'on fait, ce qu'on veut avant d'écrire ou de parler. Ma raison, cependant, est simple, elle tient dans le mot du duc d'Aumale à Bazaine qui prétendait qu'il n'y avait plus rien après Sedan : *Il y avait la France, Monsieur le Maréchal.*

Le petit-fils de saint Louis et de Henri IV savait le pourquoi et le comment de sa tradition ; il savait que c'était la France. Quand son petit-neveu écrivait que « *tout ce qui est national est nôtre* » ou nous demandait de tout oublier pour le salut public, il pratiquait le même principe fondamental.

II. — *Le programme opposé.*

Autrefois, les fondateurs de la République parlementaire qui, devant l'ennemi, firent la révolution du

4 septembre et risquèrent de compromettre quelques-unes des excellentes mesures prises par le ministère Palikao. les fondateurs de la République radicale et sociale qui, devant l'ennemi, firent la Révolution du 18 mars et risquèrent de permettre à l'armée prussienne d'élever de nouvelles exigences et de s'approprier de nouveaux lambeaux du pays, ces deux groupes fondamentaux de l'institution républicaine avaient conçu autrement que nous le devoir civique. Je ne dis pas qu'ils manquaient de patriotisme. Mais leur patriotisme élevait quelque chose, à savoir les intérêts d'une idée ou d'un parti, au-dessus des intérêts de la réalité nationale. Il n'en est pas ainsi de nous. C'est la France qui passe la première. Dans les difficultés françaises, nous tenons tout d'abord au salut du pays. Voilà pourquoi toute idée de changement devant l'ennemi nous a toujours causé une horreur profonde. Voilà pourquoi, non seulement cette pensée n'a jamais pu nous effleurer l'esprit, mais on nous a toujours trouvés au premier rang des défenseurs et des soutiens de l'administration sur laquelle pesait la lourde charge d'expédier les affaires pendantes. Nous avons soutenu le cabinet qui était en fonction au 2 août. Nous avons soutenu le cabinet remanié au 26 août. Nous soutiendrons tout autre cabinet qui succédera, mais non sans avertir que toute tentative formée du dehors pour renverser ou supplanter ce qui existe, émane de gredins et de misérables qu'il serait utile et raisonnable de fusiller, ou de fous qu'il siérait de lier et d'enfermer dans le plus prochain cabanon.

S'il était besoin de redire et de démontrer que nos sentiments personnels ne sont pour rien dans cette conduite, il nous suffirait de rappeler que nous pouvons

avoir des griefs personnels contre l'un des ministres du 26 août : c'est peut-être celui que nous avons le plus énergiquement défendu. Nous sommes journalistes, et nous soutenons la censure ; amis des responsabilités publiquement assumées, et nous nous faisons chaque jour les avocats d'un régime où tout est obscur, anonyme, impersonnel, collectif, les circonstances ne permettant pas qu'il en soit autrement. Cela est mal ? D'accord ! Mais il y a le pire, qui serait de changer. Les niais qui crient le plus haut seraient ensuite les premiers à se tordre les mains en disant qu'ils auraient tout donné, leur or, leur sang, leur vie, leur âme.

Varron était un incapable. Et il venait d'être défait. Mais le Sénat de Rome, où l'on ne comptait heureusement pas un seul Clemenceau, alla le recevoir aux portes de la ville et le féliciter en corps de n'avoir pas désespéré de l'Etat. Nous sommes loin de la défaite. Les incapacités dont on se plaint sont très relatives, et elles deviennent de remarquables compétences quand on les met en parallèle avec l'insuffisance des gens qui les critiquent. Une seule chose est nécessaire, c'est la victoire. On ne vaincra pas en se déchirant à l'intérieur, en s'abandonnant au désordre et à l'incohérence de cette scandaleuse instabilité ministérielle qui fut l'âme de ce régime, mais qui peut et doit être conjurée par la vertu de la présence de l'ennemi.

III. — *Droits de l'avenir.*

Telle étant la réponse que fait à l'anarchie radicale ou libérale le programme du bon citoyen en temps de guerre, tel étant l'usage qu'il fait de sa volonté et de ses décisions, des mouvements de son corps, des directions

qu'il donne à toute sa conduite, cela n'épuise pas son activité. Si surtout il a le malheur d'appartenir au groupe des non-combattants, ses devoirs envers le pays ne peuvent pas s'arrêter au présent. Il doit penser. Il doit se souvenir, calculer et prévoir. Il doit faire profiter les autres de ses réflexions ; parmi les cadavres dont le sang fume, devant les champs incendiés, les villes détruites, occupées, rançonnées, le bon citoyen ajoute à la fonction d'innombrables devoirs présents l'accomplissement non moins nécessaire de ses devoirs envers l'avenir. Car il ne saurait frustrer la patrie de ce que Paul Bourget a appelé, dans sa magnifique série, « les leçons de la guerre », autant dire le fruit amer et salutaire de nos malheurs. Nous n'avons pas le droit d'attendre que ces fruits instructifs, desséchés dans l'Histoire, soient devenus des abstractions insipides. L'idée doit être nourrie et animée de la liqueur ardente des faits. On ne la comprendra, elle ne sera assimilée, ni digérée que sous cette forme vivante. Très peu d'entre nous avaient compris en 1896 ce que voulait dire Anatole France écrivant : « Nous n'avons pas d'Etat, nous n'avons que des administrations. » Mais ils comprirent, ils comprirent parfaitement jusqu'à dévouer leur vie entière à cette cause de la reconstitution de l'Etat, quand, l'année suivante, en 1897, dans cet Etat, sans force parce que sans gardien, ils virent saccager, pour l'amour d'une cause particulière, tous les intérêts français les plus généraux, la solidité de l'armée, la bonne harmonie du commandement, l'autorité de l'état-major général, — l'état-major du canon de 75 — et jusqu'à l'institution qui, jusqu'alors, nous avait protégés de l'espionnage allemand et sur les ruines de laquelle un premier ministre put s'écrier en 1900, à la

tribune du Sénat : « *Il ne reste plus rien du service des renseignements.* »

Ces ruines furent éloquentes pour une petite partie des hommes réfléchis de notre génération. Il faut que les ruines de 1914 et 1915 servent à la totalité de l'intelligence française contemporaine. Il ne s'agit pas de faire argument pour une thèse ou pour un parti. Il s'agit de montrer le « trou » où il est, au haut de la voûte, et de le faire voir à tous ceux qui ont intérêt à ce que ce trou-là soit bouché, à ce que la voûte nationale retrouve sa clé. Hormis le nombre infime de ceux dont le bien personnel serait en désaccord avec le bien général, tous les Français ont intérêt à cette réparation décisive, depuis M. Poincaré (parfaitement !) et M. Viviani (mais oui), et M. de Monzie, et M. Daniel Renoult, à qui j'ai dit et redit cette vérité, jusqu'au dernier des bûcherons perdus dans la plus lointaine de nos forêts. S'il y a un moment où les intelligences sont plus ouvertes, les cœurs plus sensibles, où, d'autre part, les évidences sont plus claires, les fissures et les lacunes plus éclatantes, la dernière des impiétés françaises serait de ne pas profiter de ce moment décisif pour occuper les avenues de la réflexion nationale et pour y établir, dans sa pleine clarté, une vérité salutaire.

IV. — *Prix de la vérité.*

On peut n'avoir pas réfléchi à ce devoir. C'est ce qui permet de négliger, dans certaines réclamations que l'on nous oppose, les vivacités d'un langage impropre et trop précipité. L'important aujourd'hui est d'associer au maximum d'union nationale le maximum du progrès

pour l'esprit politique de la nation. A-t-on du reste réfléchi à un point de fait ? Il n'est pas un parti, pas une faction qui n'intrigue pour les objets les plus immédiats et les plus intéressés. Les factions mêmes que surchargent les responsabilités de quelques-uns des pires malheurs sont à l'œuvre pour les gazer et les escamoter de leur mieux. Nous avons eu l'occasion de marquer combien les puissances de presse, les chaires de l'État, tentent de déguiser et de costumer une partie de la vérité. Sur la généalogie du pangermanisme, proche parent de notre esprit révolutionnaire, comme sur les vices fondamentaux de nos institutions, nous avons pris en flagrant délit de colorations ou d'omissions plus ou moins frauduleuses les grands universitaires auxquels est confié le soin de modeler l'esprit public. Il a fallu rétablir le rapport de filiation entre Fichte, Kant et Rousseau. Il a fallu rappeler ce que sait tout le monde sur l'administration prussienne. Il a même fallu maintenir le principe de l'utilité nationale d'une forte organisation matérielle capable de tenir tête aux organisations matérielles de l'ennemi ! Devant cette conspiration sournoise, mais immense, contre la vérité, c'est-à-dire contre la santé et la force de la nation, ce serait une duperie de laisser, par notre silence, libre cours à des fables que l'intérêt public n'excuse pas, car elles vont très directement contre lui, et, sans aider en rien à la paix du moment, elles préparent de nouvelles dévastations pour demain.

Le général français, ministre de la guerre, qui, en 1894, adopta et mit en construction le canon de 75 — œuvre des Deport, des Sainte-Claire-Deville et des Rimailho — fut, cinq années plus tard, accablé d'injustes accusations et poursuivi jusqu'au conseil de guerre de

Rennes par l'officier supérieur dont il n'avait pas voulu préférer le canon au « canon du colonel Deport ». Ce général-ministre, que l'on évite encore de nommer dans la presse, mais pour qui l'Histoire de France sera généreuse et magnifique, ce général fit tranquillement la preuve de son bon droit ; puis, fort de l'assentiment et du concours des Deloye, des Langlois, des Billot, de tous les chefs, de tous les ouvriers qui avaient collaboré à son choix et qui l'avaient ratifié, il attendit la sanction pratique et le clair suffrage des faits. Cette sanction lui vint une première fois en 1907, lors de l'ouverture des hostilités au Maroc, où le canon adopté par lui émerveilla tous les spectateurs. Elle lui a été réitérée, plus large et plus haute en 1914, où le même canon a sauvé la Patrie. Telle est la valeur de la vérité dans les arts particuliers de la mécanique et de la balistique. Telle elle se retrouve dans les arts de la politique. Celui qui la possède n'a pas le droit de faire comme s'il l'ignorait. Ni les réclamations, ni les injustices, ni les faux jugements, ne l'arrêteront. Heureux ceux qui ont pu, comme le général Mercier, concrétiser leur perception de la vérité dans un choix décisif, arrêté une fois pour toutes et dont les utiles conséquences n'eurent plus qu'à se dérouler pour engendrer le bien public. Moins heureux, les simples écrivains obligés de revenir continuellement à la charge, mais dignes de la pitié la plus méprisante si, à chaque soleil levé ils ne repartaient à fond de train pour leur besoin indispensable de clarification et d'enseignement.

CHARLES MAURRAS.

5 janvier 1915.

Pour le gouvernement établi.

Nous avons eu le vif plaisir de revoir hier cette ancienne connaissance : un numéro (seulement hebdomadaire encore) de ce vibrant *Rappel* qui, parmi tant de journaux républicains — radicaux, modérés ou libéraux, — fut à peu près le seul à trouver le moyen d'être pour nous un adversaire sans être un ennemi. Les brillants, spirituels et loyaux articles publiés au *Rappel* par Edmond du Mesnil et Charles Briand sont encore présents à la mémoire de nos lecteurs. Il y a plus d'un sentiment qui nous est commun avec eux. « Jacobinisme ! » disent-ils. J'aime mieux les jacobins que les libéraux. Sans compter qu'il y a jacobin et jacobin, les indécrottables jacobins de doctrine à la Barère, à la Robespierre, qui sont de simples libéraux évolués, et les jacobins à la Carnot, à la Cambon, que l'idée du Salut public, comprise et pratiquée comme première loi, peut mener à tout, même au Roi.

Donc, on lisait dans le *Rappel* d'hier matin, à propos des instances et des intrigues des postulants ou remplaçants ministériels du monde parlementaire :

Jusqu'ici, le contrôle parlementaire n'a été exercé sur les ministres que par les candidats à leur succession.

Les critiques visaient moins les budgets que les portefeuilles.

Le souci de l'intérêt général inspirait moins les contrôleurs que leur rancune ou leur intérêt particulier.

C'est au *Rappel* que nous avons dû, il y a trois ans, le premier aveu officiel des révélations de l'*Avant-Guerre*. Lui devons-nous pour aujourd'hui une confirmation presque officieuse de nos diagnostics de l'état d'esprit des quelques députés ou sénateurs qui, dirigés

par M. Clemenceau, songent à démolir le gouvernement pour prendre sa place ?

Pour la besogne, nous les voyons prêts à tout. Si cela peut conduire à renverser un cabinet, ils entreront dans la voie royale de l'antisémitisme ; ils seront même intègres, comptables jaloux et contrôleurs vigilants des deniers publics. Ces amis de Flachon promettent chasteté, pauvreté et obéissance, si on leur garantit que c'est le chemin du pouvoir. O saisons, ô châteaux, chantait Jules Laforgue. Et nous chanterons : ô programmes ! La *Lanterne* parle de dénonciations, d'accusations qui circulent contre des fournisseurs de l'armée dignes de 1793 ou de 1870, et conclut gravement par cet aphorisme imprévu que « voler l'État, c'est voler la patrie » ! Ceux d'entre nous qui se rappellent les réélections de M. Wilson ou les relations de Cornélius Herz avec M. Clemenceau ou celles d'Arton avec un certain nombre de membres du Parlement, qui ne sont pas tous défunts ni blackboulés, ne peuvent s'empêcher d'admirer la brusque saute des doctrines en ce mémorable accès de vertu.

L'accès n'est si violent que parce qu'il annonce devoir être fructueux. La volte-face n'est si complète que parce qu'on espère qu'elle conduira aux sommets. *Ad augusta !*

Déjà, en 1905, nous avons vu le directeur de l'*Homme enchaîné*, jusqu'alors antimilitariste forcené, faire après le coup de Tanger, une violente campagne patriotique : innocents que nous étions, il nous semblait suffisant d'expliquer ce revirement par une rivalité d'odalisques entre M. Clemenceau et M. Delcassé, l'un et l'autre grands amis du roi Edouard VII, l'un et l'autre rivaux dans cette haute et gracieuse faveur, l'un et l'autre

acharnés à faire assaut de zèle. Six mois après, ces explications de psychologie anecdotique étaient complétées par une bonne crise ministérielle éclatant en pleine conférence d'Algésiras. M. Clemenceau devenait ministre, l'automne suivant premier ministre, et le cabinet Clemenceau, premier et dernier du nom, je l'espère, donnait pendant trois ans le pire modèle de tyrannie, de gaspillage, d'incurie civile et financière, d'« incohérence » diplomatique, maritime et militaire que la troisième République ait connu.

Il est facile de rouvrir les archives parlementaires pour en trouver maints témoignages indiscutables : sur la négligence de nos approvisionnements d'artillerie et plus généralement sur les diminutions de nos crédits militaires ! Elles s'élevèrent pour 1907 au 48 pour cent des demandes administratives, en 1908 au 32 pour cent, en 1909 au 42 pour cent ! J'en conclus que le meilleur des antimilitaristes converti peut avoir retourné le programme comme un habit : il est encore à surveiller. Le bombarder ministre pour le récompenser n'est peut-être pas le meilleur moyen de pourvoir à la défense de la patrie. Voilà pour M. Clemenceau et les êtres qui lui ressemblent. Et voilà pour les bons zozos du Parlementarisme de droite qui seraient tentés de lui faire le moindre crédit.

Veut-on que nous ajoutions en manière de courtoisie que, ni de droite ni de gauche, les intentions de ces messieurs ne sont suspectées ? S'ils y tiennent, voilà qui est fait. Mais il ne s'agit pas d'intentions. Les meilleurs pavent l'enfer. Même sur ce pavé nous ne voulons pas être conduits à la défaite.

Faut-il répéter que nous sommes parfaitement désintéressés dans cette querelle et que notre défense du

gouvernement établi se confond avec ce désir de la continuité, de l'ordre, de l'activité, qu'exige la défense du territoire ? Le *Rappel* se trompe lorsqu'il nous croit mû en tout ceci par l'idée royaliste.

Sans aucune contestation, l'idée du Roi avive, éclaire, met en ordre nos sentiments de patriotes et de citoyens, et les ordres formels donnés par le Roi contribuent à notre discipline civique ; les deux facteurs réunis achèvent de nous établir dans une position tout à fait stoïcienne au milieu des partis. Nous ne pouvons pas demander de bureaux de tabac ni de décorations au gouvernement existant et nous ne pouvons pas prétendre à faire partie des cabinets à établir. Ce sont là des traits inhérents à toute position royaliste. Mais quand nous demandons qu'on laisse le gouvernement tranquille, qu'on ne confonde pas l'heure du contrôle avec l'heure de l'action, qu'on n'ouvre pas une crise ministérielle qui tendrait d'elle-même à la crise présidentielle, avant l'expulsion des Allemands et notre victoire définitive, ce n'est pas comme royalistes, c'est comme bons Français. Si l'on m'objecte que c'est aussi comme bons Français que nous sommes royalistes, nous n'avons rien à répliquer à cette élégante confirmation, qui serait digne du *Rappel*.

En attendant, nous faisons ce qui dépend de nous pour servir le pays. L'effort n'est pas inutile. Bien avant la guerre, cela a été reconnu par les spectateurs impartiaux. Un étranger, ami de la France, correspondant du *Times* à Paris, M. Morton-Fullerton, dans son intéressant volume *Problems of power* (1913), nous rendait cette justice en termes trop flatteurs pour être traduits en français. J'en rappellerai pourtant le texte original, déjà cité dans la préface du nouveau *Kiel et Tanger* :

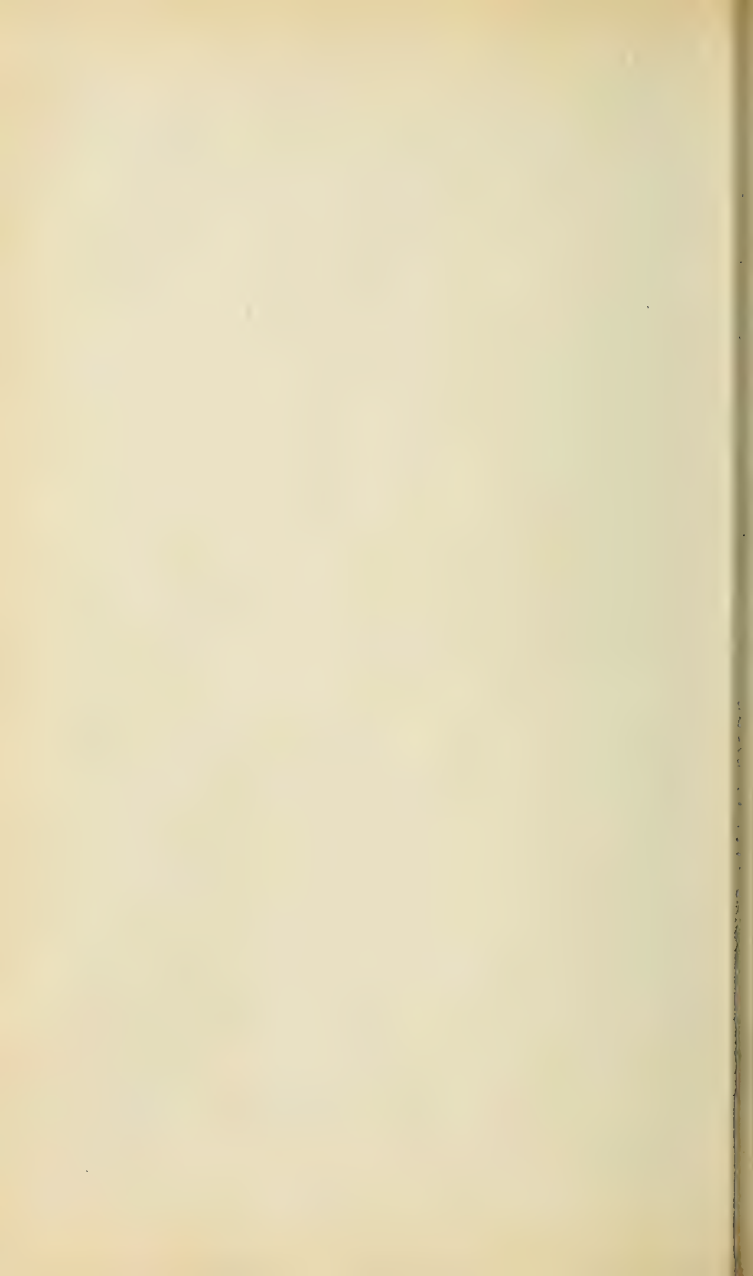
It is impossible, however, to exaggerate the admirable and useful rôle of certain leaders of the anti republican opposition in helping to create discontent in France and to transmute that discontent into a force capable of destroying grave abuse. The service rendered to french society, and even to the Republic, by [ici le nom de l'un de nous] the Royaliste leader, are invaluable.

Mais ce n'est pas à la République, c'est à la France que nous rendons service en combattant l'intrigue, la critique, les convoitises de M. Clemenceau. Une seule chose est nécessaire, c'est que les Allemands soient vaincus, écrasés et broyés, qu'ils reçoivent pile sur pile, et qu'on les pousse et les refoule bien au delà du Rhin jusqu'à la Sprée, dans un tel état de dissolution politique et militaire que non seulement leur empire mais leurs royaumes, grands-duchés, républiques et principautés soient laissés à la merci de l'Europe coalisée et subissent un démembrement rationnel plus complet que celui qu'établit le Congrès de Vienne, égal à la redistribution AN-ARCHIQUE dont les Boches furent si justement gratifiés par les traités de Westphalie ! Voilà le but, voilà le vœu, voilà la directive de toute politique nationale sensée, et pour qu'on puisse faire du chemin en ce sens, il est trop clair que le gouvernement ne doit pas être houspillé à tout bout de champ, ni les ministres, surtout le ministre de la guerre, changés à tous les tournants !

Il n'y a qu'un mot d'ordre : paix au dedans pour faire la guerre au dehors.

CHARLES MAURRAS.

11 janvier 1915.



IV

La question religieuse.

Pie X et notre force.

Les barbares ne sont pas encore vaincus. Et voici que le grand Pie X vient de nous quitter. Ce n'est pas seulement à la France, sans doute, — puisque c'est à l'Europe tout entière et, avec elle, à toutes les parties du monde civilisé, — qu'il appartient de ressentir et de pleurer une telle perte, en un tel moment. C'est pourtant de notre France, d'abord, et tout particulièrement des plus jeunes générations des Français, de celles qui sont, en ce moment même, sous les armes, à la frontière, que devra venir au lit funèbre du Père endormi l'hommage du plus profond, du plus intime, du plus reconnaissant et du plus fidèle souvenir. Ces forces, en effet, ces forces toutes neuves, généreuses, inépuisables, que la France de 1914 se remet à prodiguer, depuis quinze jours, en Alsace, en Lorraine, en Flandre, ces jeunes forces françaises, soudain réunies et disciplinées, elles doivent quelque chose (nous serions aveugles autant qu'ingrats de ne point le voir, ou de ne point le dire aussi clairement que nous le comprenons), elles doivent quelque chose, et quelque chose d'essentiel, d'unique, d'irremplaçable, à la Voix impérieuse et douce qui vient de se taire, et qui, à toutes, même aux plus « infidèles » ou aux plus indifférentes jusqu'alors, avait su, un jour, se faire entendre.

Ce qu'elles doivent à la parole, à l'enseignement de Pie X, ces intelligences et ces volontés des deux dernières générations, si ce n'est point, sans doute, leur être originel, ni leur sève, ni leur flamme (les parents y ont suffi), c'est du moins, très exactement, leur esprit, en son plus intime principe de développement et d'action : il était menacé, et il fut sauvé.

Menacé, par qui ? Sauvé, comment ? et quand donc ? C'est ce qu'il est facile, mais indispensable, de bien comprendre, pour peu que l'on se souvienne de l'abominable atmosphère intellectuelle et morale au milieu de laquelle les jeunes Français arrivés à l'âge de raison après l'invasion allemande de 1870-1871, ont été obligés de respirer et d'apprendre à lire, à écrire, à penser, à agir.

Nous ne referons pas aujourd'hui une analyse, cent fois faite ici même, et ailleurs, par les initiateurs de la grande réaction nationaliste française, commencée il y a vingt ans. L'essentiel est de se rappeler que le plus grand péril auquel aient été exposés les esprits les plus nobles, les caractères les plus fermes de chez nous, du fait de l'irruption des idées germaniques jusque dans les plus hautes de nos Sorbonnes et même dans les plus « catholiques » de nos Instituts, c'était une certaine tendance, toujours la même, à laisser s'exalter, sans le moindre discernement critique, les « inspirations » et les « intuitions » de la conscience ou de la pensée individuelle, considérées comme naturellement bonnes, comme meilleures, en elles-mêmes, que toutes les méthodes et règles logiques, et discursives, et patientes, auxquelles se réfèrent depuis des siècles toutes les recherches, tous les efforts, toutes les inventions et tous les progrès de l'humanité pensante. Bref, on ten-

dait, dans tous les domaines, à réhabiliter une sorte de « protestantisme » ou de libéralisme frénétique jusqu'à l'anarchie pure.

Or, en définissant cet ensemble d'erreurs, dans sa mémorable Encyclique sur le Modernisme, il ne nous est pas permis d'oublier que Pie X a donné à cette définition un tel degré de clarté, c'est-à-dire, tout à la fois, de généralité philosophique et de précision historique, qu'il n'a plus été possible à quiconque en France avait réfléchi à ces questions de se tromper sur le nom, et le lieu, et la date de l'espèce de folie morale et religieuse qui jetait les Français les uns contre les autres, en leur brouillant la cervelle. Le mal, c'était le sombre piétisme d'un maniaque de Kœnigsberg ; c'était le stupide, le raide et stérile « idéalisme » de ce Prussien, sorte de Platon en zinc peint, qui s'appelait Emmanuel Kant...

L'enseignement de Pie X, en faisant théologiquement justice d'une hérésie, n'a pas seulement parlé aux consciences des catholiques de tous les pays : il a, du même coup, débarrassé les Français de quelques-unes de ces profondes « erreurs qui affaiblissent », et auxquelles la générosité de leur nature les avait trop exposés depuis un siècle : modernisme, individualisme, pacifisme humanitaire, sont toutes folies qui se tiennent et s'impliquent les unes les autres.

En nous donnant, en plusieurs occasions, le contact de la Vérité mystérieuse et ineffable au nom de laquelle Il parlait, le Pape Pie X nous aura communiqué quelque chose de cette Force non brutale, mais invincible, qui mène le monde, et aux lois immuables de laquelle il faut que les nations — qu'elles les connaissent ou non dans leur texte — obéissent dès qu'elles veulent vivre.

Dans la guerre décisive qui vient de s'ouvrir, la France ne l'oubliera pas : c'est le Pape Pie X qui l'aura, dès longtemps, aidée à se relever, à se retrouver elle-même, avec toutes ses énergies, avec tout son génie propre.

Ce génie français, fait de lucidité autant que de vaillance, et dans lequel une saine et droite vision des choses, des obstacles à vaincre, précède et guide toujours l'élan qui les vaincra, n'est-ce pas lui que Pie X a exalté, en déclarant Bienheureuse notre Jeanne d'Arc la Libératrice de la Patrie française ?

HENRI VAUGEOIS.

21 août 1914.

Campagne de division.

La « guerre des curés » et la guerre aux curés.

Une sourde campagne, la campagne de la « guerre des curés » continue à être menée. Une vague rumeur répète que l'immense effusion de notre sang français a été provoquée, désirée, payée même par les prêtres ou par les nobles, ou par les riches, ou par les bourgeois. Deux honorables protestations officielles, émanant d'un préfet et d'un sous-préfet, ont constaté le fait pour la Savoie et pour la Loire-Inférieure. Le même fait, qui serait honteux pour le pays, s'il en était le fruit naturel, a été observé en Dordogne par M. Fonsegrive qui en a parlé deux fois au *Correspondant*. M. de Mun, à *l'Echo de Paris*, possède un volumineux dossier de ces infamies. La *Croix* signale que les mêmes bêtises méchantes se répètent dans un grand nombre d'autres départements. Les premiers dans la presse parisienne,

nous avons abordé en rougissant cet affreux sujet. Nous y avons apporté toute la mesure possible, et c'est au nom de l'honneur français que nous avons adjuré nos concitoyens de réfléchir, d'intervenir, d'obliger les pouvoirs publics à prendre une initiative d'ensemble, la seule qui soit en état de nous dégager tous de tout contact avec l'abjection et l'ineptie.

A défaut d'honneur national, l'intérêt national devrait être écouté. Dans l'état présent de la guerre, il ne reste plus à l'ennemi qu'un espoir, c'est notre division. Sans doute la sottise, la peur, l'envie civique, la haine sociale, sont les alliées naturelles de l'ennemi. Mais voudrait-on nous faire croire que ces éléments indignes sont activés ou protégés, servis ou défendus par une faction politique ? Reste-t-il une faction intéressée à nous diviser et à nous agiter devant l'ennemi ? X

Une Française dont tous les parents se sont battus de tous temps pour la France et dont le fils, naturellement, se bat aux avant-postes plus souvent qu'à son tour (1), nous écrit que, dans l'Indre, les basses manœuvres dont je parle vont jusqu'à préciser ce que chaque famille notoire a pu donner de subsides à l'Allemagne pour l'aider dans son entreprise : car il ne s'agit pas seulement de châtelains ou de prêtres ; notre simple bourgeoisie a, elle aussi, son compte. M. Fonsgrive l'avait noté dans son premier article du *Correspondant* ; il l'a oublié dans le second, et je le regrette pour la clarté et la valeur de ces articles.

Plus les familles font « d'action sociale » et répandent de bienfaits autour d'elles, plus elles sont visées par ces rumeurs. L'une d'elles, qui ne cesse d' « aller

(1) René d'Aubeigné, mort depuis au champ d'honneur.

au peuple », est soupçonnée d'avoir donné une somme tellement énorme que l'empereur Guillaume est venu, en aéroplane, lui porter ses remerciements. Cela est stupide sans doute ? Cela donc est d'abord indigne. Et puis cela peut finir par faire autant de mal à la France que de bien à l'Allemagne armée, et ce n'est pas peu dire !

Le Conseil des ministres vient de répondre aux pétitionnements en faveur des prières officielles que les lois n'admettaient pas son intervention dans les manifestations cultuelles : les mêmes lois admettent-elles la diffamation gratuite et bête des citoyens les uns par les autres ? Et si les lois sont gardiennes de la Cité, peuvent-elles permettre les travaux souterrains qui minent la place publique alors que l'ennemi assiège le rempart ? On châtie les fauteurs de panique. Les fauteurs de guerre civile ne doivent pas être traités avec plus de douceur. On a sacré l'union afin qu'elle fasse la force qui fera la victoire. La défaite est au bout des faiblesses créées par la division.

Je sais qu'on renverse les rôles. Comme pour masquer ces réclamations incontestables fondées sur des scandales d'une indubitable réalité, on s'est mis à exploiter des griefs fabuleux. Un grand journal, sérieux d'ordinaire ou qui couvre mieux ses passions, a pris la tête du mouvement. Une démarche du clergé, la plus naturelle de toutes, la plus simple, la plus inoffensive, et dont un clergé catholique n'était pas libre de s'abstenir, mais qui laissait le gouvernement parfaitement libre de l'accueillir ou de la rejeter, cette démarche qu'on repousse et qu'on a toujours voulu repousser, la requête en faveur des prières officielles, est devenue, par un audacieux renversement des rôles, un principe d'accusation !

Depuis, l'accusation continue et se développe. Parbleu : elle est utile, elle a même deux utilités. D'une part, elle dispense de réparer les calomnies et d'un autre côté, cette accusation apporte à ces calomnies en elles mêmes absurdes, un concours officiel, qui, lui, n'est qu'injuste, insensé et faux. Cependant, qu'on y réfléchisse ! S'il faut considérer comme un attentat à la trêve ou comme une rupture de l'union sacrée le fait que des prêtres ou des évêques aient conjuré l'Etat de se faire représenter devant les autels, autant dire tout de suite que la profession catholique est interdite en France. Il n'y a pas de catholicisme réel sans cette aspiration à catholiciser la nation en corps et l'Etat, expression politique de la nation.

Cela est extrêmement grave.

Certes, on peut sourire de certains griefs particuliers soulevés ces jours-ci, médailles cousues dans des vêtements militaires, nom de Dieu invoqué par un colonel, cordiale invitation des officiers à leurs hommes pour que ceux-ci se réconcilient avec le bon Dieu : effusions naturelles, effusions légitimes propres à tout homme de cœur et à tout esprit convaincu en des circonstances pareilles, effusions telles qu'il faudrait, pour les abolir, refondre l'humanité, mais la refondre en l'abaissant ! De pareils reproches sont négligeables pour la mesquinerie qu'ils dénotent. Mais il faut relever, il faut prendre au sérieux les admonestations de l'*Humanité* et du *Temps* à certains écrivains ou prédicateurs catholiques. Car là vraiment, c'est l'âme, c'est l'esprit du catholicisme qui sont en cause. Quoi ! le Père Janvier ose dire que « sans le secours de Dieu » nous n'obtiendrons pas la victoire ? Quoi ! un écrivain catholique parle des péchés de la France expiés sur l'immense

autel des batailles : et il ose expliquer les douleurs de ses frères, ses propres douleurs, par une expiation à la justice de Dieu ?...

« Paroles odieuses. » écrit un socialiste. Il faut avertir bien clairement ce socialiste que l'odieux, ici, c'est lui. Il ne s'en doute pas, et voilà son excuse. Mais enfin il appelle les passions de la haine sur une doctrine dont le cœur de nos pères et de nos mères a vécu durant de longs siècles, sur la doctrine dont nos frères combattants, nos frères blessés et mourants, se nourrissent et s'abreuvent, comme des seules substances consolatrices qui ne leur soient pas arrachées avec la vie. L'offensive vient de ceux qui crient à l'offense : l'attaque injuste vient de ceux qui attestent la justice et l'égalité !

Moralement, cette pauvre attaque-là n'est pas belle puisqu'elle en veut à la paix des âmes innombrables qui dévouent à la France tout ce qu'elles possèdent d'existence mortelle. Et politiquement cette même attaque fomenté des divisions et des querelles dont les premiers effets seraient d'abaisser le drapeau.

Enfin, du point de vue de la polémique pure, ce mauvais coup vaudra désormais peu de chose, car il apparaît dans son jour : simple parade et parade très vaine, pure diversion tentée pour étouffer les plaintes de patriotes ni aisement et perfidement diffamés.

CHARLES MAURRAS.

4 octobre 1914.

La paix religieuse et morale.

Vraiment, n'y a-t-il pas moyen de s'accorder ? En recevant le texte du discours magnifique prononcé par

le Père Janvier à Notre-Dame le 29 septembre pour le pèlerinage de supplication à Jeanne d'Arc, j'ai voulu en le relisant avec attention y chercher la matière ou du moins le prétexte des cris de fureur que l'éloquent religieux a arrachés à la presse anticléricale. Est-il besoin de dire que cette recherche n'a abouti, comme elle ne pouvait aboutir, qu'à faire éclater les analogies de sa haute doctrine de l'expiation catholique avec les vues morales communes à toute « la philosophie éternelle »... Il y a des gens que le dogme du Purgatoire fait écumer : je n'y puis rien. le Purgatoire est dans Platon. Cela devrait le recommander à l'indulgence ou à l'attention de nos esprits forts.

On me permettra de répéter : n'y a-t-il pas moyen de s'entendre ? En lisant le Père Janvier, un détail me frappait : c'était l'identité du noble point de vue de sa charité religieuse avec le point de vue, noble aussi, de cette très laïque philanthropie qui, parlant de la guerre, de la guerre à continuer, émet en frémissant le vœu que nos bataillons ne se laissent pas emporter aux mêmes fureurs que la horde allemande. . Ce vœu nous choque, parfois quand il laisse entrevoir une arrière-pensée de doute sur la noblesse d'âme de nos soldats et de leurs chefs : il nous satisfait pleinement, il correspond à tous les désirs, à toutes les volontés des Français fils de Français et de Françaises, lorsque ce vœu exprime aussi la confiance dans la magnanimité des héros de notre nation.

Ecoutez ces beaux mots qui portent de beaux sentiments :

Les masses se sont heurtées depuis deux mois, avec des alternatives de succès et de revers, honneur à vous, soldats français (applaudissements), vous n'avez pas tué

les femmes qui, armées comme des belligérants, tombaient entre vos mains, vous n'avez pas jeté les blessés dans les fleuves pour vous faire des ponts de leurs cadavres, vous ne les avez pas achevés, mais disciples de la noble Pucelle, vous avez eu pitié de leur souffrance, vous avez partagé avec eux votre pain, vous les avez confiés à nos brancardiers, à nos médecins, à nos infirmières qui, animés du même sentiment que vous, les pansent aujourd'hui et les soignent comme leurs propres frères et comme leurs propres enfants. Je l'espère, bientôt, vous poursuivrez jusque chez lui l'envahisseur... Quand vous serez victorieux, vous n'userez pas de représailles...

Vous devinez la suite, vous devinez que l'auditoire applaudit de nouveau. Voilà le sentiment des Français catholiques. Il est humain. Il l'est au moins autant que celui des lecteurs de *l'Humanité* ou même de la *Guerre sociale*. Sur des bases pareilles pourquoi ne pas s'entendre, ne pas se rapprocher ? Qu'est-ce donc qui divise, quand cela réunit ?

CHARLES MAURRAS.

11 octobre 1914.

Un grand bienfait.

Depuis six mois de guerre, nous avons eu l'occasion de faire observer qu'une seule Internationale subsistait, celle de l'Église catholique et romaine. Tandis que dans l'Internationale scientifique, littéraire, socialiste, chaque groupe national a suivi le sort de la nation à laquelle il est attaché, le catholicisme conserve une existence distincte et une loi indépendante. Toutes les

organisations européennes subissant la loi de la guerre ont disparu devant l'Etat dont elles sont citoyennes ou, si elles tentent d'exister hors de lui, font la preuve publique de leur impuissance et de leur inexistence. Seule, l'organisation catholique a donné un signe patent de vitalité autonome : cela s'est passé en Allemagne quand on y a connu la nouvelle de l'arrestation du cardinal Mercier ; l'émotion des Allemands catholiques a été telle que l'administration impériale a dû retirer ses décrets et démentir ses actes. Ainsi, jusque chez les Barbares, il a brillé comme un rayon d'humanité intelligente. Et cela par la seule vertu de l'Eglise.

Est-il bon qu'une semblable vertu existe ? Jusqu'à présent, plus on se classait parmi les esprits « avancés », moins on jugeait utile de poser la question. Cela allait si bien de soi qu'on se croyait tenu de multiplier les pouvoirs internationaux de cette nature, tribunal de la Haye, Conférence de Berne, congrès scientifiques, littéraires, professionnels. A la vérité, pour des raisons obscures, on affectait de négliger le catholicisme, mais on allait, on *avançait* dans la direction du catholicisme, c'est-à-dire de l'universel. Cette haine du catholicisme ou ces préventions contre lui vont-elles opérer le divorce du monde démocratico-républicain et de l'Universel ? Ce serait pittoresque, ce serait gai, c'est déjà drôle. Rien que dans le *Temps* d'hier soir, on déclare en première page que « le caractère universel de certaines Eglises est ici en défaut » (sur la question de la guerre et de la paix !) tandis qu'en troisième on écrit avec sévérité : « On voit actuellement où conduit le mépris de l'humain et de l'universel... »

Le *Temps* de ce soir ou de demain choisira peut-être. En attendant, nous sommes de ces nationalistes

qui ne méprisent ni n'auront jamais méprisé dans les choses humaines l'humanité, l'universel, ni, par conséquent, la seule institution organique et vivante dont l'esprit soit universel, le catholicisme. C'est justement parce que les nations se font, au ras du sol, une guerre atroce, qu'il nous paraît honorable pour notre espèce que, dans le ciel, plus haut, plus loin que le chemin des taubes, existe un lieu où se rencontrent et puissent converger des prières de même rite, exhalées d'âmes ennemies. Il nous paraît, aussi, beau et bon qu'il subsiste malgré tout des points communs sur lesquels établir plus tard des éléments de communication. Ces éléments sont, de nos jours, extrêmement réduits, même dans l'ordre religieux. Jadis ils débordaient cet ordre. Il y avait une camaraderie militaire qui, plus anciennement, formait la chevalerie. Il y avait un état d'esprit européen qui donnait des lois humaines à la guerre. Ces grands biens moraux sont perdus. Mais nous voyons le peu qui reste adhérer et se cramponner au catholicisme. J'avoue que ce fait visible et palpable contribue à me rendre extrêmement attentif et respectueux envers tout ce qui tient à l'essence catholique. L'affaiblir aujourd'hui, c'est affaiblir le dernier refuge terrestre de l'humain, de l'universel.

— Mais le Pape n'a pas foudroyé les Barbares. — Il ne m'appartient pas de mener le foudre du pape, ni d'en ménager les carreaux. Le pape fera ce qu'il devra et ce qu'il voudra. L'important, c'est qu'il existe et que l'« Homme blanc » continue à briller sur le tertre de la Sibylle. C'est pour cette autorité précieuse qu'il faut prononcer avant tout le *prius vivere*. Où qu'elle aille, quoi qu'elle fasse, tant qu'elle est là, elle est : cette existence, à elle seule, est un bienfait immense,

parce qu'elle représente l'unité de centaines et de centaines de millions d'esprits et de cœurs. Elle incarne l'internationalité dans un siècle où les rivalités des nations se déchaînent et se déchaîneront de plus en plus. Avant qu'elle ait rien fait ni rien dit, comprenons qu'il faut la remercier d'être. Ce qu'elle ne fait pas aujourd'hui, elle peut le faire demain. L'espérance dont elle est le signe ne s'éteindra qu'avec elle-même. C'est donc elle qu'il faut défendre d'abord et sauver. L'historien protestant de saint François d'Assise, M. Paul Sabatier, qui critique le pacifisme de certains catholiques italiens, a tout à fait raison contre ces messieurs, mais on chercherait vainement dans sa critique la sérieuse promesse d'une base d'entente et d'accord pour le genre humain. Quand elle commettrait en passant une erreur politique quelconque, l'Eglise, avec son pape et sa hiérarchie, offre à l'humanité un point de rencontre que rien ne remplacerait s'il venait à manquer.

C'est pourquoi je me sens peu porté à la poursuivre de critiques ou même à l'environner d'appréciations, surtout en un temps où les jugements ne peuvent qu'être précipités par des passions rivales et des intérêts antagonistes. Ces passions sont sacrées en nous ? Ces intérêts sont légitimes ? Ah ! oui, mais ce sont des intérêts, ce sont des passions : pour conserver à l'homme de tous les pays et de tous les temps l'avantage de son bienfait (position internationale, paternité universelle, juridiction œcuménique) la papauté doit se résoudre à commencer par s'abstraire même de sentiments qui sont pour nous non seulement légitimes, mais obligatoires. Et il lui faut se résigner à ne pas correspondre à tous les recours nationaux qui, s'élançant de divers

théâtres de guerre, s'annulent les uns par les autres. Surtout enfin, il lui faut procéder avec autant de lenteur et de précaution que les peuples armés mettent de promptitude et de rage à se massacrer. Il doit suffire de nous représenter une papauté tenant une autre conduite pour vérifier aussitôt que son pouvoir international deviendrait national, qu'elle tomberait de l'état de juge à celui de plaideur et du rang de père pacifique et silencieux au rang de fils armé et belligérant ; changer ainsi serait disparaître. Les aveugles qui souhaitent que la papauté disparaisse souhaitent cela.

Il est extrêmement visible que, sûre de son rôle et de son devoir, la papauté ne veut pas finir. Elle tient à ne formuler devant personne aucune parole de rupture qui puisse couper court à son ministère international. Le dernier discours prononcé par Benoît XV dit le droit, définit le bien, mais évite de s'attarder sur le tort et le mal, pour éviter de prendre aucune sanction directe, immédiate. Si l'on s'étonne de cette procédure romaine, c'est vraisemblablement parce qu'on se figure que les papes du moyen âge commençaient toujours par lancer des bulles d'excommunication contre le prince criminel et par délier les sujets du serment de fidélité ! Autant voir le passé comme on lit trois lignes de Manuel et se représenter le travail juridique et diplomatique de longues années comme une improvisation de journal ou de tribune bâclée pour agiter l'opinion ou pour la tromper. Autant imaginer aussi que tout ce qui se fait est rendu public instantanément, tout ce qui n'est pas dit, écrit et mis dans les journaux devant être réputé inexistant !

L'inexistant, le frivole, hélas ! ce sont les commentaires et l'état d'esprit de la presse démocratique. Il a

fallu la juste et opportune intervention du cardinal-archevêque de Paris pour faire comprendre à des esprits ignorants et brutaux que l'on peut demander humblement le bien de la paix aux Puissances mystérieuses sans vouloir conspirer contre la victoire ! Il faut d'autres explications pour rendre sensible l'absurdité de notre attitude religieuse officielle : ignorante du Vatican et que les affaires vaticanes obsèdent !

Je notais tout à l'heure le caractère légitime et sacré de la cause française. Comment des intérêts aussi sérieux, des passions aussi saintes n'ont-ils aucun avocat, aucun représentant devant un tribunal dont l'importance européenne éclate au soleil ? Le Grand Turc est représenté auprès de Benoît XV, le roi Georges V l'est aussi. Leur cause est donc soutenue à chaque conflit par des agents armés des renseignements nécessaires, capables de rectifier à tout instant les fables de l'ennemi, comme de déjouer ses intrigues et ses manœuvres. N'ayant rien de pareil, là-bas, il y a cela de bon dans notre système que nous nous plaignons amèrement d'y être manœuvrés et diffamés à tour de bras. Le stupéfiant, ce serait de ne pas l'être. Or les plus stupéfaits sont précisément ceux que met hors d'eux-mêmes la pensée de rétablir cette ambassade qu'ils ont supprimée il y a onze ans. Ces messieurs ne s'étonnent pas de perdre un marché où ils n'envoient rien : ils sont tout ahuris de n'être pas connus ou d'être méconnus par la puissance avec laquelle ils refusent d'avoir des rapports. Ils trouvent naturel qu'un marché délaissé soit occupé par d'autres : ils sont scandalisés de trouver l'Autriche installée tout au large dans la place qu'ils lui ont faite dans ces onze années de carence et de désertion. Enfin ils ont traité en ennemis de l'intérieur

leurs concitoyens demeurés en contact avec Rome, ils les ont harassés de vexations grandes et petites, ils s'en sont même pris à leurs monuments religieux, ils leur ont infligé, par la législation scolaire et hospitalière en particulier, un régime fiscal si exceptionnellement onéreux que les œuvres du dehors par lesquelles l'influence française se faisait encore sentir en ont souffert l'inévitable contre-coup : maintenant, ces messieurs se scandalisent que les Français catholiques ne leur aient pas ménagé de meilleurs rapports avec le Siège romain. Que ne leur en avaient-ils laissé plus de moyens !

CHARLES MAURRAS.

2 février 1915.

L'éternelle Allemagne.

Le fédérateur allemand.

Ainsi les faits publics, les renseignements indirects semblent concorder ; oui, les fautes énormes, les manœuvres suicides multipliées par l'empire allemand pendant ces derniers jours, permettent de penser qu'un plagiat de deux siècles va prendre fin : l'imitation ou, pour mieux dire, la singerie prussienne de la sagesse millénaire de nos rois Capétiens n'aura atteint à la couronne impériale que pour déchoir avant que son demi-siècle soit révolu ! Les Hohenzollern ne s'étaient élevés sur le haut lieu que pour y découvrir leur inaptitude à poursuivre la tradition du grand Frédéric et de ce Chancelier de fer, auquel on a rendu une pleine justice quand on les a nommés deux brillants écoliers (mais écoliers germains !) de l'Histoire de France.

La force prussienne et l'unité germanique fondées par leur génie de la contrefaçon se trouvent aujourd'hui compromises, perdues peut-être, par le jeu instinctif des mêmes vieilles causes qui ruinèrent toujours les dominations tudesques antérieures : comme les Othon, les Henri et les Charles, les Guillaume subissent donc le délire et le vertige de la puissance ! On les voit chanceler dans l'ivresse grossière que donne ce grand vin aux têtes et aux cœurs qui ne sont pas faits pour le supporter.

Cet empire allemand, ouvert de toutes parts, enclavé de nationalités hostiles, créé et soutenu par une race ombrageuse et lourde, d'esprit personnel et jaloux, remplit le moyen âge de ses luttes contre la plus auguste expression de l'unité chrétienne, cette bienfaitrice à laquelle il devait tout. Quand, en fin de compte, le Sacerdoce eut résisté, lorsque la Papauté eut fait la preuve de l'ascendant supérieur d'une sagesse universelle, le génie allemand tira sa vengeance en procédant au schisme affreux du xvi^e siècle qui fut d'ailleurs pour lui le principe d'une autre ruine. Ainsi tout ce qui sort authentiquement des profondeurs de l'Allemagne connaîtra le même destin, portant le même caractère d'outrance rude et vaine, signe d'une ambition véritablement sans objet parce qu'elle est toujours sans mesure.

Ces édifices de burgraves auront croulé l'un après l'autre pour la seule raison qu'ils n'allaient nulle part et se contentaient d'étaler sous les regards du monde étonné ou moqueur les triomphes béats de la force brute. Toutes les nations allemandes et non la seule Prusse ont donné successivement à l'Histoire l'échantillon de cette erreur. Erreur d'une essence purement allemande. Le sentiment de l'abus ridicule, celui de l'excès criminel, l'idée du correctif, du tempérament et de la limite sont des inventions étrangères qui n'ont pas pénétré ce cuir national. Du haut en bas, c'est la même grossièreté d'intelligence. Mais plus l'on descend, mieux cela se voit. Les épreuves infligées à nos consuls et à nos voyageurs en font des témoignages d'une ignoble naïveté : une police bien faite est celle qui procède à de bonnes fouilles ; la fouille consciencieuse est celle qui s'étend à toutes les parties du corps des patients ; cet

intrépide syllogisme teuton aboutit naturellement à la sordide historiette qu'on trouvera plus loin et qui renouvela sur la frontière de Hollande l'exploit des Barbaresques en Méditerranée, au siècle où Voltaire conta...

Exception faite pour quelques grands Germains, candidats à l'humanité, qui ne laissèrent qu'une rare descendance, l'apogée naturel de ces romantiques-nés se reconnut toujours au même goût de la domination pour la domination. La langue, le fidèle et pur miroir de l'âme populaire, en témoigne elle-même s'il faut en croire ce mystique philosophe et philologue saxon qui remarqua, avec un curieux mélange de vanité et de dédain, que dans les divers idiomes germaniques le titre de roi et de chef exclut toute autre idée que celle de puissance pure, *König, Koning, Canning* : bon pour les pauvres peuples classiques d'enfermer dans leur sang du *basileus*, du *rex*, du *roi*, du *chef* ces vaines notions intellectuelles de directeur de peuples, de guide réfléchi ou de tête éclairée par des yeux bien ouverts ! L'orgueil butor, tiré d'un cas d'infériorité obtuse, exprime à merveille l'épaisseur et la présomption d'une race.

Tel étant et tel se montrant le Germain cultivé, dès qu'il érige en loi son instinct, jugez des autres : ceux qui manient l'outil, ceux qui portent les armes ! Les sévices barbares exercés tous ces jours-ci sur la personne sacrée de diplomates, de prêtres ou de malheureux prisonniers, ne se comprennent tout à fait que par l'étude de l'Allemagne lettrée. Il me souvient d'un professeur à l'Université de Marbourg, fort occupé d'études romanes, qui s'était fait aussi une spécialité d'analyser la « littérature » de la guerre de 1870, Edouard Koschwitz. En 1896 ou 1897, à l'époque où toutes les forces de l'Etat français tendaient à nous faire oublier l'idée de Revanche, ce

petit vieillard blond, jaune et roux vint en France où il prit figure de personnage. Une de ses brochures fut traduite pour nous : cette prétendue « étude psychologique » sur *les Français* pendant la guerre était à peu près entièrement consacrée à la négation placide des « atrocités » « mises sur le compte des soldats allemands » par la seule imagination de libellistes chauvins : l'espionnage allemand n'était qu'un mythe solaire, les fusillades de francs tireurs ou de particuliers inoffensifs, simples racontars de journaux ! Le docteur concluait par un éloge bien senti de « l'action profonde » qu'aurait exercée l'Allemagne au *xix^e* siècle, influence tellement bienfaisante, déclarait-il, que « les générations futures de la France, rendues plus clairvoyantes, ne méconnaîtront pas ce fait : *elles ne regretteront pas même les défaites de la dernière guerre.* » Ils sont comme cela ! disait Jules Lemaitre en éclatant de rire. C'est ainsi que leurs mères les font !

L'Allemand est persuadé qu'il améliore et embellit le monde en le ravageant. Il a peine à comprendre que le monde ne soit jamais de son avis.

C'est ainsi que l'homme allemand, homme total, excellent (*all. man.*, observe le bon Fichte) a perdu la tête, c'est ainsi qu'il la perdra toujours. Il ne faut pas que le sort l'élève trop haut, car, inmanquablement, ce soldat fanfaron, devenu aussi le citoyen fanfaron, réunira l'univers contre lui.

Cette fois, pour le garder de son péché originel, il avait les leçons, les exemples et les traditions continues d'une dynastie économe, instruite à la copie de nos bons modèles français. Comme on n'a cessé de le faire observer ici, il avait ce testament bismarckien qui est la formule la plus nette de l'esprit de conservation dynas

tique prussienne. Personne n'était plus intéressé que Guillaume II et ses fils à s'y tenir, à être en garde contre l'esprit de hauteur ruineuse propre à la Germanie. Or l'esprit allemand a vaincu l'esprit politique. Malgré l'hérédité et malgré la loi salique adoptées enfin, la furie germanique est venue à bout des conseils de la monarchie. Le poison national, lampé depuis quarante-trois ans, finit par être le plus fort. Il a noyé circonspections, prudences, souvenir des précédents et des avertissements. L'Allemand éternel titube sur le bord de la catastrophe historique, dans une direction exactement contraire à celle dont ses grands modèles du passé lui avaient donné la notion.

... Le roi de France fut le juge de paix du monde. Sa magistrature consistait à faire l'union autour de lui. Sauf des moments d'erreur vite réparés, sa tâche habituelle était de grouper les Etats moyens, avec leur clientèle de petits princes, contre le prétendant, quel qu'il fût, à la Monarchie universelle. Ainsi, graduellement, s'imposèrent le prestige, l'honneur et l'amour de la nation française. Ainsi sa propre autorité se créait, s'affermissait et s'étendait. Son royaume était vaste, mais plus vaste l'immense domaine moral adjacent. On a pu dire qu'il était, de père en fils et, sous les derniers Bourbons, plus que jamais, le Fédérateur de l'Europe. Nous avons aujourd'hui un fédérateur allemand. Mais c'est contre lui qu'il fédère désormais les nations. Et c'est à ses dépens que se reforme l'union du monde. Il a su de ses propres mains souder la Russie à la Serbie, la France à la Russie, la Belgique à la France, l'Angleterre à la Belgique, demain peut-être Italie, Hollande, même Portugal, se trouveront ils insérés dans les mailles de la même coalition du seul fait de sa volonté, de sa

manœuvre, et, pour ainsi dire, sans qu'aucune de ces puissances ait eu la peine de le vouloir ou l'audace de le rêver !

CHARLES MAURRAS.

13 août 1914.

L'infériorité allemande. — Leur férocité.

J'admire la naïveté de ceux qui tentent encore de faire une distinction entre la caste des officiers prussiens et le peuple allemand. Cette vieille niaiserie ne date pas d'hier. Elle est une survivance des folies de Michelet, qui a écrit sur nos mauvais voisins, peu avant la guerre de 70, les pages les plus fausses, les plus à contre sens et à contre-réel qu'ait peut-être produites le romantisme. Hugo aussi abonde en insanités sur la vertueuse et humanitaire Germanie. Mais elles n'ont pas le côté à la fois docte et enfiévré de Michelet, elles n'ont pas la prétention comique de s'appuyer sur l'histoire. Il y a un rire que provoque la négation de l'évidence, la négation du principe de causalité. Si vous voulez connaître ce rire-là, ouvrez Michelet.

La vérité est que le tempérament allemand, du haut en bas de l'Empire et dans tous les milieux, est un tempérament féroce, chez qui le manque de tact n'est qu'une dépendance du manque de sensibilité. Cette férocité est méthodique, froidement conçue comme un élément de supériorité ethnique, de domination et de conquête, sans nulle griserie ni dégriserie, et totalement différente de ce que nous mettons d'ordinaire sous les termes de violence ou même de sauvagerie. Elle est, si bizarre que cela paraisse, à base pédante et scientifique. L'officier de ulhans qui encourage ses

hommes à fusiller un enfant de sept ans, ou une jeune fille, ou un prêtre, ou un blessé, procède à ces exécutions horribles avec une sorte de satisfaction barbare, très voisine de celle du savant à lunettes d'or qui expérimente sur des malades un procédé mortel. Sa conscience se satisfait à l'idée que tant de sang versé, que tant de terreur inspirée aboutissent à tel résultat. Il se considère, à ce moment-là, comme un surhomme, comme un gaillard épatant, qui mate la banale pitié des occidentaux ordinaires, mouvement subjectif peu recommandable, et lui substitue l'objectivité. Ces brutes sanglantes à face humaine poursuivent le massacre comme une statistique. Si vous en doutez une minute, c'est que vous ne les connaissez pas.

Je vais vous en donner un exemple, que je considère comme saisissant, puisé non dans la guerre, mais dans leurs exercices du temps de paix.

Il y avait, voici un quart de siècle, en Allemagne, un célèbre neuropathologue du nom de Westphal, qui a donné son nom à un réflexe. C'était un homme de haute taille et jaune, que les étudiants d'alors remarquaient quelquefois dans nos hôpitaux, car il venait en France assez fréquemment. Au cours d'études sur l'opium et son action physio-psychologique, il était devenu morphinomane. Je vous ai déjà dit que la morphinomanie était beaucoup plus répandue encore en Allemagne qu'en France, et que, dans le grand état-major notamment et dans le corps des officiers supérieurs, elle faisait de nombreux ravages. C'est une très bonne chose à notre point de vue, car l'euphorie de la morphine incline les militaires autant que les civils aux entreprises les moins préparées et aux présomptions les plus téméraires.

Westphal avait précisément comme élève un certain Levinstein, inventeur d'un procédé de guérison de la morphinomanie bien allemand, aujourd'hui totalement abandonné, et pour cause, connu sous le nom de « méthode brusque ». Ce procédé, très simple, consiste à enfermer le malade, comme un fou furieux, dans un cabanon capitonné et à l'y laisser pendant trois jours, jusqu'à ce qu'il ait perdu, avec le goût du pain, l'habitude du poison. Westphal, désirant guérir, se remit entre les mains de Levinstein.

Vous croyez peut être que Levinstein, plein d'amour et de respect pour son maître, adoucit un peu sa méthode, ou hésita à l'appliquer dans sa rigueur ? Détrompez-vous. Aussi déterminé qu'un uhlan, il empoigna Westphal, l'incarcéra dans son cachot avec un peu d'eau et de nourriture et fit défense au personnel du sanatorium d'ouvrir la porte sous quelque prétexte que ce fût. On applique le procédé brusque ou on ne l'applique pas. Pendant deux jours et deux nuits on entendit, venant du cabanon, de terribles cris qui allèrent décroissant, si bien que les infirmiers suppliaient Levinstein de les laisser s'informer de ce qui se passait, de détendre un peu son règlement. Levinstein tint bon. Le troisième jour, comme il l'avait décidé, il prit ses clés, ouvrit la porte. Son vénéré maître Westphal était étendu sur le sol, complètement mort, les muscles du corps et du visage tordus de crampes épouvantables. Il avait encore dans la bouche, au milieu d'un reste d'écume, des morceaux du drap de son lit qu'il avait déchiré avec ses dents, au paroxysme de la douleur.

Voilà comment un herr professor allemand peut traiter quelqu'un qui lui est cher, quand son orgueil

scientifique est en jeu. Jugez, d'après cela, de ce que fera un officier de uhlands vis-à-vis de ses ennemis, quand son orgueil national en mouvement sera ulcéré par quelques bonnes reculades. On chercherait en vain, dans la faune des deux mondes, bête plus ignominieusement féroce qu'un tel produit, car les fauves suivent leur instinct bestial, au lieu que l'Allemand suit un instinct ressaisi par la réflexion, et qui lui apparaît comme un dogme stratégique et ethnique. Pour que *Deutschland* soit *uber alles*, il faut fouler aux bottes l'humanité. Cet enfant de sept ans, ces jeunes filles, ces prêtres, sont sacrifiés méthodiquement à Arminius. Leur sang coopère au bien général, qui est la domination de l'Allemand sur l'univers.

Nous avons du mal à nous représenter semblable monstruosité intellectuelle. Elle est cependant — n'en déplaise aux mânes de Hugo, de Michelet, de Quinet — le fond de l'âme allemande, que celle-ci soit prussienne, saxonne, badoise ou bavaroise, logée dans le corps d'un prince du sang ou d'un sabotier. Cela n'empêche de fleurir ni le myosotis, ni le houblon ni une certaine fausse bonhomie, qui en impose au voyageur superficiel et toujours avide d'être aimé. L'Allemand aime son voisin bien cuit. C'est un ogre pédant, mais — qu'on se le dise — c'est un orgre qui se sauve quand on parvient à lui arracher son couteau et qui demande grâce si on lui met ce couteau sur la gorge.

La civilisation exige que le Français, l'Anglais, le Russe et le Belge, maintenant qu'ils tiennent le porc allemand, le saignent sans merci sur leur billot. Alors seulement on respirera,

LÉON DAUDET.

22 août 1914.

Le système « Attila ».

A ce que je vous disais l'autre jour de la férocité méthodique allemande, le *Temps* a apporté une excellente confirmation par certains extraits de l'œuvre principale du général Bronsard de Schellendorf qui est outre-Rhin un des docteurs de la guerre. La méthode d'extermination progressive que préconise cet excellent homme, cet assassin à lunettes, entouré de ses plans, cartes et citations, devra porter devant l'avenir le nom de « Système Attila ». C'est, en effet, le retour à l'invasion destructive pure et simple, de telle façon que les populations envahies soient d'abord frappées de terreur et ensuite remplacées peu à peu par l'envahisseur. Le tout se ramène à l'axiome suivant : *Pour mieux déloger, il faut tuer*, et à son corollaire : *Plus on tue l'habitant, moins il y a ensuite de bouches à nourrir*.

Le joli de la chose, c'est que tandis que ces textes homicides, que ce vade-mecum du parfait égorgneur s'imprimaient tranquillement en Allemagne, vous trouviez des gens pour protester contre « l'imbécile hypothèse d'une agression allemande », pour continuer à défendre le mythe d'une Allemagne idyllique et amie de la paix, menée par quelques méchants impérialistes. Quand la guerre actuelle sera terminée par la défaite des bandes d'Arminius, quand le calme momentané sera revenu, je compte vous offrir à ce sujet un choix de citations non moins édifiantes que celles tirées de Michelet, Hugo, Jules Simon et Emile Ollivier avant la guerre de 1870. Il importe que ces monumentales stupidités demeurent comme un témoignage de l'aveuglement des politiciens et aussi des professeurs de

Sorbonne. Nous transmettrons le dossier à nos fils, afin qu'eux aussi soient mis en garde.

D'autres, non moins aberrants, se laissaient prendre aux amabilités de surface de Guillaume II et des hauts personnages qui l'entouraient. Une réception à la cour, quelques paroles courtoises, avaient raison de leur résistance et les livraient pieds et poings liés à la fourbe du Hohenzollern. Il y a environ neuf ans, au moment où ce stropiat grandiloquent était menacé d'un cancer à la gorge, j'écrivis sur lui, dans la *Libre Parole*, un article intitulé *Ceci tuera cela*, où, renseigné quant à ses véritables desseins à notre endroit, je me permettais de lui souhaiter de crever, non sans avoir transmis son cancer à sa petite famille, dans le plus bref délai possible. A cette occasion, je fus blâmé par un certain nombre de gens raisonnables, de confrères — dont j'aurai la miséricorde de taire les noms — qui soutenaient que Guillaume II avait « des sympathies pour la France » et qu'il importait de ne pas les aliéner. C'était quelques semaines avant l'alerte de Tanger. Si je cite ce petit fait, c'est qu'il montre bien l'état de candeur où croupissaient alors beaucoup de nos compatriotes, dans les sphères dites éclairées.

D'autres s'imaginaient faire preuve de largeur d'esprit en maintenant cette ânerie monumentale, ce bateau de la supériorité prétendue de la kultur allemande, dont ceux de ma génération ont été persécutés. Nos défaites de 70-71 avaient eu pour résultat de germaniser complètement l'enseignement de la philosophie dans les lycées, collèges et institutions de France, si bien que le grand bénéficiaire intellectuel du traité de Francfort fut en réalité Emmanuel Kant. Que de mal nous avons eu, juste ciel, à nous débarrasser du

poison kantien ! J'en appelle ici à Pierre Lasserre et à Vaugeois, avec qui nous regonflons si souvent — comme disait Mallarmé — ces souvenirs divers. Après Emmanuel Kant, le deuxième bénéficiaire fut Richard Wagner, chez qui, sous les ondes sonores, veillait également l'âme avide, haineuse et sanglante d'Attila, d'un Attila qui brûle une ville où on lui a refusé un opéra. Croyez-vous qu'il avait assez raison, ce cher petit marmiteux sifflant *Lohengrin*, et avec *Lohengrin* toute la ferraille de l'inverti forcené de Bayreuth !

Cependant, sous l'humanitarisme, sous les extases des salonnards en voyage, sous la kantomanie et sous la wagneromanie, les herren du grand état major continuaient à aiguïser le fer allemand, à préparer les balles dum-dum et les baïonnettes dentelées. A l'abri de l'engouement des germanophiles et de l'indifférence de beaucoup d'autres, les Von der Goltz et les Bronsard de Schellendorf piochaient leur « vortrag » sur l'égorgeement des neutres, l'incendie des villages, le massacre des otages, des femmes et des enfants et tout le système Attila. Quand on tient la kultur, il importe de la propager par le feu et le sang. L'éventrement d'un enfant de sept ans par un uhlan botté doit servir au perfectionnement de l'humanité germanisée. En avant, par delà, non les tombeaux, mais les cadavres !

Le réveil des illusionnés est rude. D'ailleurs beaucoup d'entre eux ne sont qu'à moitié réveillés et, avant quelques années, seront retombés dans leurs illusions. Mais je parle pour les autres, pour l'immense majorité des Français qui n'ont jamais gobé le grossier appât allemand et qui, depuis vingt ans, voyaient venir le coup de chien. C'étaient eux les clairvoyants et les sages. Ils avaient transmis à leurs enfants leur lucidité et leur

ardeur. Ce sont ces fils de ceux qui n'oublieraient pas qui sont en train de sauver la France. C'est grâce à eux qu'échoue le système Attila.

Notre deuxième victoire sur ces bandes sera de demeurer des civilisés. Mais, de grâce, ne devenons pas débonnaires. Ce serait la pire des duperies.

LÉON DAUDET.

26 août 1914.

Reims sera vengée.

Nous avons des représailles prêtes. Il sera urgent de les exercer. Il ne faut pas que les destructions de l'Allemagne restent sans réponse. Cela serait impolitique et cela serait immoral.

Nous ne voulons pas la destruction des monuments des arts. Nous savons ce que l'Allemagne en renferme. Nous admirons à Nuremberg Durer et la Renaissance, à Cologne l'art gothique allemand. Plus que les Allemands eux-mêmes, nous en sentons le prix. Plus et mieux que les Allemands, avec des lumières supérieures, nous aimons les belles résidences, les jardins élevés, sur le sol divisé de l'ancienne Allemagne, par vingt petits princes, clients ou émules de nos rois : Schleisheim, Mannheim, Hernhausen, Potsdam, la Favorite, Wurtzbourg : styles baptisés là-bas *baroque* et *rococo* et que nous appelons Louis XIV et Louis XV.

Nous savons la splendeur des collections de peinture de Dresde, de Cassel, de Munich, de Brunswick, de Schwerin. Saccager, compromettre ce trésor serait un crime. Ce crime, les Allemands le commettent ; nous, nous ne le commettrons pas. Mais, heureusement, l'Allemagne rassemblée, *l'Allemagne une*, nous présente

d'autres objets, aussi ridicules, aussi affreux à l'œil que maudits dans leur inspiration,

Monuments récents de l'unité forgée, du despotisme militaire, anticipations tumultueuses d'une durée que nous voyons se dérober à leurs prises, bravades de soldards romantiques, fantaisies de pédants retors. Ni le goût ni la noble histoire ne sont intéressés dans leur conservation ; c'est sur ceux-là que nous frapperons.

Aux quinze siècles d'histoire immortalisés dans la cathédrale de Reims, que les obus prussiens viennent d'incendier, nous ferons tomber en sacrifice l'horrible *Germania* du Niederwald.



Personne ne regrettera ce monument. Il est laid et son insolence ne l'exempte pas de la platitude. L'unité allemande bâclée en quarante ans l'a juché là comme un défi aux siècles, à six cents pieds au-dessus du Rhin, en vue de Bingen, de la Hesse rhénane, du Palatinat, de Deux-Ponts, de Sarrelouis, de Landau et de l'Alsace.

Une statue criarde et prétentieuse de l'Allemagne, *Germania*, le surmonte. Le piédestal a vingt-quatre mètres. Sur ce piédestal, un bas-relief d'inspiration pompeuse et écolière représente l'apothéose de Guillaume I^{er}. Un autre représente le Rhin remettant la garde de l'Empire à la Moselle. Il faudra que cela saute, une fois l'Alsace rendue.

Cela fut achevé en 1884. A l'inauguration, l'empereur parla ainsi :

« Quand la Providence veut manifester sa volonté par de grands événements, elle choisit la nation et l'époque qui lui plaisent pour exécuter ses décrets. Dans

les années 1870 et 1871, nous avons senti une pareille intervention de la volonté divine. Le peuple allemand en armes, conduit par ses princes, a été l'instrument de la Providence. »

Certes, et pour une grande leçon. Il s'agissait de montrer au monde jusqu'où le délire de l'orgueil peut conduire un peuple grossier, voué par toutes les leçons de l'histoire au morcellement et au partage.

Que Dieu fasse la grâce à cette génération d'être témoin de la sanction.

Puissé-je de mes yeux y voir tomber ce foudre !

Que les prières dont Reims fut témoin quinze cents ans, que celles du baptême de Clovis, que celles du sacre des rois, de Hugues à Charles X, que l'intercession de Jeanne d'Arc, qui tint son étendard sous ces voûtes qui s'écroulent, que les saintes exécutions, que les prières fidèles qui monteront de toute la France à la nouvelle de l'attentat prussien, valent à nos armées la victoire ! Qu'elles soient pour nos soldats la source d'une irrésistible vaillance ; qu'elles valent à nos généraux, à Joffre, à Pau, à Castelnau, toute l'étendue de leur sagesse, toute la constance de leur volonté, toute l'agilité de leur génie, toute la lucidité de leur science !

Au bruit répandu de l'Allemagne battue sur l'Aisne, comme elle l'a été sur la Marne, devant Reims comme devant Châlons, la Germania tremblera sur son socle, elle sentira venir le coup de botte qui la fera rouler en morceaux dans le Rhin.

Le noble fleuve alors verra reflourir la fierté de ses établissements romains, Cologne, Coblençe, Mayence, opprimés par le barbare trophée des descendants de Witikind. Dans le verre du soldat français, les crus de

Rudesheim, qui couvrent le Niederwald, pétilleront en l'honneur de cette délivrance.



Mais cela ne saurait suffire. Après le trophée du sordard, il faudra supprimer le monument du cuistre. Nos armées iront jusqu'en Bavière, et près de Ratisbonne, jetteront la Walhalla par terre.

Cela encore est dû à l'orgueil allemand, qui, dans un temple grec de style munichois barbouillé, a casé, tant inscriptions que bustes, une centaine de gloires allemandes. Dans ces gloires, arrogamment requises pour faire cortège à l'unité germanique, apprenez, Français, qu'il y a Clovis, Charles Martel et Charlemagne ; apprenez, Anglais, qu'il y a Alfred le Grand et Alcuin ; apprenez, Suisses, qu'il y a Furst, Stauffacher et Melchthal, conjurés du Grutli ; apprenez, Polonais, qu'il y a Copernic ; apprenez, Hollandais, qu'il y a Erasme et Guillaume le Taciturne ; apprenez, Belges qu'il y a Van Eyck et Rubens.

Par nos mains, chaque nation d'Europe verra ses gloires désannexées de l'outrecuidante mainmise allemande. On laissera aux Allemands Alaric, roi des Wisigoths ; Odoacre, roi des Hérules ; Genséric, roi des Vandales, réclamés par eux comme ancêtres, hôtes de la Walhalla, dignes d'elles, et, pour célébrer leur mémoire selon leur caractère et selon leur engeance, on mettra le feu. Et ce feu purifiera l'Europe. Et sans dommage du goût, au profit de l'histoire, maquillée dans ces mascarades, Louvain et Reims seront vengées.

L. DIMIER.

21 septembre 1914.

Si Bismarck revenait...

Je me trouvais en Allemagne, il y a dix-sept ans, lorsque la mort de Bismarck survint, et, quelque haïssable que fût notre grand ennemi, je ne pus m'empêcher d'être frappé par la mélancolie de cette fin d'existence. Mieux fait, comme toutes les natures vigoureuses, pour la colère que pour la tristesse, le solitaire, l'exilé de Varzin n'avait pas dissimulé la rage que sa disgrâce lui avait causée. Le fondateur de l'unité allemande et de l'Empire était mort dans la peau d'un frondeur, et il n'avait pas dissimulé l'expression de sa rancune et de son dédain pour le jeune maître qui l'avait chassé du pouvoir. Aussi l'Allemagne officielle avait-elle fait au chancelier de fer des obsèques solennelles mais embarrassées. On comprenait que l'intelligence dominante de l'Allemagne nouvelle s'en allait, et nul n'osait en convenir. Une obscure anxiété régnait sur les Allemands. Guillaume II lui-même, en dépit de sa fastueuse assurance, accusait un certain trouble. L'Allemagne sans Bismarck ! On eut, ce jour-là, le sentiment que l'Empire avait perdu sa plus solide armure et que c'était l'histoire d'une autre Allemagne qui commençait...

D'ailleurs Bismarck, durant les longues journées d'oisiveté rageuse qu'il avait passées dans sa solitude de Varzin avant de mourir, n'avait pas manqué de prévoir ce qui arriverait, lui disparu, et ses leçons une fois oubliées.

Il savait bien la peine qu'il avait eue à transformer Guillaume I^{er} de roi de Prusse en empereur allemand. Il connaissait par expérience l'inaptitude des Hohenzollern à sortir de leur tradition prussienne, à élargir leur esprit jusqu'à la conception impériale. En 1871, lorsque

Bismarck avait créé l'Empire, subordonné, grâce au prestige des victoires remportées sur la France, les princes allemands à la Prusse. Guillaume I^{er} lui avait donné d'incroyables soucis par son entêtement et même par ses hésitations, tandis que le futur Frédéric III, — Frédéric « le Noble » en personne, — avait failli tout compromettre par ses exigences et par son orgueil. Oui, Bismarck le savait bien, que les Hohenzollern ne comprenaient pas et ne comprendraient jamais sa politique, que leur esprit restait et resterait borné aux habitudes de brutale rapacité des margraves de Brandebourg. Et c'est pourquoi, inquiet de l'avenir, il avait eu le soin de mettre ses successeurs en garde contre les fautes et les erreurs qu'il avait prévues et dont il avait calculé toutes les conséquences pour l'Empire allemand.

Bismarck ne méconnaissait pas la suite de bonheurs inespérés et d'occasions favorables saisies au vol grâce auxquels il avait pu réussir à mettre sur pied sa grande Allemagne. Il savait bien que la chance d'avoir eu « une grande incapacité méconnue » (ainsi appelait-il Napoléon III) pour adversaire avait été le plus sûr élément de son succès. Bismarck ne se dissimulait pas que l'Empire qu'il avait créé « par le fer et par le feu » restait un édifice fragile, un édifice qu'il fallait maintenir en état de défense par l'entretien d'une force armée extraordinaire, et aussi par une diplomatie d'un doigté et d'une prévoyance toujours sans faiblesse. Il répétait infatigablement que la situation géographique de l'Allemagne ne pouvait pas être changée, et que cette situation n'était pas favorable, l'Allemagne, avec ses frontières ouvertes et les nombreux et puissants voisins qui l'entourent, étant exposée de toutes parts aux invasions. Il rappelait que Frédéric II disait déjà de son royaume

que c'était une enclume sur laquelle frappaient trois marteaux, et il adjurait les hommes chargés de gouverner l'Empire de faire en sorte que les trois marteaux fussent empêchés de se réunir et d'accabler ensemble l'enclume.

Bismarck l'avait-il assez proclamé qu'il avait le « cauchemar des coalitions » et qu'il ne craignait qu'une chose : une guerre d'anéantissement dirigée contre l'Allemagne par plusieurs puissances européennes alliées ! Avait-il assez clairement expliqué que, si l'alliance de l'Allemagne et de l'Autriche était une combinaison recommandable, encore ne fallait-il pas que l'Allemagne exposât les os d'un seul grenadier poméranien pour que l'Autriche pût réaliser les promesses de dédommagement et d'agrandissement du côté de l'Orient que lui-même lui avait faites ! Avait-il été assez bon prophète, lui, l'inventeur du pacte triplicien, lorsqu'il avait averti les Allemands qu'ils seraient les derniers des imprudents s'ils comptaient, pour toujours et sans réserve, sur le concours de l'Italie !

Aujourd'hui, si Bismarck pouvait revenir sur cette terre, il verrait que Guillaume II, — le jeune orgueilleux qui avait disgracié et chassé le vieux serviteur de son grand père, — n'a pas suivi les sages conseils que le fondateur de l'Empire avait donnés, et qu'il a commis toutes les erreurs contre lesquelles l'Allemagne, en suivant les leçons bismarckiennes, devait être à jamais gardée. La France, l'Angleterre et la Russie coalisées contre l'Allemagne, l'Empire engagé par sa propre maladresse et ses provocations dans une lutte formidable avec l'Europe, l'Italie neutre, l'unité allemande compromise ! Dans quelle colère contre les auteurs de tant de catastrophes et dans quel désespoir entrerait le chance-

lier de fer si ce spectacle pouvait être vu par ses yeux, si son œuvre gâchée lui apparaissait !

L'Histoire dira sans doute que l'unité allemande était une construction artificielle, contraire aux intérêts et à la tranquillité de toute l'Europe, et qui n'avait pu naître et se maintenir que par le génie politique de Bismarck. L'Histoire reconnaîtra certainement aussi que les Hohenzollern ont été inférieurs à la tâche de conduire un vaste Empire. Quand on pense que le jour où Guillaume II lançait son fatal ultimatum à la Russie et à la France, et, en décidant de violer la neutralité de la Belgique, provoquait l'Angleterre, il avait, à coup sûr, à portée de la main, dans son cabinet de travail, les deux volumes de *Pensées et Souvenirs* où Bismarck a si clairement défini ces périls et classé ces fautes parmi celles que le gouvernement impérial ne devait jamais commettre, quand on pense à cela on se dit que Guillaume II a signé ce jour-là sa propre déchéance comme empereur allemand.

JACQUES BAINVILLE.

7 octobre 1914.

Individualisme et pangermanisme.

« *L'Allemagne et la Guerre.* »

M. Emile Boutroux vient de publier dans la *Revue des Deux Mondes* des considérations qu'on lira avec charme. Sans comparer l'illustre professeur à des personnages officiels tels que le poète lauréat de l'Angleterre ou le poète du gouvernement dans la République Argentine, on peut le tenir pour l'une des voix du régime : cousin ou beau-frère du président de la Répu-

blique, membre de l'Académie française, arbitre de la Sorbonne, ses idées sur l'Allemagne et la Guerre peuvent aider à définir les idées qui courent le monde officiel.

Elles sont en progrès. M. Boutroux nous change de déclamations un peu creuses sur le militarisme prussien ou bismarckien. Ce n'est pas à Bismarck, c'est à Fichte qu'il fait remonter les origines du germanisme brutal. Cette mention de Fichte constitue pour nous plus qu'une satisfaction, et presque un succès : il y a juste vingt ans que nous la demandons, il y a vingt ans que nous signalons l'importance des *Discours à la nation allemande*, sur lesquels on s'appliquait toujours à glisser. Nos instances de 1895 concoururent à faire souscrire 200 exemplaires de la traduction du capitaine Philippe au conseil municipal de Paris. Et ce fut à peu près tout, jusqu'à l'article du 15 octobre 1914...

Nous avons avec M. Emile Boutroux quelques autres points d'accord.

« La culture allemande diffère profondément de ce que l'humanité entend par culture et civilisation. » Si M. Boutroux donne la plénitude de leur sens à ces mots de lui, ils correspondent à notre pensée. Et les vives peintures que Daudet a faites de l'Allemagne pourraient servir de préface aux remarques, peut-être un peu tardives, mais fines et justes, de M. Boutroux, sur la grossièreté de la nature allemande.

Quel contraste, dit-il, entre la science de ce peuple et l'état de ses mœurs, sa médiocrité de caractère et d'âme !

Chez tel savant spécialiste (mettons de chirurgie ou de philologie) « quelle disproportion souvent entre sa science et son degré d'éducation ! Quelle vulgarité de

goûts, de sentiment, de langage, quelle brutalité de procédés : » La fibre morale est en retard sur un développement scientifique, militaire et politique incontestable et incontesté. Quelques-uns aimeraient s'en tenir à cette explication. M. Boutroux ne le veut pas. Il n'en est pas satisfait, et il a raison : cette grossièreté et cette barbarie savantes sont mises en système, dit-il. Il fait une analyse du système allemand.

Excès ou lacunes.

M. Boutroux a mentionné Fichte. Quel ennui qu'il n'ait pas tiré de ce nom et de cette doctrine tout ce qui y est contenu ! Son hésitation fâcheuse fait tourner court une analyse qui s'annonçait bien. Vous y trouverez de bons morceaux, des indications justes, des remarques de détail fort susceptibles d'instruire et de divertir tout le monde. Vous saurez ce que c'est que la hiérarchie germanique des peuples suivant qu'ils sont *naturvölker*, *halbkulturvölker* ou *kulturvölker*, ou même *vollkulturvölker*, lesquels emportent le bâton de maréchal de la Culture, Mais le passage de la basse nature allemande à la divinisation, plus basse et plus grossière encore, de cette nature, M. Emile Boutroux ne l'établit point. On sentira peut-être pourquoi.

En attendant, il revient par un détour à l'idée des deux Allemagnes et de la corruption de la bonne par la méchante : la prussienne. A l'Allemagne qui fit sa liberté par l'unité, il oppose l'Allemagne qui voulait réaliser son unité par la liberté ; à l'Allemagne de Sadowa et de Sedan l'Allemagne du Parlement de Francfort, c'est-à-dire à l'Allemagne de la réussite l'Allemagne de l'avortement : même après un nouvel

Iéna, ce point de vue risquera d'être trouvé faible en Allemagne. Une « Allemagne libre dans l'Europe libre » qu'il essaye de saluer dans un avenir idéal rappelle cette Eglise libre dans l'Etat libre, quelquefois entrevue en rêve, mais qui a toujours mal tourné en réalité.

M. Boutroux croit devoir s'attendrir, s'étonner, se révolter devant la succession de ces deux Allemagnes : fi donc, après l'Allemagne de l'impératif catégorique et du moralisme kantien, l'Allemagne immoraliste des soldats de Bismarck et de Guillaume II ! On dirait que M. Boutroux n'a jamais vu sortir le jacobin du libéral comme le fruit de la fleur, on dirait qu'il n'a jamais vu un 1793 naître logiquement d'un 1789 ni une Terreur d'une Déclaration des droits de l'Homme ? Les marques d'émotion et de trouble données devant un enchaînement aussi naturel ne sont pas un état d'esprit très philosophique.

Ce sont les trous de son analyse. Ils sont couverts de la façon la plus ingénieuse par d'intéressants souvenirs donnés aux paradoxes dialectiques de la philosophie allemande, tels que l'inertie du bien, la fécondité du mal ou la génération du bien par le mal. Mais ces jeux ne sont pas proprement allemands, la philosophie des Grecs ou leur sophistique ne s'y est-elle amusée à plus d'une reprise ? Quant au culte de la force sur lequel M. Boutroux appuie si éloquemment, il y a des distinctions à faire. D'abord ce n'est pas la force en soi que l'Allemagne adore, c'est la force en tant qu'allemande. De plus, le culte de la force, le goût de la domination, l'appel aux puissances mystiques en faveur d'un empire ou d'une armée ne sauraient être confondus avec cette folle apothéose du *moi* allemand. Toute

l'Europe des croisades s'est dite le soldat de Dieu, et la paix romaine (*Romè*, force) a. « par la bouche d'or du plus doux des poètes », chanté son droit à s'imposer aux nations pour leur propre bien. M. Boutroux n'aura qu'à rouvrir l'*Enéide* aux vers qui suivent de près certain hexamètre applicable au général Joffre :

*Tu regere imperio populos, Romane, memento ;
Hæ tibi erunt artes, pacique imponere morem
Parcere subjectis et debellare superbos.*

Les pangermanistes ont beau démarquer ces beaux vers. Ils ne feront pas de Virgile un impérialiste allemand. L'explication trop flottante de M. Boutroux enfermerait une profonde duperie si elle leur permettait l'embauchage du poète sacré.

L'individualisme allemand.

Essayons d'esquisser ce que M. Boutroux a laissé en blanc. La doctrine de Fichte où le libéralisme de Kant semble porter et mûrir son jacobinisme, a été appelée l'Individualisme absolu. Kant avait marqué la valeur transcendante de l'individu, mais d'un individu général et abstrait. Ce que Kant avait dit du moi rationnel et humain, Fichte, en somme, le transporta à son moi concret de Germain. L'application qu'il en a faite à la Nation allemande alors vaincue et terrassée bénéficia du vaste courant de libéralisme politique et d'individualisme religieux qui coulait en Allemagne non seulement depuis Kant et la Révolution française, non seulement depuis Rousseau, mais depuis la Réforme de Martin Luther. C'est ce dont il aurait fallu se souvenir, en bonne philosophie de l'histoire, au seul nom

de Fichte. Mais c'est aussi ce qu'il fallait bien éviter, en bonne doctrine officielle de la République. Kant, Rousseau, les Droits de l'Homme, la Réforme : *danger* ! En pleine invasion germanique, est-il possible de montrer l'étroite affinité du monde germanique, de l'esprit germanique avec les trois ou quatre dieux et déesses qui président à l'esprit public de notre régime et que ce régime a dû mettre sur les autels ?

L'*Action française*, qui protesta énergiquement en 1912 contre le bicentenaire de Rousseau, ne peut concevoir les mêmes hésitations que M. Boutroux. C'est d'ailleurs sa doctrine constante qu'elle retrouve et vérifie en s'exprimant en toute liberté sur ce fruit de Germanie : l'individualisme.

Idées françaises ou germaniques ?

« Idées françaises », disait-on. On peut se reporter à nos lointains fascicules de 1899 ; nous répondions déjà : elles sont germaniques, les idées de la Révolution et de la Réforme. Cela se lit presque en toutes lettres dans Montesquieu, et le protestant doctrinaire Guizot ne s'y trompait pas lorsqu'il enseignait que la thèse de la « liberté individuelle » du *Contrat social* et de la Déclaration des Droits nous était venue des Germains. L'autre soir, au *Temps*, M. Edmond Perrier, en rapportant cette opinion, s'en étonnait. Il rapportait aussi le sentiment de Goethe qui, lui, ne s'en étonnait point et qui donnait à Eckermann ce commentaire des vues de Guizot :

N'est-ce pas complètement exact ? La Réformation n'en dérive-t-elle pas ?... Et ce salmigondis de notre littérature, cette manie d'originalité chez nos poètes dont cha-

eun s' imagine frayer de nouvelles routes, ce besoin, qu'éprouvent nos savants, de vivre à part et dans l'isolement ; ces individualités qui ne relèvent que d'elles-mêmes, qui n'agissent qu'à ce point de vue, tout remonte à ce principe Les Français et les Anglais ont plus de cohésion... Quant aux Allemands, chacun procède à sa guise ; chacun recherche sa propre satisfaction ; on ne s'inquiète pas d'autrui, car l'individu porte en soi l'idée de la liberté personnelle, et celle-ci, en effet, inspire d'excellentes choses, mais aussi bon nombre d'absurdités.

Les « traditions de brutal égoïsme » que Goethe trouvait propres à sa patrie ne purent être associées dans l'ordre politique ou administratif qu'à la manière de Bismarck, usant d'abord du fer et du feu, puis maintenant la coopération de ces égoïsmes par un appel continu aux convoitises, au goût du pillage, aux passions de la rapine et du gain. A ce prix, mais à ce prix seulement, l'égoïsme forcené des personnes était mis en état de consentir des sacrifices à un égoïsme collectif, à un égoïsme de race. La sociabilité spontanée n'existant point ou existant peu en Allemagne, une sociabilité artificielle y naquit de la cupidité devant les proies offertes et les butins promis.

Le primat du moi germanique.

Le culte instinctif et traditionnel de chaque *moi* allemand est devenu ainsi le culte du *nous* germanique. Et là se montre une différence profonde entre l'apothéose que fait d'elle-même l'Allemagne et les procédés qui y ressemblent de loin chez d'autres peuples. A la lueur de la doctrine individualiste, on comprend que l'Allemagne veut déifier, non l'idée qu'elle peut avoir de son

droit et de sa raison ou même de sa force, mais purement et simplement l'idée allemande. *Quia nominor Deutschland!* Athènes s'est épanouie dans le symbole de la sagesse humaine et divine, mais c'était la couronne même de ses œuvres, la fleur de son art, l'expression et le signe d'une loi qu'elle obéissait. Rome s'est élevé des temples, mais en se prévalant de services séculaires rendus à toutes les races du monde : la chrétienté incarnait dans ses armes la volonté de Dieu, mais en commençant par considérer de combien de façons « païens ont tort, chrétiens ont droit ». Avec l'Allemagne, tout change : elle commence par dire *moi* et, tout ce à quoi les autres peuples se subordonnaient, beauté, civilisation, science ou religion, elle se le subordonne à elle. Sa science n'est pas bonne comme science, mais comme allemande. Cette *ancilla germaniarum* se justifie par les services rendus à l'Allemagne, non l'Allemagne par les services rendus à la science, l'individualisme germain ne pouvant être primé par quoi que ce soit.

Voilà l'erreur philosophique allemande. Son rapport avec le kantisme, qui fait tourner le monde autour du moi, qui prend le *moi* pour le soleil des planètes intérieures, ce rapport-là n'est pas douteux. Il est à peine utile d'indiquer comment s'y rattachent le romantisme, ne cherchant dans les arts que l'originalité, et l'esprit révolutionnaire, entendant par la politique le simple épanouissement — d'abord (1789) des droits de l'individu, puis des instincts, des passions et des intérêts du même individu, pour autant qu'il en a la force (1793).

L'individualisme libéral fonde l'Etat sur les *vœux* (ou les *votes*) individuels, à l'exclusion de tout le reste. Et, quand on a exclu tout ce reste traditions, coutumes, droits et établissements collectifs, conditions

nationales et religieuses), il en découle, au profit de la majorité des individus, une effroyable tyrannie de l'Etat qu'ils composent seuls. Le pays qui a le malheur de tomber sous le joug d'un Etat ainsi fait n'a qu'une branche de salut : la race peut y être meilleure que le système et le citoyen peut y valoir mieux que l'institution. C'est assez le cas de la France.

Ce n'est pas celui de l'Allemagne. L'erreur philosophique de l'Allemagne devait aboutir à des crimes contre l'Europe, puis au suicide allemand.

La déesse allemande.

Pourquoi ? Parce que l'Allemagne valait encore moins que sa doctrine. Reportez-vous aux remarques si justes de M. Boutroux sur la grossièreté et l'épaisseur de l'étoffe dont est faite cette nation. M. Emile Boutroux n'en a pas tiré les conséquences, mais ces conséquences existent. Tant qu'une doctrine supérieure, telle que le catholicisme, telle encore que la civilisation française au xvii^e siècle, lui était juxtaposée et proposée en exemple, il y avait espoir de progrès et de correction pour l'Allemagne. Mais quand la seule doctrine officielle qui lui fût offerte de haut fut le conseil d'être de plus en plus conforme au caractère et au génie allemand, quand cette forme du jacobinisme historique et philosophique, régulièrement dérivée de la Réformation et du Libéralisme encyclopédique : « Soyons nous-mêmes, ne soyons que nous-mêmes, élevons tous les traits de notre nature *au-dessus de tout* », la régression barbare était inévitable pour la Germanie.

Etant admis que l'Allemagne signifie l'humanité pure, parfaite et divine, l'Allemagne opéra l'analyse de

sa nature. Elle se demanda qui elle était. Elle vit au fond d'elle-même ce qui y était : le brutal, le violent, le sauvage, l'impoli, l'indégrossi et le dur. Elle mit sur l'autel toutes ces belles choses, en rejetant avec mépris tout tempérament étranger. Le fou bossu qui se croirait Dieu mettrait la bosse au rang des attributs divins. Ainsi a fait l'Allemagne de ses bosses, de ses tares, de ses verrues, de tout ce que l'individualisme absolu, appliqué à sa personne ethnique, lui interdisait de redresser ou de réformer. Sa valeur allemande n'était plus à juger, puisqu'elle était juge ou critère et servait à juger le reste du monde. Un seul devoir : mettre à la disposition de ce juge et créateur du droit les éléments de force, les moyens de domination, capables de permettre son épanouissement absolu. Le succès pouvait être chanceux à l'époque de Jean Gottlieb Fichte : après Blücher, Bismarck put se flatter de l'assurer et les pangermanistes ont rêvé de l'éterniser.

Que l'anarchisme est suicide.

L'Allemagne n'a pas fait de Révolution directe contre ses princes et ses rois ; elle en a fait une contre la papauté au xvi^e siècle, elle en a tenté une au xix^e et au xx^e contre l'ordre du monde, l'Europe et la civilisation. Sa discipline politique et militaire comme son esprit scientifique, comme aussi la production de quelques personnalités de valeur, ont mis longtemps, trop longtemps, des moyens de réalisation puissants au service d'une idée construite au rebours de la sagesse et de la raison : l'idée anarchiste utilisée au profit d'un peuple. L'ordre matériel a servi de la sorte le désordre mental et l'ordre politique le désordre moral le plus

complet qui ait été vu et conçu depuis qu'il y a des hommes. Ces renversements, ces défis, peuvent réussir, mais, comme disait Pascal, « jusqu'à un certain point seulement », et leur succès devait contribuer à rendre la chute plus profonde. L'individualisme allemand, l'anarchisme absolu systématisé par l'Allemagne et devenu le principe de son Etat, la religion de son Etat, devait fatalement renverser de lui-même cet Etat ainsi que les forces militaires ou civiles subordonnées, et c'est ce qui est arrivé effectivement : en juillet-août 1914, on a pu voir Guillaume II et son fils jeter, de leurs propres mains et sur leur propre empire la bombe destinée à accomplir cette destruction par le faite.

CHARLES MAURRAS.

17 octobre 1914.

VI

Le conflit européen.

La naissance du conflit. Les alliances engagées.

Le conflit se développe avec lenteur, plus de lenteur qu'on ne s'y fût peut-être attendu, mais il se développe sûrement. Les choses obéissent visiblement à une volonté qui n'est ni celle de l'Angleterre ni celle de la Russie. Telle est la situation ; il ne servirait à rien d'essayer de le dissimuler,

En premier lieu, l'Autriche a déclaré la guerre à la Serbie. Appuyée par l'Allemagne, l'Autriche accomplit de point en point le programme qu'elle s'est fixé. Les menaces de mobilisation de la Russie n'ont pas empêché le gouvernement austro-hongrois de passer à l'exécution de son ultimatum. Voilà le grand fait de la journée du 28 juillet.

D'autre part, l'Allemagne repousse le projet de médiation conçu par sir Edward Grey. Ou du moins elle n'en accepte que le principe, et trouve à l'application un si grand nombre de dangers que sa réponse équivaut à un refus. Sir Edward Grey en est pour une proposition de conférence inutile de plus.

Il devient dès lors un peu plus évident, d'heure en heure, que le bloc austro-allemand persévère dans cette politique d'intimidation qui lui a constamment réussi depuis neuf ans.

La question est de savoir si la Triple Entente hésitera

encore devant l'énormité du risque ou si, en présence de la tyrannie exercée par le germanisme, elle se décidera à une tentative de libération. A cette question, c'est à la Russie, directement intéressée cette fois, qu'il appartient de donner une réponse. Une fois la guerre déclarée par l'Autriche à la Serbie, c'est du côté de Saint-Pétersbourg que doivent se tourner tous les yeux.

La France attend ce que fera son alliée : et c'est assurément une des heures les plus angoissantes que nous ayons depuis longtemps traversées. Les événements se présentent de telle manière que pour l'alliance franco-russe comme pour l'alliance austro-allemande, le *casus fœderis* peut s'imposer aujourd'hui ou demain dans toute sa pureté.

Qui voudrait se dédire du pacte se rayerait du nombre des puissances. Or nul ne voit encore qui reculera. Et si d'aucun côté on ne recule, c'est la guerre inévitable.

JACQUES BAINVILLE.

29 juillet 1914.

La guerre des nations.

Il importe de comprendre à fond et de saisir avec force les causes du conflit européen si l'on ne veut pas que la politique française soit exposée à des erreurs, le public à des déceptions. Déjà, de divers côtés, on a fait fausse route, on a tiré des interprétations excessives de certaines paroles comme celle de ce prisonnier allemand qui aurait dit : « Cette guerre est une guerre d'officiers. » Méfions-nous des anecdotes et essayons de pénétrer au centre des réalités.

Si nous remontons à trois mois en arrière, — un peu de temps avant l'assassinat de l'archiduc François-Ferdinand, — nous découvrons que la situation diplomatique était la suivante :

L'Europe se trouvait divisée en deux groupes antagonistes, Triple Alliance et Triple Entente, dont l'opposition, en temps normal, avait pour résultante un équilibre, relatif sans doute, mais qui, tel quel, était considéré comme une garantie de paix. Garantie extrêmement précaire, ainsi que l'événement l'a prouvé. En fait, les deux grands systèmes d'alliances renouvelaient avec une frappante similitude les plus célèbres combinaisons de la diplomatie historique, celles qui s'étaient incessamment formées, dissoutes et reformées au dix-huitième siècle, et qui avaient causé les interminables conflits de ce temps-là, continués et aggravés par les grandes guerres de la Révolution. Triple Alliance et Triple Entente eussent été des conceptions immédiatement familières à Choiseul, à Kaunitz ou à Frédéric II revenant parmi nous. Cent fois nous avons vu ici que la République française faisait, sans s'en rendre compte, de la diplomatie d'ancien régime dans les conditions d'existence de la démocratie.

Quelque dangereux que pût être l'antagonisme de ces deux groupes de puissances rivalisant d'armements, on pouvait cependant estimer que la paix européenne qui s'était maintenue, à travers des circonstances si défavorables, pendant de longues années, pourrait se maintenir encore. Certes, la politique d'intimidation, à laquelle l'Allemagne se livrait sans trêve depuis le coup de Tanger, était dangereuse et risquait à chaque fois d'entraîner la guerre. Chaque fois l'état d'esprit sincèrement pacifique de la Triple Entente écartait ou diffé-

rait le danger. La prudence dont on faisait preuve à Paris et à Londres et à Saint-Pétersbourg était telle qu'il était évident qu'il faudrait à Berlin et à Vienne une volonté nettement provocatrice pour troubler la paix.

C'est à Berlin et à Vienne que cette volonté s'est rencontrée, en effet. Mais pourquoi s'est-elle rencontrée en 1914 et non dans les années antérieures ? Pourquoi l'Allemagne a-t-elle, le mois dernier, franchi le large pas qui sépare la menace de guerre de la guerre elle-même avec tous ses risques ? Nous voici au cœur du problème.

On s'aperçoit, en effet, en évoquant l'origine du conflit, c'est-à-dire l'ultimatum de l'Autriche à la Serbie, que, pour la première fois cette année, depuis la fondation de l'Empire allemand, on aura vu le monde slave résister à la pression germanique. En 1878, au congrès de Berlin, comme en 1912-1913, à la conférence de Londres, le bloc austro-allemand avait fait reculer le slavisme, en avait tenu pour nulles les aspirations. Cette fois le slavisme ne s'est pas laissé faire, et aussitôt l'Allemagne a tenté de le briser.

Ainsi, dans son principe, cette guerre était une guerre des Germains contre les Slaves. On a pu espérer, à Berlin, que la France l'interpréterait ainsi, se dégagerait de l'alliance russe au moment où l'alliance l'exposerait à être attaquée elle-même : la procédure dont s'est servi M. de Schoen prouve bien qu'on a essayé, toujours par l'intimidation et la menace, d'obtenir notre neutralité. Ainsi l'Allemagne eût détruit l'alliance franco-russe et tenu la Russie à sa discrétion : d'une pierre deux coups. Ce calcul — qui nous réservait de cruels lendemains — a été déjoué et la guerre est de-

venue générale. Mais il reste toujours que c'est la résistance du monde slave aux prétentions de l'Allemagne et de l'Autriche dans l'affaire serbe qui a servi au moins de prétexte aux deux gouvernements germaniques pour se lancer dans la guerre. Imaginez, en effet, la Russie se désintéressant de la Serbie, laissant ce petit peuple aux prises avec l'Autriche — comme précédemment il était arrivé maintes fois à la Russie de le faire, — et le prétexte cherché par l'Allemagne tombait. Quel que fût son désir mauvais d'ensanglanter le monde, elle devait se contenter d'un « succès diplomatique », comme après l'ultimatum présenté à Saint-Petersbourg en 1909 par l'ambassadeur de Guillaume II.

Que s'est-il donc passé entre 1909 et 1914 pour que l'attitude de la Russie ait à ce point changé ? Il s'est passé ceci que la Russie a évolué de l'autocratie pure vers un régime où l'opinion fait entendre sa voix. Naguère le tsar autocrate n'avait — pour adopter le vocabulaire républicain — que des sujets : il y a aujourd'hui, — pour parler toujours le même langage, un peuple russe. Et ce peuple a ses passions, ses visées. Il a une haute idée de ses droits, dont il a pris conscience, et le droit de vivre, de se développer comme nation est le premier de tous. Souvenez-vous des séances orageuses de la Douma, où, depuis un an et demi, la politique de prudence, de temporisation et même d'effacement, que la Russie officielle a pratiquée depuis l'annexion de la Bosnie par l'Autriche, a été blâmée avec tant de véhémence. La fin de l'amitié traditionnelle qui régnait entre la cour de Saint-Petersbourg et la cour de Berlin, c'est, pour la plus large part, à la Douma, c'est à la naissance d'une opinion publique russe, qu'il faut l'attribuer.

Qu'en devenant une nation, au sens que le mot avait chez nous en 1792, la Russie dût faire une grande poussée de nationalisme, c'est d'ailleurs ce que l'on pouvait annoncer par l'expérience de l'histoire. Comme la Révolution française, l'« évolution russe » aura posé les problèmes des nationalités et de races dans les termes et avec la passion qui déchaînent les vastes chocs des peuples entre eux. Voilà ce qui a servi à faire rompre le fragile équilibre de la Triple Entente et de la Triple...

A mesure que les idées de libéralisme et de démocratie repassent de l'Occident à l'Orient, ce sont les mêmes incendies qu'elles allument. Guerres de notre Révolution, guerres pour l'unité de l'Allemagne et de l'Italie au milieu du dix-neuvième siècle, guerres pour l'affranchissement et la croissance des peuples slaves aujourd'hui, les unes se sont engendrées des autres avec une implacable régularité. Quelle erreur, quelle hérésie, de voir dans le vaste choc qui met en ce moment les nations aux prises, le seul crime des empereurs et des rois ! La vague vient de plus loin que les trônes, et parfois c'est la même qui les a emportés. Et quelle imprudence chez les socialistes français qui croient encore que la République allemande assurerait la paix de l'Europe ! Plusieurs républiques allemandes et aussi petites que possible, peut-être... Mais une grande république allemande, qui se battrait avec toutes les ressources accumulées par les Hohenzollern en y mettant l'énergie d'une fureur nouvelle, — celle des républicains de 1793, — une République allemande qui, pour le coup, ne ferait plus une « guerre d'officiers », mais une guerre du peuple et qui défendrait farouchement son unité... Si les socialistes français croient que cette

République-là arrangerait les affaires de la paix, c'est qu'ils ont oublié tout ce que disait Bebel...

JACQUES BAINVILLE.

20 août 1914.

Albert I^{er} et la Belgique.

Voilà environ trois quarts de siècle, l'armée française prenait Anvers comme l'armée allemande vient de le prendre il y a trois jours. Seulement la France voulait alors donner à la Belgique, avec l'indépendance, la grande cité que l'Allemagne voudrait lui arracher aujourd'hui.

Les actes dictés par une haute conception de la politique ne manquent jamais de trouver, un jour ou l'autre, leur récompense. Il n'y avait eu, jadis, que trop d'étourdis dans notre pays pour reprocher à Louis-Philippe de n'avoir pas annexé purement et simplement la Belgique. Il n'y avait pas eu trois douzaines de Français pour comprendre la nature du chef-d'œuvre qu'était la neutralité belge. Il aura fallu la guerre de 1914 pour faire sentir à tout ce qui n'est pas incurablement ignorant et léger, ce que le duc de Broglie a appelé « le dernier bienfait de la monarchie ». Dans les grands événements comme ceux que nous traversons depuis dix semaines, les peuples s'aperçoivent mieux que les générations dépendent les unes des autres, que le passé gouverne l'avenir, que le raisin vert mangé par les pères agace les dents des enfants, et qu'au point de vue militaire comme au point de vue diplomatique, l'imprévoyance reçoit son châtiment, la prévoyance son salaire.

L'histoire dira certainement que la monarchie de 1830, avec toutes ses imperfections, avec toutes ses faiblesses, a sauvé la France de 1914 : sans une Belgique indépendante, l'ennemi n'eût pas été retenu plus de quinze jours devant Liège, retard qui a ruiné tous ses plans ; sans la neutralité belge, le roi George V, les conservateurs anglais et l'aristocratie whig n'eussent pas trouvé la raison péremptoire qui devait jeter dans cette grande guerre l'Angleterre radicale et pacifiste...

Et puis l'histoire dira encore que l'homme qui devait faire lever toute cette semence cachée au sein de la Belgique s'est rencontré. Jeune roi, modeste, encore un peu effacé par le puissant souvenir de Léopold II, Albert I^{er} est apparu tout d'un coup comme grand entre les grands souverains. Non seulement il a bondi sous l'outrage de la première sommation allemande, mais encore il a embrassé, d'un clair regard, les conséquences d'une capitulation de la Belgique. Avec une incomparable énergie, lisant l'avenir sans défaillance, calculant toutes les suites de sa résolution, Albert I^{er} a fait, en un instant, changer le cours que l'Allemagne prétendait donner à cette guerre. Il a pris une responsabilité si redoutable que personne, si ce n'est un roi, n'eût osé la prendre. Il a dressé toute la Belgique contre le colosse allemand, qui lui proposait, pour prix du passage de ses armées, un marché qui eût tenté, peut-être, un cœur moins généreux et une intelligence moins large. Albert I^{er} a écarté l'offre d'être payé en provinces françaises au moment même où il ne pouvait manquer de savoir ce que lui ménageait son refus : la Belgique envahie et occupée, sa capitale et son palais souillés par l'ennemi. Anvers, le « réduit national », assiégé et bombardé... Pour avoir prononcé ce

« non » héroïque à la face du tentateur allemand, Albert I^{er} a conquis la grande immortalité.

La Belgique qui, d'un seul élan, a suivi son roi, qui lutte à ses côtés avec une énergie infatigable, se couvre avec lui de gloire. Mais ce qu'elle doit savoir, c'est que ses sacrifices et ses souffrances ne lui rapporteront pas de la gloire seulement. Meurtrie, ensanglantée, pillée et rançonnée, la Belgique, avant qu'il soit longtemps, retrouvera ce qu'elle a perdu et le retrouvera au centuple. Quant à être payée matériellement des ruines que le stupide envahisseur a accumulées sur son sol, elle peut en être certaine. Mais ce n'est pas tout. Pour la Belgique comme nation, pour la Belgique comme Etat, un avenir, plus brillant encore que celui qu'elle semblait avoir hier, s'ouvrira demain.

Avec la chute de l'Empire allemand, recommencera, en effet, une ère de liberté pour les moyens et petits Etats. La politique des « grandes agglomérations » est finie. Cette politique, ce n'est plus la France, qui l'a payée si cher, qui la soutiendra. La domination germanique une fois abattue, cette insupportable et grossière tyrannie une fois détruite, la société des peuples reprendra en Europe ses anciens usages. Chaque nation n'y comptera plus seulement, n'aura plus le droit d'y faire entendre sa voix qu'en vertu de ses millions de soldats et de ses milliers de canons. L'Europe sera libérée de la sauvagerie du nombre. Et, dès lors, le rôle d'un Etat comme l'Etat belge, avec son esprit de nationalité vivace et ses splendides ressources, peut être immense...

JACQUES BAINVILLE.

13 octobre 1914.

Après vingt ans. — Paix ou guerre.

Nous nous sommes inclinés hier devant la dépouille sanglante de M. Jean Jaurès, et nous avons immédiatement exprimé la réprobation que nous inspirait cet attentat deux fois criminel, puisqu'il est stupide. L'incomparable honneur qui vient d'être accordé à M. Jean Jaurès de tomber en signe de sa foi et de sa doctrine affranchit sa personne des jugements d'ordre moral sur sa politique et sur son action. Seules, ses idées restent exposées au débat qui ne peut mourir.

L'importante atténuation que les événements l'avaient contraint d'apporter à sa longue espérance d'une paix estimée éternelle et fatale se charge de répondre, répond seule, mais sans réplique, à la grande question sur laquelle se jugent les intelligences humaines : — Eut-il tort ? ou eut-il raison ?

Depuis une vingtaine d'années, non seulement la France, mais le parti socialiste et démocratique français se trouvait au carrefour d'Hercule, entre le maximum et le minimum de l'effort national. Ma jeunesse a connu des socialistes presque chauvins. Il en était même d'antisémites, dont quelques-uns se retrouvèrent à l'affaire Dreyfus contre Dreyfus ou bien sur un terrain de stricte neutralité. L'hypothèse d'un socialisme nationaliste n'était pas plus improbable qu'une autre vers l'année 1894. Le nationalisme sous-entend une idée de protection du travail et des travailleurs, et l'on peut même, au moyen de ces calembours qui sont fréquents en politique, y faire entrer l'idée de nationaliser le sol, le sous-sol, les moyens de production. Sans calembour, un sentiment national plus intense, avivé par une administration plus sérieuse des intérêts natio-

naux, en tant que tels, pouvait introduire dans l'esprit de nos lois un compte rationnel des fortes plus-values que la société-nation ajoute à l'initiative et à l'effort des particuliers, membres de la nation. Cette espèce de socialisme nationaliste était viable, à condition d'en vouloir aussi les moyens, dont le principal eût dépendu d'un gouvernement fortement charpenté. Si l'Etat doit être solide pour faire face à l'Etranger, il doit l'être bien davantage pour résister à cette insaisissable étrangère, la Finance, à ce pouvoir cosmopolite, le Capital !

Il fallait aussi renoncer à une bonne moitié de l'idée démocratique et convenir que le membre de la nation n'est pas le premier individu venu, qu'il est autre chose encore qu'un Homme, à savoir un Français, né d'une famille française, et que cette famille aurait comme lui-même des intérêts, des mœurs, des traditions, des droits particuliers. Auprès et au-dessous de lui, soumis à un droit particulier lui aussi, pouvaient exister des métèques, associés, sujets, hôtes, amis, mais non participants de notre communauté. Cette communauté tutélaire devait avoir les moyens d'être respectée si on lui donnait la charge de protéger. Ce respect était dû plus rigoureusement à l'armée dont les juridictions et l'autorité résument tant de responsabilités délicates, graves, vitales ! Le « communisme scientifique » ne répugnait aucunement, si on le prenait en lui-même, à cette discipline. Il y poussait même un peu. On l'accusait de préparer un avenir en forme de caserne. Eh bien, sur la caserne, il était naturel d'arborer le drapeau. A la *Cocarde* de Barrès, j'ai connu, il y a vingt ans, de ces socialistes *d'abord français*, particulièrement communs en Lorraine, et non sans de fortes raisons !

Raisons fortes qui pouvaient se réduire à une seule : la possibilité de la guerre. Mais ces raisons perdaient leur force, elles tombaient à plat si la guerre était impossible, si les progrès de la science, si le tribunal de la Haye, qui devait être établi en 1900, si l'unification socialiste qui devait se réaliser en 1904, nous assuraient une ère de paix européenne et planétaire. Sous une influence métaphysique « trop allemande », M. Jean Jaurès et ses amis embrassèrent cette hypothèse pacifiste. Ils adoptèrent tout ce que l'autre excluait : le parlementarisme, le jeu des partis, le gouvernement sans chef personnel et sans durée ni tradition. Marcel Sembat l'a dit de la façon la plus explicite : les actes républicains et démocratiques des Français ont toujours sous-entendu qu'ils n'envisageaient pas l'hypothèse guerrière ; devant un avenir guerrier, il eût fallu s'unir au lieu de se quereller et donner à l'union, pour vivant emblème, le Roi. M. Jaurès et ses amis se montraient donc fidèles à la tradition républicaine ; à peine s'ils s'en distinguèrent, en en prenant une conscience absolue, en jouant tout, absolument tout, sur cette carte de la paix future, sur l'absurdité qu'ils prêtaient un peu gratuitement à nos retours au moyen âge, comme disaient, il y a quinze ans, ceux qui nous traitaient d'esprits attardés et visionnaires du passé.

Visionnaires, nous ! Et c'était eux qui nous le disaient ! Comme, au contraire, la nécessité d'être forts en tant que nation s'imposait de plus en plus à nos esprits ou plutôt à nos yeux et à tous nos sens, par son évidence grossière, nous recherchions avec une anxiété profonde les conditions et les moyens de la force de la patrie. Cette recherche nous avait aiguillés tout droit à la nécessité de l'action royaliste. On lit dans

une page de l'introduction à l'*Enquête sur la Monarchie* :

— « *Cela est très sensé*, me disait un socialiste à « qui je communiquais nos premiers travaux, *seulement* « *vous raisonnez comme s'il ne devait pas se produire* « *de transformations...* »

Eux, raisonnaient comme si les transformations devaient se produire dans le sens de la pacification graduelle, caractérisée par un état de consommation pure, renouvelée de l'abondance et de l'oisiveté de l'âge d'or.

Evolutionnistes de formation, concevant l'avenir suivant un développement unilinéaire, à la manière de M. Léon Bourgeois, ce fut pour eux un simple jeu d'écriture ou de langage que de prouver par *a plus b* de combien de façon nous marchions, nous courions au régime de la *société des nations*, les idées nationales, les faits nationaux devant se décomposer avant même qu'une génération d'hommes eût vécu !

Nous soutenions la thèse contraire, nous montrions que, partout, grandes, petites, avancées, arriérées, les nationalités contemporaines frémissaient, se tendaient vers l'indépendance, vers l'influence ou, pour les plus fortes, vers la domination. Nous attestions toutes les couleurs de la carte. Nous invoquions tous les récits des observateurs attentifs. Nous priions le public de se rendre compte de l'énorme pression exercée devant nous, sur nous, à Paris, par toutes les races de l'univers. Était-ce le moment de permettre à notre nationalité de fléchir ? Nous était-il permis de la laisser s'affaiblir quand tout conspirait, près de nous, et par conséquent contre nous, à se fortifier.

— Cela nous est permis, répondait-on. Cela nous

est même prescrit. Oui, c'est bien le moment ! Nous devons cheminer à la tête de tous les peuples, auxquels, comme en 1848, il nous faut « déclarer la paix ». Voilà l'erreur qui a plus ou moins dominé depuis vingt ans la politique française. Elle l'a menée absolument pendant les quatorze ans qui s'étendirent entre Fachoda (1898) et Agadir (1911). Si cette erreur ne l'eût pas emporté, l'Etat-Major général de l'armée française ni le service de renseignements n'auraient eu à subir les affronts, les persécutions et les ruines qu'on leur infligea ; on n'eût pas offensé de parti pris les arrêts de la juridiction militaire ; on n'eût pas infligé aux armées de terre et de mer l'humiliante direction des André-Picquart-Pelletan ; on ne se fût pas privé, au dehors, de la magnifique influence européenne représentée par notre ambassade du Vatican ; on ne se fût pas lancé dans ces vexations religieuses ni dans ces luttes de classe qui, pour être caractéristiques du régime démocratique et républicain, d'après Marcel Sembat, n'en détruisent pas moins les ressources intérieures d'un Etat qui doit manœuvrer au dehors. C'est parce que le souci extérieur n'existait point que l'on a pu persévérer dans ce régime démolisseur. Depuis 1911, on n'y a persisté que par habitude et faux point d'honneur, nécessité de manœuvres parlementaires ou électorales : le cœur n'y était plus. Mais que de fois magistrats ou chefs responsables parurent murmurer des sommets du pouvoir : — Si nous avions su ! Et si nous avions mieux prévu !

Il eût été possible de prévoir comme de savoir. L'histoire mieux interrogée aurait dû prévenir M. Jaurès et les socialistes qui le subissaient tous qu'ils tournaient le dos à leur siècle. L'évolution, comme ils disent, ne

va pas à l'unité, mais bien à la diversité. Nous sommes moins près des Etats-Unis d'Europe, Bainville nous l'a souvent dit, qu'aux temps des Vergennes et des Choiseul, qui en étaient moins près qu'Henri IV, au moment du projet de paix perpétuelle, dont le simple rêve était de beaucoup inférieur à cette Unité du monde chrétien que le moyen âge a réalisée. Cette diversification croissante emporte des risques de guerre croissants. Ceux qui ne font que les découvrir d'aujourd'hui ont bien mal lu les avertissements que leur donnaient, dès 1897, la première guerre des Balkans, puis la guerre de l'Espagne et de l'Amérique, la guerre du Transvaal, la guerre de Chine, la guerre russo-japonaise et ce coup de Tanger que nul ne comprit, semble-t-il, si l'on s'en rapporte à l'histoire du parti socialiste et même de tout le parti républicain !... Il fallut l'envoi du *Panther* pour rouvrir enfin l'entendement d'une moitié environ du monde officiel. L'autre moitié fut irréductible jusqu'à ces derniers jours : ni la guerre de Libye, ni les deux dernières guerres balkaniques, animées d'un nationalisme si décisif, ne réussirent à convaincre un pacifisme invétéré. Les concessions faites à l'évidence l'ont été, pour ainsi dire, sous la pression aiguë de ces dernières heures. Guillaume II avait contraint nos modérés à la loi de trois ans : ce même Guillaume accula les jaurésiens à la sensation de la patrie en danger.

Il y avait même un vif contraste, entre l'étendue des brutalités germaniques et la modicité des concessions de M. Jean Jaurès. Ce qu'il accordait était, je dois le dire, infiniment moins sensible que ce qu'il réservait encore. Plusieurs lui surent gré de son adhésion partielle à la vérité, mais l'immense majorité continuait de mesurer avec épouvante les proportions et les circonstances de

son erreur. Sa mort tragique en de tels jours prend donc figure de symbole. Avec Jaurès, s'évanouit l'ancienne façon, humanitaire, révolutionnaire, romantique, de rêver les rapports du présent et de l'avenir. L'homme meurt dans la défaite de son rêve. On dirait même qu'il en est mort. C'est la grande pitié de sa brusque agonie. La balle indigne et sottie tirée contre lui par un fou était pourtant d'un fou que menait l'accumulation des passions du moment, des épreuves de la veille, des aventures politiques suivies depuis vingt ans par Jaurès et par l'importante fraction du pays qui le suivait.

Et si, comme on le dit, le jeune assassin a passé par le Sillon, s'il a été bercé là-bas par la chanson non moins pacifiste et non moins humanitaire d'un autre Jaurès, il n'est pas impossible que ce coup de folie tire en partie son origine d'un coup de déception et que son acte de désespoir criminel soit né des désillusions radicales d'un esprit mal équilibré. Villain eût été contenu en d'autres temps par la crainte de la vindicte publique : la situation révolutionnaire, la guerre privée, rendue possible par le scandaleux acquittement de l'assassin de Gaston Calmette, venait d'emporter ce frein social salutaire. Que pouvait-il rester en ce point, le plus faible de la société humaine, dans le tendre et farouche cerveau d'un agité dément ? Il y restait le vent qui passe, le souffle des angoisses et des soucis du jour. Je n'explique ni je n'excuse. Je constate. Au degré le plus bas de l'échelle de l'être, à ce point d'intersection du crime et de la folie, dans ce domaine de l'irréflexion et de l'inconscience sinistres, la nature des choses françaises contemporaines est venue porter un témoignage aussi douloureux que certain de la profondeur de l'évolution nationaliste telle qu'elle était annoncée par la

sagesse, par le patriotisme et par la raison depuis un laps de plus de vingt ans !

CHARLES MAURRAS.

2 août 1914.

Pourquoi l'Allemagne a fait la guerre.

Pourquoi les Allemands ont-ils engagé, dans ces conditions d'inégalité absurde, cette guerre qui ne peut que mal tourner pour eux ? Pourquoi, après de longues années de paix, après avoir laissé passer tant d'occasions qui leur eussent été infiniment plus favorables, se sont-ils jetés soudain dans cette mêlée en réalisant contre eux-mêmes la coalition qu'ils avaient lieu de craindre au plus haut degré, que leur politique devait à jamais s'efforcer de prévenir ou de dissoudre ? Pourquoi l'Allemagne est-elle allée, avec un aveuglement furieux, au-devant de sa perte ?

C'est, pour beaucoup, une énigme. Et cette énigme a d'abord troublé ceux qui ont suivi depuis plusieurs années la politique allemande. Il n'est pas difficile, en effet, de se rendre compte du caractère incomplet et insuffisant des explications, souvent contradictoires, qui sont couramment proposées quant aux causes déterminantes du conflit. On dit, par exemple, que la race germanique, dans son rêve insensé d'hégémonie uniquement universelle, n'a pas craint d'affronter la moitié, ou peut s'en faut, du genre humain en promettant une victoire colossale. Mais cette idée-là, c'est une idée-peuple, une idée comme en peuvent nourrir des foules ivres d'impérialisme ; ce n'est pas une conception acceptable pour des gouvernants, pour des diplomates,

pour des chefs d'armée qui sont instruits, qui se rendent compte des réalités et des difficultés des choses. Lorsqu'on dit encore que Guillaume II a entrepris une guerre de diversion, pour esquiver le péril social et pour mettre fin aux difficultés économiques de son Empire, on ne s'aperçoit pas que cette hypothèse ruine la précédente, laquelle s'appuie sur l'unité morale du peuple allemand. Sans compter que Guillaume II pouvait fort bien s'arranger avec « ses » socialistes et que la forte armature de la Constitution fédérale allemande le mettait à l'abri de toute inquiétude sérieuse de ce côté-là. Quant aux crises économiques, elles sont normales dans tous les pays de grande industrie qui en sont encore à la période de croissance ; les Etats-Unis en ont connu de terribles et dont ils ont toujours réussi à sortir...

D'ailleurs nous commençons à n'avoir plus besoin, pour comprendre ce qu'a fait l'Allemagne, de ces explications très générales et dont aucune n'est entièrement satisfaisante. A mesure même que les événements s'accomplissent et tournent plus mal pour les armes austro-allemandes, des documents décisifs et lumineux viennent au jour. Le *Livre blanc* anglais, le *Livre orange* russe, nous livrent le dessous des cartes, nous dévoilent les ressorts qui ont fait agir le gouvernement impérial, qui l'ont précipité dans cette mortelle aventure.

On avait cru d'abord — et telle avait été notre opinion durant les journées décisives de la fin de juillet. — que l'Allemagne avait été entraînée à la guerre par la suite et le développement naturel de sa politique d'intimidation et de menace. Depuis l'ultimatum de l'Autriche à la Serbie jusqu'à l'ultimatum de l'Allemagne à

la Russie, tout s'est passé, en effet, de même qu'en 1909, par exemple, ou comme pendant les séances les plus pénibles de la conférence de Londres, lorsque l'Allemagne et l'Autriche, en faisant du bruit avec leur sabre, obtenaient de la Triple Entente toutes les concessions sans en excepter les plus humiliantes. Il paraissait donc plausible que, sur la ferme résistance de la Russie au nouvel ultimatum allemand (la Russie étant infiniment mieux prête à la guerre en 1914 qu'en 1909), tout eût cassé et que la fameuse « conflagration générale » eût éclaté par le fait de la difficulté austro-serbe, les alliances se trouvant engagées à fond et le *casus fœderis* se présentant avec toute la pureté possible pour le groupe austro-allemand d'une part et pour le groupe franco-russe de l'autre.

Cependant les révélations du *Livre orange* (complétées par un précieux témoignage de M. Hanotaux, publié au *Figaro*) sont venues nous montrer que les choses n'avaient pas suivi ce cours rigoureux. Il est établi désormais que l'Autriche, au moment suprême, a marqué une hésitation, et que ce temps d'arrêt, immédiatement salué et favorisé par le gouvernement russe, dont la bonne volonté et la loyauté ont été indiscutables, eût permis, si l'Allemagne l'avait voulu, de régler la question sans recourir aux armes. Or l'Allemagne n'a pas voulu. Elle a brusqué le mouvement. Loin de pouvoir plaider qu'elle a fait la guerre pour satisfaire à ses engagements d'alliée envers l'Autriche, qu'elle a fait la guerre par point d'honneur, il est avéré aujourd'hui que c'est l'Allemagne qui a entraîné dans le tourbillon une Autriche déjà hésitante et repentante, que c'est l'Allemagne qui a assumé toute la responsabilité de la guerre européenne.

En prenant cette redoutable initiative, quels plans a-t-elle pu former ? A quels mobiles a-t-elle obéi ?

Il semble que, sur ce point encore, la pleine lumière ne soit pas éloignée de jaillir. Souvenez-vous des articles, d'un ton si extraordinaire, où, voilà six mois, la *Gazette de Cologne* recommandait, contre la Russie, la « guerre préventive ». Rappelez-vous les manifestations publiques d'une violence et d'une sauvagerie toutes particulières qui ont accompagné, à Berlin, le départ de l'ambassadeur russe. Rappelez-vous l'appel des socialistes allemands à la guerre sainte contre la « barbarie » moscovite. Rappelez-vous l'arrestation de l'impératrice douairière de Russie grossièrement renvoyée à Copenhague, la correspondance historique des minutes suprêmes entre Guillaume II et le tsar et l'agressive nervosité de l'empereur allemand, suivie, après la rupture, des plus insultants reproches de déloyauté à l'adresse de l'ancien ami, du Romanof à qui le Hohenzollern avait juré de conserver l'amitié traditionnelle de la Cour de Berlin.

Qu'on rassemble tous ces traits ; il apparaît alors avec clarté que c'est contre la Russie que l'Allemagne, unie dans la terreur que lui inspire le slavisme, a dirigé son agression ; que c'est la menace slave, la force croissante de la Russie qui étaient le cauchemar de l'Empire allemand, qui ont fait délirer toute l'Allemagne. Hanté par le péril russe, Guillaume II est allé, pour mieux en finir, se jeter dans la gueule de l'ours.

Nous ne savons pas ce qui serait arrivé si les choses s'étaient passées de telle sorte que l'Allemagne fût restée, comme elle s'en flattait, en tête à tête avec la Russie. Ce qui est infiniment probable, c'est que le gouvernement impérial a cru pouvoir espérer que la France n'in-

terviendrait pas. Ce qui est sûr, c'est qu'il a compté que la Belgique livrerait passage à ses armées ; que, par conséquent aussi l'Angleterre n'aurait pas lieu d'entrer en ligne. Le gouvernement impérial s'est dit que la France, la Belgique et l'Angleterre offraient en Europe les trois modèles les plus parfaits du gouvernement électif et parlementaire, celui qui est pour le moindre effort, celui qui est le moins doué de prévoyance, le moins propre aux grandes décisions. Le gouvernement impérial — c'est sa faute irréparable — n'a compté ni avec la nation française ni avec la nation belge, ni avec le caractère et les traditions de trois peuples anciens et fiers, qui se sont retrouvés pareils à eux-mêmes sous la politique électorale des radicaux-socialistes de France, des catholiques de Belgique ou des libéraux du Royaume-Uni. Le gouvernement impérial a fait trop bon marché aussi des grands chefs militaires et politiques des Etats qu'il prétendait traiter par préterition. Tout à son idée fixe d'en finir avec le péril slave, il a oublié Joffre et Castelnau, Albert I^{er} et le général Léman, George V et la vieille aristocratie whig...

Ce sont des dédains que Guillaume II a payés chèrement. Ce sont des calculs dont l'insuffisance doit lui coûter sa couronne.

JACQUES BAINVILLE.

9 octobre 1914.

Une démente.

Il importe de dénoncer, je ne dis pas au patriotisme, je dis à la raison, je dis à l'instinct de conservation du

peuple français. l'échange de lettres qui vient d'avoir lieu entre M. Alfred Naquet et M. Gustave Hervé. Le texte de ces deux documents a paru dans la *Guerre sociale* du samedi 19 et du dimanche 20 septembre. Tout patriote réfléchi les lira, les méditera, les conservera, et sera désormais fixé sur un genre de folie politique à surveiller de près.

M. Alfred Naquet expose les alarmes que lui inspire la renaissance du patriotisme auquel M. Gustave Hervé prend part. De ces alarmes, les unes ont trait à la vie intérieure du pays, il redoute un retour au Concordat, la rentrée des sœurs dans les hôpitaux, la revanche du cléricisme, etc. Comme M. Hervé écarte d'un revers de main, presque sans discussion, ces « vaines alarmes » (car il est *un peu là*, M. Gustave Hervé), négligeons aussi cet aspect du problème abordé. Aussi bien, c'est dans la question extérieure que MM. Naquet et Hervé découvrent et formulent la démente que l'on va voir.

M. Naquet a jadis fait connaître son sentiment sur la France. Il a souhaité qu'elle se donnât en sacrifice au genre humain : quand l'éclosion de la démocratie entraînerait la disparition de la nationalité française, eh bien, ce ne serait pas trop cher pour M. Naquet. Cette opinion n'ayant plus cours par la faute de l'empereur allemand qui nous a mis dans la nécessité de nous défendre, M. Naquet se décide à approuver la guerre : « *Allons-y carrément, avec l'enthousiasme naturel de notre race.* » On ne savait pas que la race juive à laquelle M. Naquet appartient se confondit avec la race bretonne de M. Gustave Hervé. Mais, ajoute M. Naquet : « *Veillons au grain, conservons soigneusement nos positions.* »

Il faut sauver la patrie menacée, « *c'est entendu* », mais il faut aussi sauver l'esprit de la révolution. Cet esprit peut permettre l'écrasement du militarisme prussien à Berlin, comme le veulent les Anglais, qui « *ont raison* » : « *il ne doit pas rester pierre sur pierre de l'Empire allemand et de l'Empire d'Autriche* ». Complétons l'Italie, la Serbie, la Roumanie, reprenons l'Alsace, rendons Posen à la Pologne, le Slesvig et le Holstein au Danemark, mais, spécifie M. Naquet, l'Allemagne ainsi dépouillée de ses prises, « ne lui enlevons rien de ce qui est réellement allemand et même, pour lui montrer que nous combattons le gouvernement impérial et non le peuple, si celui-ci a le courage de faire un beau geste et de proclamer la République, laissons les Allemands d'Autriche s'annexer librement à la nouvelle fédération. »

M. Naquet s'élève avec vivacité contre le projet « ridicule » de « briser l'unité allemande », d'annexer à la France et à la Belgique « contre leurs vœux » les provinces rhénanes. Cela, dit-il, « frapperait de discrédit » les protestations de la France contre l'annexion de l'Alsace et de la Lorraine. Et cela d'ailleurs ne saurait durer... M. Naquet fait bon marché de tout ce que l'histoire et la géographie auraient dû lui apprendre tant sur la fragilité des unités allemandes que sur la facilité extraordinaire avec laquelle les villes rhénanes de langue germanique se sont, à plusieurs reprises, unies à la France. Un respect fétichique de l'unité allemande se confond pour lui avec le culte de la République et la religion de la démocratie.

La réponse de M. Hervé était attendue sans curiosité. On l'aurait écrite à l'avance. Tout le monde prévoyait qu'il répondrait avec son impavide aplomb, né du dé-

tachement absolu du vrai et du faux, du droit et du tort, d'un mépris complet de l'histoire et de l'expérience, enfin de cette grosse rhétorique simpliste qui, pour faire disparaître une difficulté réelle, se contente de mettre l'objection dans sa poche... Pourtant, nous n'osions espérer que la réponse de M. Hervé serait aussi exactement conforme au questionnaire de son « maître et ami », M. Naquet :

M. Hervé écrit :

« ...Quand le peuple allemand aura vomé ses Hohenzollern... »

[Ce peuple les vomira-t-il ? M. Hervé n'en veut pas douter. M. Naquet se contentait de rêver un beau geste républicain de l'Allemagne. Ni l'un ni l'autre n'adopte notre programme radical : détrôner les Hohenzollern, morceler la Prusse, Berlin ville libre.]

...Quand le peuple aura vomé ses Hohenzollern, on voit mal l'Angleterre et la France assez folles pour refuser à la Confédération germanique reconstituée les dix millions d'Allemands qui lui reviennent.

Toucher à l'unité nationale allemande au moment où l'Italie, la Serbie, la Pologne, la France elle-même, se battent pour la liberté des nations, serait un tel crime et une telle imbécillité que jamais, etc., etc.

Nous ne savons pas quelle notion peut avoir M. Gustave Hervé du crime politique ou moral. Pour l'imbécillité nous allons la lui faire admirer dans ses propres colonnes. Le même numéro de la *Guerre sociale* qui publiait la lettre de M. Naquet renfermait aussi une lettre d'un révolutionnaire italien, mazziniste ardent, partisan d'une République romaine, coreligionnaire étroit de M. Gustave Hervé. Ce « cousin italien », comme il s'appelle, et qui signe Fabrice Romano, écrit

la table des volontés du peuple italien, c'est-à-dire des siennes et de celles de son parti. Ce programme, en trois articles, annonce la reconstitution de la « véritable unité italienne » avec le « Trentin, Trieste et l'Istrie ». L'Istrie ? M. Romano s'aperçoit tout de suite que l'Istrie, dont les seules villes comprennent deux tiers de population slave, croate ou slovène, et dont les campagnes sont toutes slaves, ne fait guère partie du territoire de l'Italie ! Aussitôt il inscrit ce repentir plein de saveur :

« L'Istrie, non pas par gourmandise, mais parce que la paix future (nous voulons tous, n'est-ce pas, cousin de France, que la guerre actuelle soit la dernière guerre ?) a des nécessités politiques et géographiques qu'il faut absolument respecter. »

Ainsi la raison d'Etat grimée de pacifisme inspire au révolutionnaire italien la ferme volonté d'occuper une terre non italienne et d'en dépouiller le voisin. Ces *nécessités politiques* sont mieux spécifiées encore à l'article suivant du même programme :

« Enfin, Avlona (Valonad), étant le Gibraltar de l'Adriatique, le peuple italien est disposé à la laisser occuper par la monarchie italienne, bien qu'il lui soit déplaisant de piétiner sur le bien d'autrui. Il se pliera devant une nécessité *qui lui est démontrée inéluctable*. »

C'est le journal de M. Hervé qui souligne ces derniers mots en les enregistrant sans la moindre protestation. M. Hervé admet, et sans doute aussi M. Naquet, que la prise de possession par le peuple italien et la monarchie italienne (S.P.Q.R.) du Gibraltar de l'Adriatique soit une inéluctable nécessité. Mais le même malheureux homme crie à la folie, au maboulisme, à l'imbécillité

si, pour mettre la Bête allemande hors d'état de nuire, la France, la Belgique, l'Angleterre s'assurent de territoires ou de têtes de pont sur le Rhin ; si ces puissances attaquées dans des conditions odieuses, dévastées avec une furie et une barbarie sans exemple, prennent des précautions contre un regain militaire allemand, contre l'unité politique, condition de ce regain ; ou si même elles songent à refuser à 10 millions d'Allemands d'Autriche la faculté de faire corps avec 60 ou 65 millions d'Allemands prussianisés ! M. Hervé ne dit pas que ces précautions sont, à son avis, exorbitantes, il ne les discute pas, il ne les examine même pas, il les tient pour inexistantes : des nécessités politiques et géographiques, qu'est-ce que cela pour la France ? L'argument qui valait tout à l'heure pour l'Italie s'effondre aussitôt. Cela n'existe pas. Cela ne peut pas exister, et l'on peut en jurer, M. Gustave Hervé n'y a jamais pensé.

Il y pensera demain. Il cherchera, pour s'évader de la sottise prison qu'il vient de se construire, le formulaire de quelque blague nouvelle, de quelque sophisme nouveau. Mais le peuple français qui n'est pas une bête n'a pas envie de faire plus longtemps le dindon de ces farces humanitaires. Ce qu'Hervé n'a pas vu, la nation le voit aussi clairement que le subtil révolutionnaire venu d'Italie pour illustrer le beau texte de MM. Alfred Naquet et Gustave Hervé : ce n'est pas pour créer *une plus grande Allemagne* que nos pauvres soldats reçoivent, ces jours-ci, l'orage du fer et du feu !

CHARLES MAURRAS.

21 septembre 1914.

TABLE DES MATIÈRES

I

Le devoir national.

	Pages.
Le moral, par CHARLES MAURRAS.	3
La première classe, par LÉON DAUDET. ,	9
Les âmes cornéliennes, par LÉON DAUDET.	12
Notre jour des Morts, par CHARLES MAURRAS.	15

II

La guerre.

Alsace et Lorraine, par CHARLES MAURRAS.	21
Le nœud de la guerre, par LÉON DAUDET.	23
Paris, par LÉON DAUDET.	26
La perfection, par CHARLES MAURRAS.	30
Récit des temps mérovingiens, par CHARLES MAURRAS. .	31
Cunctator et Gott-Mit-Uns, par LÉON DAUDET.	33
Pourquoi la guerre est longue, par JACQUES BAINVILLE. .	37

III

La politique française.

L'embusqué, par CHARLES MAURRAS.	43
Vers l'unité française, par CHARLES MAURRAS.	47
Les doctrines écroulées, par CHARLES MAURRAS.	50

Un entretien avec Monseigneur le duc d'Orléans : la France et la guerre, par CHARLES MAURRAS et MAURICE PUJO.	53
Le salut du pays, par CHARLES MAURRAS.	67
Pour le gouvernement établi, par CHARLES MAURRAS.	75

IV

La question religieuse.

Pie X et notre force, par HENRI VAUGEOIS.	81
Campagne de division : la « guerre des curés » et la guerre aux curés, par CHARLES MAURRAS.	84
La paix religieuse et morale, par CHARLES MAURRAS.	88
Un grand bienfait, par CHARLES MAURRAS.	90

V

L'éternelle Allemagne.

Le fédérateur allemand, par CHARLES MAURRAS.	97
L'infériorité allemande. — Leur férocité, par LÉON DAUDET.	102
Le système « Attila », par LÉON DAUDET.	106
Reims sera vengée, par LOUIS DIMIER.	109
Si Bismarck revenait..., par JACQUES BAINVILLE.	113
Individualisme et pangermanisme, par CHARLES MAURRAS.	116

VI

Le conflit européen.

La naissance du conflit ; les alliances engagées, par JACQUES BAINVILLE.	127
La guerre des nations, par JACQUES BAINVILLE.	128

Albert Ier et la Belgique, par JACQUES BAINVILLE.	133
Après vingt ans. — Paix ou guerre, par CHARLES MAURRAS.	136
Pourquoi l'Allemagne a fait la guerre, par JACQUES BAIN- VILLE.	143
Une démence, par CHARLES MAURRAS.	147



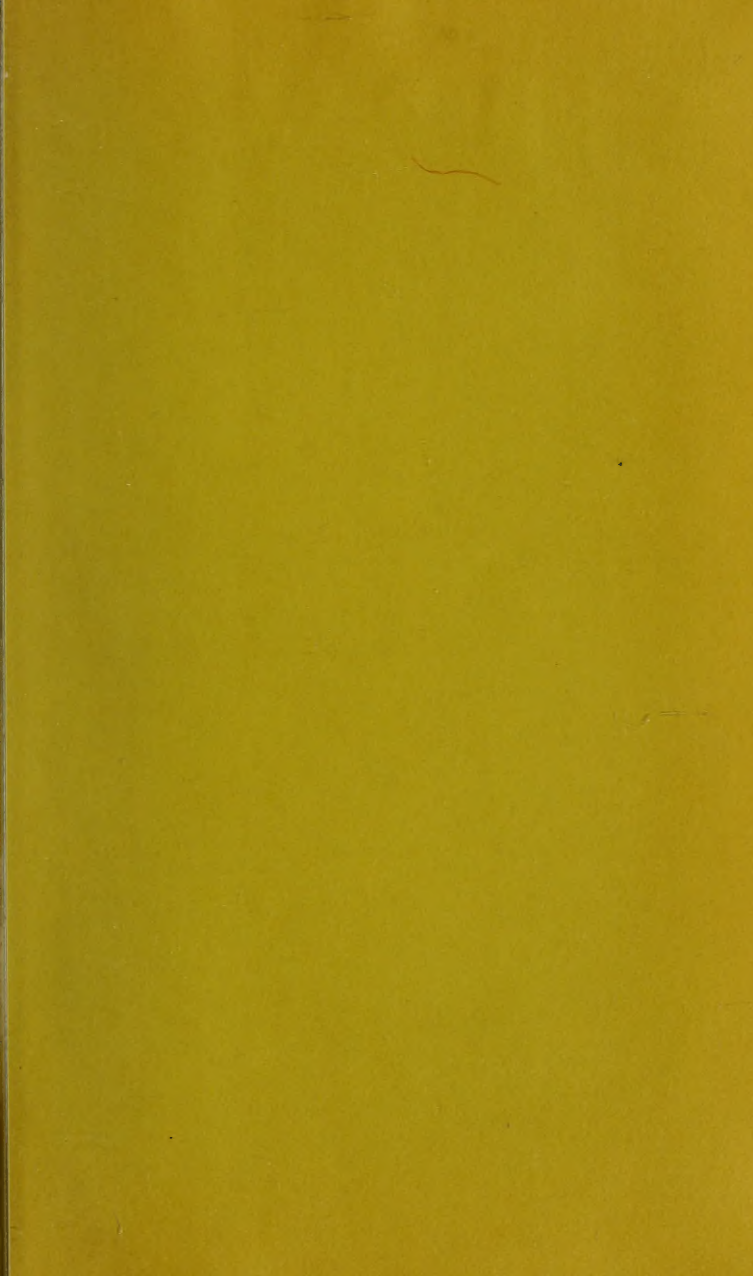
“ PAGES ACTUELLES ”

Nouvelle Collection de volumes in-16. — Prix : 0.60

- N^o 1. **Le soldat de 1914. — Le Salut aux Chefs.** par René DOUMIC, de l'Académie Française.
- N^o 2. **Les Femmes et la guerre de 1914,** par Frédéric MASSON, de l'Académie Française.
- N^o 3. **La Neutralité de la Belgique,** par Henri WELSCHINGER, de l'Académie des Sciences morales et politiques.
- N^o 4. **Du XVIII^e Siècle à l'Année sublime,** par Étienne LAMY, Secrétaire perpétuel de l'Académie Française.
- N^o 5. **Rectitude et perversion du Sens national,** par Camille JULLIAN, Membre de l'Institut, Professeur au Collège de France.
- N^o 6. **L'Héroïque Serbie,** par Henri LORIN, Professeur à la Faculté des Lettres de Bordeaux.
- N^o 7. **Contre l'Esprit Allemand. De Kant à Krupp,** par Léon DAUDET.
- N^o 8. **Patriotisme et Endurance,** par S. Em. le Cardinal MERCIER, Archevêque de Malines.
- N^o 9. **L'Armée du Crime,** par VINDEX, d'après le Rapport officiel de la Commission française d'enquête.
- N^o 10. **La Cathédrale de Reims,** par Émile MALE.
- N^o 11. **Le Général Joffre,** par G. BLANCHON. Rédacteur au *Journal des Débats*.
- N^o 12. **Le Martyre du Clergé belge,** par A. MÉLOT, Député de Namur.
- N^o 13. **Confiance. Prière. Espoir. Lettre sur la Guerre,** par S. G. Mgr MIGNOT, Archevêque d'Albi.
- N^o 14. **Contre l'Esprit allemand. Mesures d'Après-Guerre.** par LÉON DAUDET
- N^o 15. **La Basilique dévastée,** par VINDEX.
- N^o 16. **Le Général Gallieni,** par G. BLANCHON.
- N^o 17. **Les Leçons du Livre Jaune (1914),** par Henri WELSCHINGER.
- N^o 18. **La Signification de la Guerre.** par H. BERGSON, de l'Académie Française.

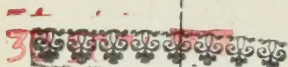
- N^o 19. **La Belgique en Terre d'Asile**, par H. CARTON DE WIART, Ministre de la Justice.
- N^o 20. **Les Sous-Marins**, par le lieutenant de vaisseau G. BLANCHON.
- N^o 21. **Les Procédés de Guerre des Allemands en Belgique**, par Henri DAVIGNON.
- N^o 22. **Le Roi Albert**, par Pierre NOTHOMB.
- N^o 23. **En Guerre, Impressions d'un Témoin**, par F. DE BRINON.
- N^o 24. **Les Zeppelins**, par G. BESANÇON, Secrétaire général de l'Aéro-Club de France. *Illustré.*
- N^o 25. **La France au-dessus de Tout**, *Lettres de Combattants*, rassemblées par Raoul NARSY.
- N^o 26. **L'Opinion catholique et la Guerre**, par IMBART DE LA TOUR, de l'Acad. des Sciences morales et politiques.
- N^o 27. **La Charité et la Guerre. Tableaux et Croquis**, par G. LECHARTIER.
- N^o 28. **Les Surboches**, par André BEAUNIER.
- N^o 29. **Contre les maux de la Guerre, Action publique et Action privée**, par Henri JOLY, de l'Académie des Sciences morales et politiques.
- N^o 30. **Le Général Pau**, par G. BLANCHON.
- N^o 31. **L'Allemagne s'accuse. Pour servir à l'Histoire de la Guerre Européenne**, par Jean DE BEER.
- N^o 32. **Pendant la Guerre. Lettres pastorales et Allocutions**, par S. E. le Cardinal AMETTE, Archevêque de Paris.
- N^o 33. **L'Allemagne et la Guerre européenne**, par Albert SAUVEUR, professeur à Harvard University. Préface de Henri LE CHATELIER, de l'Acad. des Sciences.
- N^o 34. **Les Catholiques allemands, hier et aujourd'hui. Quelques précédents au cas du Cardinal Mercier**, par le comte BEGOUEN.
- N^o 35. **Notre « 75 »**, par Francis MARRE.
- N^o 36. **L'Opinion américaine et la Guerre**, par Henri LICHTENBERGER.
- N^o 37. **L'Occupation allemande à Bruxelles racontée par les Documents allemands. Avis et proclamations affichés à Bruxelles du 20 août 1914 au 25 janvier 1915. Introduction**, par L. DUMONT-WILDEN.
- N^o 38. **A un neutre catholique**, par Mgr BATIFFOL.
- N^o 39. **Dans les tranchées du front.** par Francis MARRE.
- N^o 40. **L'Esprit philosophique de l'Allemagne et la Pensée française**, par Victor DELBOS, de l'Institut.
- N^o 41. **La France de Demain**, par HÉBRARD DE VILLENEUVE.
- N^{os} 42-43. **Comment les Allemands font l'opinion. Nouvelles de guerre affichées à Bruxelles pendant l'occupation. Introduction** par L. DUMONT-WILDEN. 2 volumes.
- N^o 44. **Les Catholiques espagnols et la Guerre**, par Maurice DE SORGUES.
- N^o 45. **Un examen de conscience de l'Allemagne**, par P. HAZARD, officier interprète.

- N^o 46. **Guerre et Philosophie**, par Maurice DE WULF, professeur aux Universités de Louvain et de Poitiers.
- N^o 47. **Les Aumôniers militaires**, par Geoffroy DE GRANDMAISON.
- N^o 48. **Les Arabes et la Guerre**, par Ernest DAUDET.
- N^o 49. **Le Général Maunoury**, par Miles, Rédacteur au *Correspondant*.
- N^o 50. **La vraie France et l'Evolution du Patriotisme**, par Samuel ROCHEBLAVE.
- N^o 51. **Le Martyre du Clergé français**, par l'abbé Eugène GRISSELLE.
- N^o 52. **La conduite des Allemands en Belgique et en France d'après l'enquête anglaise**, par Henri DAVIGNON.
- N^{os} 53-54. **La Presse et la Guerre**. *Le Journal des Débats*, par Raoul NARSY.
- N^o 55. **La Mission du Prince de Bulow à Rome**, par Henri WELSCHINGER.
- N^o 56. **La guerre telle que l'entendent les Américains et telle que l'entendent les Allemands**, par MORTON PRINCE.
- N^{os} 57-58. **La Presse et la Guerre**. *Le Figaro*, par Julien DE NARFON.
- N^o 59. **Le Duel franco-allemand en Espagne**, par Louis ARNOULD.
- N^{os} 60-61. **La Presse et la Guerre**. *L'Action française*, par Jacques BAINVILLE.



La Bibliothèque
Université d'Ottawa
Echéance

The Libra
University of
Date Due

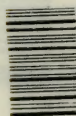


FEB 27 1987

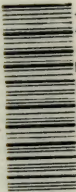
FEB 17 1987



ICE



a39003



001882744b

D 5 2 5 • A 3 1 9 1 5
L • A C T I O N F R A N C A I S E •
P R E S S E E T L A G U E R R E •

U D' / OF OTTAWA



COLL	ROW	MODULE	SHELF	BOX	POS	C
333	01	07	12	14	14	5